

ENTRE DÉFENSE DE DROITS ET LUTTE DE CLASSE
L'exemple de l'action de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada
au sein du Regroupement des comités de citoyens de Hull

(1975-1978)

par

CHARLES-ANTOINE BACHAND

**Mémoire présenté au Département d'histoire à titre d'exigence partielle
en vue de l'obtention de la maîtrise en histoire.**

**Université d'Ottawa
Charles-Antoine Bachand, 2004.**

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord et avant tout à sincèrement remercier Stéphanie Demers qui n'a de cesse de m'éblouir par sa sensibilité, sa tendresse et son intelligence. Je n'aurais sans doute jamais pu mener ce projet à terme n'eût été son appui indéfectible.

Je tiens de surcroît à remercier M. Peter Bischoff qui rendit mon travail autrement plus aisé que sans lui je n'aurais pas su par où commencer et où je devais aller. Je le remercie pour ses précieux commentaires et, surtout, pour l'enthousiasme qui anime son travail. Le présent travail est le fruit de réflexions qu'il rendit possible.

Un grand merci aussi à Mme Caroline Andrew qui a bien voulu lire et corriger le présent mémoire.

Enfin, je tiens à remercier mesdames Corinne Gaudin, Koky Fianu et Micheline Lessard dont les cours faisaient preuve d'une qualité et d'une rigueur exceptionnelles, et ce, autant sur le plan de la didactique, de la pédagogie que sur celui du contenu.

Je prends par ailleurs grand plaisir à ne pas remercier l'Université d'Ottawa qui par des frais de scolarité honteusement élevés et par une culture hiérarchisée ne semble plus vouloir être autre chose qu'une institution élitiste et bornée. L'Université d'Ottawa en tant qu'institution n'a aucunement favorisé la réalisation du présent travail, sinon dans le cas notable de l'aide chaleureuse et compétente des adjointes administratives et des secrétaires du département d'histoire.

TABLE DES MATIÈRES

Liste des cartes et des tableaux.....	iii
Tables des acronymes et des groupes.....	iv
Introduction.....	1
Chapitre premier : Problématique, historiographie et sources.....	12
Problématique.....	12
Historiographie.....	16
Sources et méthodologie.....	25
Chapitre II : Ce que la Ligue nous apprend sur elle-même.....	33
Naissance et objectifs de la Ligue.....	34
Structures de la Ligue.....	40
Centralisme démocratique.....	47
Noyautage.....	48
Chapitre III : Présence et activités de la Ligue dans les milieux populaires québécois et outaouais.....	51
La Ligue était-elle réellement présente dans les milieux populaires québécois?	51
Quelles étaient les actions de la Ligue dans les milieux populaires? ..	60
Chapitre IV : Les luttes internes dans RCCH (1975-1978)	79
L'évolution des statuts du RCCH.....	80
La radicalisation et les luttes qu'elle fit naître.....	91
Conclusions.....	107
Bibliographie.....	114
Annexes.....	119

LISTE DES CARTES ET DES TABLEAUX

Carte 1 : Secteurs résidentiels de l'Île de Hull qui furent démolis entre 1965 et 1974.....	4
Tableau 1 : Structure organisationnelle du travail de la Ligue dans les entreprises et les quartiers.....	44
Tableau 2 : Structure organisationnelle de la Ligue en Outaouais en 1978.....	67
Tableau 3 : Présence de la Ligue dans le milieu communautaire outaouais.....	70
Tableau 4 : Quelques groupes populaires de Hull en 1978.....	103

TABLES DES ACRONYMES ET DES GROUPES

3 ^e âge	Regroupe des personnes à la retraite et offre une ensemble de services d'accueil et de rencontre
ACEF	Association des coopératives d'économie familiale — donne des services de consultation budgétaire pour les personnes endettées, elle met sur pied aussi des rencontres sur les causes de l'endettement.
ADDS	Association pour la défense des droits sociaux. L'ADDS est issu directement de l'action du RPL et des statuts du RCCH. L'ADDS demeure très active.
AFPC	Alliance de la fonction publique du Canada. Demeure le plus grand syndicat de fonctionnaires fédéraux du Canada. Sa présence est particulièrement importante dans la région de la capitale nationale et dans l'Outaouais québécois depuis la construction des édifices fédéraux dans le centre-ville de Hull dans les années 1970.
AGIH	Assemblée générale de l'Île de Hull. L'AGIH fut créé en 1967 sous l'impulsion de la mission capucine venue s'installer dans l'Île de Hull. L'AGIH avait comme objectif de regrouper les citoyens et les comités de citoyens autour d'une même table et de revendiquer une meilleure qualité de vie. L'AGIH prit forme alors qu'une pauvreté grandissante faisait rage dans l'Île de Hull et alors que le gouvernement fédéral s'appropriait à exproprier des milliers de personnes de leur logement dans une optique de rénovation urbaine.
Ateliers des Jeunes	Regroupement de membres des garderies populaires
Caisse populaire	La Caisse populaire Desjardins fut à une certaine époque relativement active auprès des citoyens de l'Île de Hull.
CDC	Comité de défense des consommateurs
CFP	Centre de formation populaire
Chantiers Éducatifs	Les Chantiers éducatifs avaient comme mandat la création de nouvelles garderies et l'organisation de rencontres éducatives pour les parents qui ont leurs enfants dans ces garderies.
CLSC	Centre local de services communautaires. Les CLSC étaient une création gouvernementale qui devait avoir comme mandat de voir à assurer le bon fonctionnement, en terme de ressources et d'organisation, des services demandés par les citoyens d'un quartier ou d'une région. Les CLSC devinrent rapidement des centres importants au sein desquels les citoyens n'avaient que peu de pouvoir décisionnel.
Comité École	Comité créé par l'AGIH se penchant sur la question des écoles
Comité Santé	Comité créé par l'AGIH se penchant sur la question de la santé
Coopérative alimentaire de Gatineau	Coopérative d'achat d'aliments en gros — club alimentaire où les aliments sont vendus à prix coûtant

COSTO	Comité de solidarité avec les travailleurs de l'Outaouais.
CSOH	Commission scolaire Outaouais-Hull
CSN	Confédération des syndicats nationaux. Une des plus grandes centrales syndicales du Québec dont la naissance fut célébrée à Hull.
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques canadiens. La CTCC fut créée à Hull et est l'ancêtre de la CSN actuelle.
Dispensaire du citoyen	Comité affilié à l'AGIH et qui offrait des services de santé et des médicaments gratuits. Le Dispensaire donnait aussi plusieurs sessions d'information sur la santé.
En lutte!	Groupe d'action politique maoïste fondé en 1972 par Charles Gagnon et composé pour l'essentiel d'étudiants. Il publiait le journal <i>En Lutte!</i> Les activités du groupe En Lutte! prirent fin en 1982.
FRAP	Front d'action politique. Groupe populaire soutenu par les grandes centrales syndicales de l'époque qui, à Montréal, avait tenté, sans grand succès, de présenter des candidats aux élections municipales.
Garderie Saint-Rédempteur	Garderie populaire de l'Île de Hull.
GMR	Groupe marxiste révolutionnaire. Groupe d'allégeance trotskiste qui resta très marginal. Le GMR était affilié à la IV ^e Internationale.
GPH	Garderie populaire de Hull.
Groupe anti-pauvreté	Groupe d'aide aux assistés sociaux.
GSTQ	Groupe socialiste des travailleurs du Québec. Groupe d'allégeance trotskiste très marginal.
IV ^e Internationale	Internationale fondée par Trotsky pour faire contrepoids à la III ^e Internationale soviétique prise en charge par Staline. La IV ^e Internationale existe toujours.
Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada	Groupe maoïste très rigide. La Ligue fut fondée en 1975 par le regroupement de trois organisations militantes soit le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, la Cellule ouvrière révolutionnaire et la Cellule militante ouvrière. Dès le départ, la Ligue regroupait essentiellement des étudiants des universités québécoises qui s'opposaient aux positions du groupe En Lutte!. Elle publiait le journal <i>La Forge</i> . La Ligue devint le PCO en 1979 avant de mettre un terme à ses activités en 1983.
Logement-Va-Pu	Groupe d'action pour le droit au logement créé par le RCCH.
Logemen'occupe	Groupe d'action pour le droit au logement qui remplaça Logement-Va-Pu lors de la dissolution de celui-ci.
LSO	Ligue socialiste ouvrière. Groupe d'allégeance trotskiste très marginal.
OVEP	Organismes volontaires d'éducation populaire

PCC (ML)	Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste). Parti maoïste considéré comme étant le plus sectaire, mais aussi le plus marginal. Le PCC (ML) existe toujours.
PCO	Parti communiste ouvrier (nom que prendra la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada en 1979. Le PCO participa aux élections fédérales de 1980 et aux élections provinciales de 1981.
PCQ	Parti communiste du Québec. Parti officiel des communistes d'allégeance soviétique. Le PCQ existe toujours.
RCCH	Regroupement des comités de citoyens de Hull. Le RCCH est issu d'une restructuration des statuts de l'AGIH en 1973 pour créer un regroupement des comités de citoyens de l'ensemble de la ville de Hull. Le RCCH existe toujours, mais n'est plus visible que sous les actions de l'ADDS depuis 1978.
RPL	Regroupement populaire de libération. Le RPL était un regroupement d'assistés sociaux qui menait des luttes pour la défense de leurs droits. Le RPL fut créé par le prêtre Isidore Ostiguy. En 1970, par crainte d'être associé aux groupes « terroristes » de libération nationale le RPL devint le Regroupement populaire de l'Île. Le RPL existe toujours sous l'appellation ADDS.
SOS Garderie	Groupe de dépannage en garderie. SOS Garderie se retrouva, au milieu de problèmes à l'échelle provinciale alors que plusieurs militantes et militants affirmaient que leur organisation était tombée sous le contrôle de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.
SUH	Service d'urbanisme de Hull

INTRODUCTION

Le rôle des groupes d'action politique¹ dans le développement du mouvement communautaire du Québec reste un chantier en friche pour le chercheur. En effet, outre quelques rares témoignages dans différents médias, l'organisation réelle de ces groupes — que ce soit le Parti communiste du Québec (PCQ), le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) (PCC(ml)), le groupe En Lutte!, le Parti communiste ouvrier (PCO) ou le Groupe marxiste révolutionnaire (GMR) — ainsi que leur impact sur les groupes populaires du Québec ne furent, à toute fin pratique, jamais explorés.

Plusieurs auteurs, dont Robert Comeau², affirment l'importance de ces groupuscules dans le développement d'une analyse politique québécoise entre 1930 et 1960. Pourtant, ce qu'il advint de ces groupes après 1960 reste un grand mystère pour les historiens. Si certains sociologues et si quelques politologues se sont penchés sur la question à la fin des années 1970, dès le milieu des années 1980, la mode était passée. De leur côté, les historiens n'explorèrent cette facette de l'histoire du

¹ Ce que nous appelons ici « groupes d'action politique », ce sont les groupes avec des objectifs de luttes politiques bien définis tels, le PCQ, le PCC (ML), le groupe En Lutte!, la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, le GMR ou tout autre groupe ayant une propension à vouloir prendre le pouvoir. Dans les années 1960 et 1970 au Québec, il est surtout question de groupes d'extrême-gauche.

² Cf., entre autres, Robert Comeau, *Le Droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, 542 pages.

Québec qu'à partir de la fin des années 1980, et ce, très sommairement. La disparition de la quasi-totalité des groupes d'extrême-gauche (sinon pour ce qui est du PCQ, du PCC (ML) et de quelques autres groupes marginaux) a pu contribuer à un déclin marqué dans l'intérêt qu'ils suscitaient chez les chercheurs. À moins que, plus simplement, les historiens en mesure de mener à bien des études dans ce domaine ne se sentent trop près de leur sujet. Quelle qu'en soit la raison, il demeure que, outre l'étude de M. David Milot³, les groupes d'extrême-gauche restent dans l'ombre de l'éclairage que tente de jeter l'historien sur notre passé.

C'est dans cette optique que l'étude de l'impact d'un de ces groupes d'action politique, soit la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada sur l'évolution des comités de citoyens de l'Île de Hull nous semble pertinente. En effet, s'il existait des groupes d'action politique dans les milieux communautaires québécois des années 1970 et que ces groupes eurent un impact sur le développement de ceux-ci, il apparaît qu'un milieu aussi animé, aussi tourmenté que l'Île de Hull, serait un champ d'investigations privilégié. De plus, il apparaît qu'un groupe aussi important et méconnu que la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada serait une cible de choix.

Par sa vocation industrielle et par les changements radicaux que vécu la cité de Hull dans les années 1960, celle-ci semble être un milieu que l'historien aura grand intérêt à explorer. La ville de Hull naquit essentiellement de ce qui devait devenir son

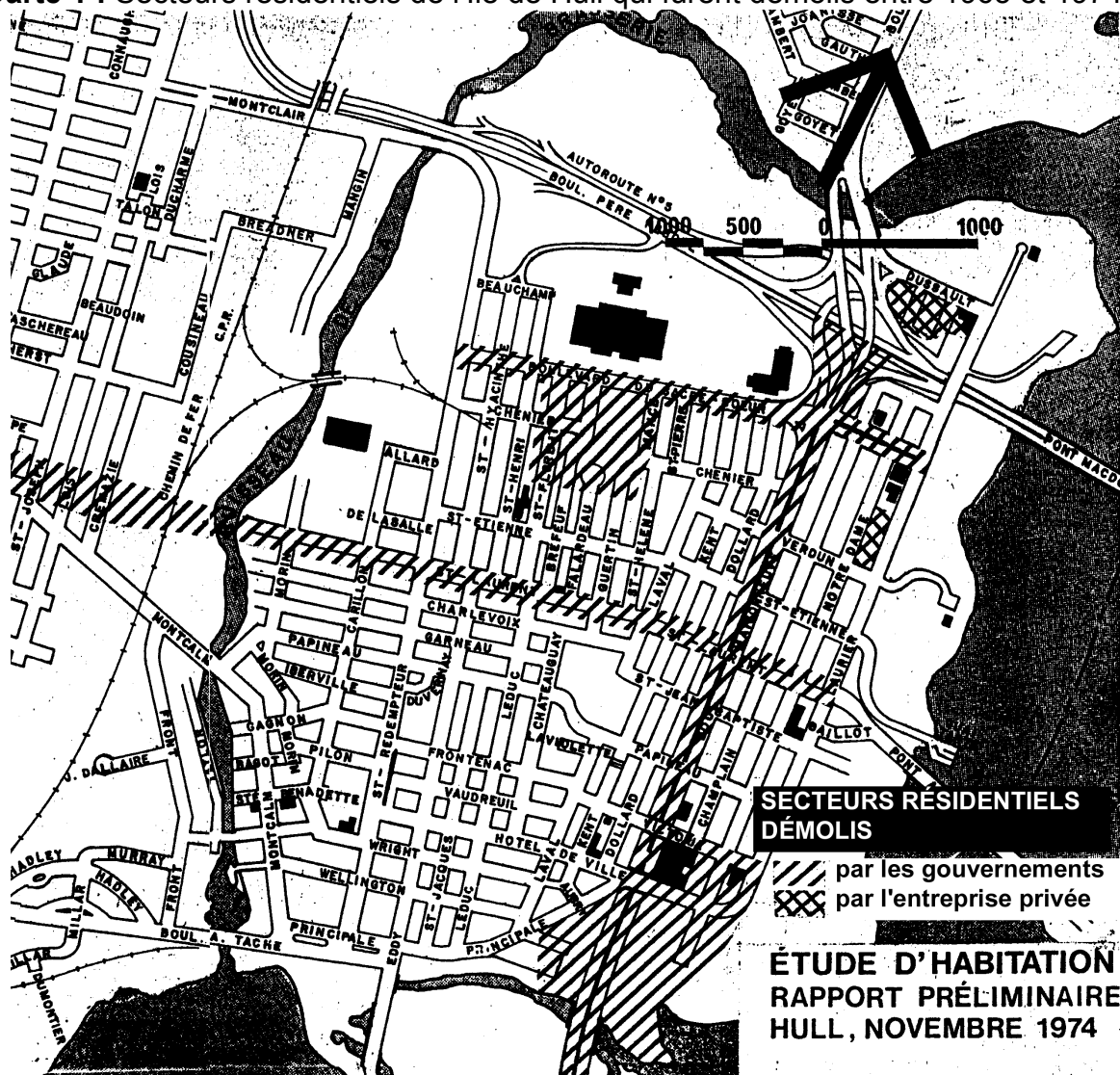
³ David Milot, *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec : (1973-1982)*, Montréal, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 2000, 147 pages.

premier moteur de développement : l'industrie du bois. La rivière des Outaouais comme la rivière de la Gatineau furent, dès les premiers temps de l'occupation du territoire Outaouais par les Blancs, des artères importantes du développement de la région. Il n'est donc pas étonnant que l'industrie du bois s'établisse sur leurs berges et à plus forte raison, là où leurs eaux se croisent. Hull fut donc, pendant longtemps, le cœur de l'industrie forestière et papetière de l'Outaouais et elle se développa autour des usines qui la faisaient vivre. Ce qui semble être venu changer la donne, c'est la décision de la reine Victoria, en 1865, de choisir Ottawa comme capitale du Canada.

Dès la rédaction du Rapport Holt⁴ en 1915, il était question de relocaliser les industries de Hull hors de la vue d'Ottawa. Il appert que toute capitale digne de ce nom ne devait en aucun cas avoir, dans sa cour arrière, des industries lourdes. Les industries papetières de Hull allaient être, dès lors, aux prises avec de sérieux problèmes d'image. Le Rapport Holt fit, à l'époque, beaucoup de bruit. Cependant le développement urbain de la ville d'Ottawa elle-même allait rester la priorité pendant 35 ans encore. Ainsi, ce n'est qu'en 1950 qu'un plan prévoyant une rénovation massive des berges québécoises de la rivière des Outaouais — et, partant, des usines et des logements des ouvriers — fut élaboré. Ce plan, connu sous le nom de Plan Gréber⁵, allait changer définitivement le visage de l'Île de Hull, milieu de vie et de travail d'une grande majorité des travailleurs industriels de l'Outaouais.

⁴ Sir Herbert Holt, *Report of The Federal Plan Commissions For The Cities Of Ottawa And Hull*, Ottawa, 1915.

⁵ Jacques Gréber, *Projet d'aménagement de la capitale nationale*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1950.

Carte 1 : Secteurs résidentiels de l'Île de Hull qui furent démolis entre 1965 et 1974.

Source: Service d'urbanisme de Hull, *L'Habitation à Hull, Rapport préliminaire*, Hull, 1974.

La « rénovation urbaine » que prévoyait le Plan Gréber, mais surtout les impératifs qu'avaient l'administration Trudeau pour une capitale bilingue, exigeait l'expropriation de centaines de maisons et de milliers de logements pour les remplacer par des édifices à bureaux dignes de l'image que doit avoir une capitale nationale. Ce qui avait été, depuis la fondation de la ville de Hull, un quartier ouvrier devait être rasé

presque entièrement pour permettre la construction de nouveaux bâtiments modernes et de tout un réseau routier répondant aux besoins des quelque quarante mille (40 000) fonctionnaires qui devaient y travailler. Aussi est-ce en réaction au début des expropriations dans le cœur de l'Île de Hull que les premiers groupes de citoyens virent le jour. C'est avec l'aide d'une mission de Capucins, arrivée en 1967 dans l'Île de Hull, que ce qui devait être connu sous le nom de l'Assemblée générale de l'Île de Hull (l'AGIH devint plus tard le RCCH) prit forme.

De 1968 à 1973, l'AGIH prit nombre d'initiatives dans le but d'informer le gouvernement des revendications des citoyens de l'Île de Hull. L'AGIH fonctionnait en effet en conjuguant les efforts de six comités de citoyens différents (le comité de locataires du secteur Maisonneuve, le comité de propriétaires du secteur Maisonneuve, le comité de locataires et de propriétaires du secteur Montcalm, le comité Éducation, le comité Santé et le comité regroupant les assistés sociaux), d'un comité de coordination et de que quelque 115 membres individuels⁶. Son mandat se résumait à aider les citoyens dans leurs démarches pour sauver leur quartier. Pourtant, rapidement, il s'avéra que l'analyse que faisait l'AGIH de la situation dans l'Île de Hull ne concordait plus avec la réalité des expropriations continues dans le secteur du boulevard Laramée et, surtout, n'arrivait pas à expliquer la spéculation chronique dans l'Île de Hull. Incapables de comprendre la réalité des changements que subissait leur milieu, les citoyens se tournèrent vers ceux qui semblaient avoir une explication. Cette première initiative pour une coordination des comités de

⁶ Marc Bachand, « Comité de citoyens et enjeux urbains à Hull », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 4, n° 44 (automne 1980), pages 135.

citoyens fut donc peu à peu remplacée par une analyse plus radicale de ce qui se passait, une analyse qui permettait de comprendre les forces en jeu dans l'évolution de l'Île de Hull. Cette analyse venait d'intellectuels étrangers au milieu, mais combien plus convaincants dans leur compréhension marxiste des bouleversements hullois. Les capucins, véritables fondateurs des groupes populaires dans l'Île de Hull, allaient rapidement être pris de court par ces intellectuels venus des universités d'Ottawa, de Montréal et de Québec.

Le succès de ces intellectuels a comme base, essentiellement, deux raisons. Premièrement, ni les citoyens ni d'ailleurs les prêtres les encadrant, n'ont d'explications politiques sérieuses de ce qui arrive. Surtout que, tout le travail de collaboration avec l'État s'est en grande partie discrédité lui-même lors des expropriations sauvages. De plus, ils sont incapables de fournir des explications sérieuses sur les autres phénomènes urbains comme la spéculation, la démolition en chaîne de certains quartiers, etc. Tranquillement apparaît une explication marxiste de la réalité⁷.

Ainsi naquit en 1973, dans un contexte de remise en question, le Regroupement des comités de citoyens de Hull (RCCH). Le RCCH allait fonder ses actions sur la lutte *contre* l'État et, surtout, sur la question du logement à Hull. Que l'analyse de ces intellectuels de l'extérieur fut juste ou non, il demeure qu'elle amena des changements importants dans les structures des groupes populaires de Hull. Remettant en cause les structures organisationnelles de l'AGIH, le RCCH abandonnait la représentation directe des citoyens et transformait le comité de recherche sur la situation urbaine en groupe d'action articulé : le comité Logement-

⁷ Bachand, *art. cit.*, p. 137.

va-pu. Ainsi, des suites d'une nouvelle analyse de la réalité, l'AGIH devint le RCCH dont le fonctionnement interne était changé complètement.

C'est, par ailleurs, dans le début des années 1970 que plusieurs groupes d'action politique d'extrême-gauche au Québec virent le jour. Un de ces groupes, qui rapidement devint un des plus importants, était sans contredit la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Bien entendu, la Ligue n'était pas la seule à tenter de se partager les ouvriers québécois et canadiens. Au commencement de la décennie 1970, il existait aussi, entre autres, le groupe En Lutte!, le Parti communiste du Québec (PCQ), le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) (PCC(ml)), et le Groupe marxiste révolutionnaire (GMR).

Néanmoins, la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada était l'un des principaux joueurs et, bien que nous sachions qu'elle fut active à tenter de convaincre des syndicats et des groupes populaires d'adhérer à sa ligne politique (soit de renverser l'ordre bourgeois par les armes pour implanter une dictature du prolétariat à sa place), nous ne savons en fait que bien peu de choses sur les méthodes réelles de fonctionnement de ce groupe d'action politique. Ce qui demeure encore moins bien connu de surcroît ce sont les véritables conséquences que de telles méthodes purent avoir sur des groupes populaires citoyens comme ceux qui étaient apparus à Hull.

C'est en ce sens qu'il nous semble intéressant d'étudier l'action de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada à Hull dans les années 1970. Bien entendu, il était difficile pour les citoyens de l'époque de réellement prendre conscience de l'importance de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada dans leur organisme, à plus forte raison que celle-ci se voulait encore plus ou moins clandestine. Toutefois, le thème de la présence de la Ligue est si récurrent — et ce, sans compter l'inestimable article paru dans le quotidien régional, *Le Droit* le mardi 18 juillet 1978⁸ dans lequel des militants citoyens dénonçaient la présence de la Ligue au sein des garderies populaires de l'Île de Hull et au sein de certains comités citoyens —, qu'il est évident que les citoyens savaient très bien ce qui se passait dans leurs comités. À partir de 1978, la présence de la Ligue à Hull ne fait plus vraiment de doute⁹, cependant qu'en était-il de son implication dans les comités de citoyens de Hull avant cette date et comment peut-on réellement évaluer l'impact qu'eut le travail de ses militants sur ceux-ci?

D'abord, il faut savoir que la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada (communément appelé la Ligue par ses membres et les militants du mouvement communautaire québécois des années 1970) naquit de la fusion de trois organismes (soit le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, la Cellule ouvrière

⁸ « 8 familles quittent et dénoncent la Ligue marxiste-léniniste », *Le Droit*, le mardi 18 juillet 1978, page 9 (cf. annexes).

⁹ « Le groupe de parent et non la Ligue communiste tentait de contrôler la Garderie », *Le Droit*, le mercredi 19 juillet 1978, page 13; « La Ligue communiste ne contrôle pas le groupe Logement-Va-Pu », *Le Droit*, le 20 juillet 1978; Archives personnelles d'un militant, lettre adressée au RCCH signée, signée par les militants de la Ligue travaillant à Logement-Va-Pu et datée du 21 juin 1978. (cf. annexes)

révolutionnaire et la Cellule militante ouvrière) en 1975¹⁰. Organisation se voulant maoïste, la Ligue avait comme principaux objectifs, selon ce qui parut dans le premier numéro de son organe officiel, *La Forge*¹¹, de rallier le plus de communistes possible afin de constituer une « avant-garde », d'aller chercher les éléments les plus éclairés de la classe ouvrière et, surtout, de bâtir le seul et unique vrai parti de la classe ouvrière. En ce sens, la Ligue était en concurrence féroce avec le groupe En Lutte! qui, lui aussi, se réclamait de la pensée de Mao Zedong; qui, lui aussi, venait de se constituer; qui, lui aussi, avait fondé un journal exprimant ses idées et qui, lui aussi, cherchait à créer le seul et unique vrai parti de la classe ouvrière.

La Ligue rallia quelques centaines d'étudiants et d'intellectuels au cours des années 1970 et des milliers de sympathisants lisaient *La Forge* toutes les semaines. Des techniques pédagogiques et d'agitation-propagande furent élaborées, des tracts furent distribués et nombre de groupes populaires s'associèrent à la Ligue pour se consacrer à la lutte plus large contre le capitalisme et pour le socialisme, et ce, de Halifax à Vancouver. En 1979, dans la course qu'elle livrait au groupe En Lutte! pour la suprématie sur le mouvement maoïste canadien, la direction de la Ligue considère que le moment est venu de fonder officiellement le Parti communiste ouvrier (PCO). La Ligue devint alors un parti officiel qui présenta des candidats aux élections

¹⁰ Cf. à ce sujet l'introduction de Bernard Danserau dans *Répertoire numérique simple du fonds du Parti communiste ouvrier*, Université du Québec à Montréal, mai 1989; le premier numéro de *La Forge* (volume 1, #1, décembre 1975), organe officiel de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada; ou Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, *La Lutte pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada : un grand pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes et la création du parti*, 1975, 68 pages.

¹¹ « LC(ml)C : organisation d'avant-garde de la classe ouvrière », *La Forge*, vol. 1, # 1, décembre 1975.

fédérales de 1980 (en Outaouais, un des candidats du PCO était le militant du groupe Logement-va-pu, M. Marc Bonhomme¹²). Cependant, les gains que réussi à réaliser la Ligue et le PCO au cours des années 1970 furent de courte durée. Dès 1980, d'importants différends apparurent au sein du parti sur la question de la place accordée aux femmes dans le parti et sur l'épineuse question nationale québécoise. Lors du référendum de 1980 le PCO — tout comme le groupe En Lutte! et certains groupes de femmes d'ailleurs — avaient demandé à ses membres d'annuler leur vote sous prétexte que la vraie lutte devait être contre les capitalistes canadiens, et ce, que l'on soit Québécois ou non. Cette décision fit des vagues qui allaient en partie causer la perte et du PCO et du groupe En Lutte!.

Avant sa dissolution en 1983, la Ligue puis le PCO, laissa tout de même une profonde marque sur le milieu communautaire québécois, marque qu'il est sans doute possible de voir dans tous les endroits où elle fut présente y compris les comités de citoyens de l'Île de Hull.

Il est de notre opinion que la création et l'action de nombreux comités de citoyens et groupes populaires à Hull dans les années 1970 furent et demeurent un moment marquant dans l'histoire de la région outaouaise et qu'il est essentiel de bien explorer cette période si nous espérons bien comprendre la réalité des groupes populaires et

¹² Université du Québec à Montréal (UQAM). Service des archives et de gestion des documents (SAGD), Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P21/3, enregistrement audio d'une entrevue avec le candidat, 1980; et les registres des circonscriptions électorales pour les élections des années 1980 (fédérales) et 1981 (provinciales). Ces registres sont disponibles via les sites Internet de l'Assemblée nationale du Québec et de la Chambre des Communes du Canada.

des groupes d'action politique de la fin du dernier siècle au Québec, et ce, en prenant soin de faire une étude complète des l'importances qu'y prirent des groupes d'action politique telle la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

CHAPITRE PREMIER

PROBLÉMATIQUE, HISTORIOGRAPHIE ET SOURCES

PROBLÉMATIQUE

Les années 1970 connurent une activité politique et sociale impressionnante. Toutefois, pour diverses raisons, le b.a.-ba de cette effervescence demeure pour le moins nébuleux, surtout lorsque l'on considère les milieux communautaires ou les milieux d'extrême-gauche. Il est en effet généralement admis qu'au cours des quarante dernières années, les groupes populaires connurent d'importants bouleversements. À titre d'exemple, les groupes populaires qui se formèrent des suites des expropriations massives dans l'Île de Hull et d'une rénovation urbaine qui allait changer du tout au tout le visage qu'avait ce milieu se sont radicalement transformés. La même chose pourrait être dite des groupes d'action politique qui disparurent presque aussi rapidement qu'ils avaient vu le jour.

Si nous choisissons d'étudier le milieu communautaire hullois et la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada c'est en partie pour répondre à ces interrogations concernant le fonctionnement des groupes populaires et des groupes d'action politique et l'impact qu'ils purent avoir les uns sur les autres. Au cours des dernières

années, de plus en plus de témoins des luttes populaires des années 1970 au Québec affirment qu'il n'était pas rare que des groupes d'action politique (tel En Lutte!, la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, le PCC(ML) ou le PCQ) tentèrent de contrôler les groupes communautaires en milieu urbain¹³.

De plus, il apparaît évident que les citoyens de l'Île de Hull croyaient véritablement — que cela soit vrai ou non — qu'il y avait, dans leurs comités, des membres en règle de groupes d'action politique. En effet, si ce soupçon, cette hypothèse des citoyens n'éclata véritablement au grand jour qu'au mois de juillet 1978, avec une sortie en règle dans les médias contre un de ces groupes d'action politique¹⁴, il n'en demeure pas moins que les citoyens eurent sans doute des indices importants que quelque chose se tramait avant cette date.

Par ailleurs, cette attaque via les médias contre les agissements d'un groupe d'action politique bien particulier, soit la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada¹⁵ laisse supposée qu'elle était fortement impliquée dans le milieu populaire de l'Île de Hull. Le cas échéant, quels étaient ses objectifs et quelles furent les conséquences de son action au sein des comités de citoyens?

Il semble, dès lors, des plus intéressants de mettre en perspective ce qui a pu se passer dans le reste du Québec et ce qui se passait dans le milieu populaire de Hull.

¹³ Louise Gendron, « Vive le Québec rouge », *L'Actualité*, vol. 3, n° 20 (15 décembre 1998), pages 62-65.

¹⁴ « 8 familles quittent et dénoncent la Ligue marxiste-léniniste », *art. cit.*

¹⁵ cf. *supra*, « Introduction », pages 8 à 10.

En effet, est-il possible que les intellectuels venus des universités de Montréal, d'Ottawa ou de Québec avec des réponses à certaines des questions que se posaient les citoyens de l'Île de Hull¹⁶ aient apporté avec eux une philosophie politique qui allait heurter de plein fouet et remettre en question toute la conception qu'avaient ces citoyens de leur rôle dans le milieu et des objectifs que devaient avoir un regroupement citoyens ?

Sous ce nouvel éclairage, une série de questions se posent. D'abord, si la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada était bel et bien présente dans le milieu populaire de l'Île de Hull et qu'elle avait bel et bien l'intention d'en prendre le contrôle, comment avait-elle l'intention de procéder? Quels étaient ses objectifs ce faisant? Par ailleurs, est-ce que les citoyens, qui avaient construit ce mouvement de leurs frustrations et de leurs besoins, étaient toujours à ses commandes en 1977-1978 lorsque le RCCH connut ses pires luttes internes ?

En somme, les crises internes que vécut le RCCH en 1978 — et qui causèrent finalement sa perte — ne seraient-elles pas dues à une ultime tentative des citoyens de reprendre le contrôle de leurs organisations, contrôle qui semble leur être peu à peu échapper, de résister à ce raz-de-marée d'extrême-gauche qu'ils croyaient allait noyer leurs comités ?

¹⁶ Cf. à ce sujet, Marc Bachand, *art. cit.*, pages 134-140 et Roger Poirier, *Qui a volé la rue principale?*, Montréal, Éditions Départ, 1986, 331 pages.

À travers ce questionnement, ce qui nous intéresse ici d'aller explorer, c'est le rôle que pu jouer un groupe d'action politique telle la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada dans le développement des groupes populaires de l'Île de Hull et dans leur évolution subséquente. Quels étaient les objectifs de tels groupes dans les milieux populaires québécois et quels furent les impacts de leur présence sur ces milieux.

La thèse à partir de laquelle nous avons travaillé est que les crises internes que connut le RCCH juste avant sa disparition démontrent tout le travail qu'accomplissait la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein des groupes qu'elle infiltrait. Ainsi, à travers l'étude des objectifs et des techniques employées par les militants de la Ligue, il est possible de prendre conscience de tout l'impact que purent avoir les groupes d'action politique sur les milieux communautaires québécois. À ce titre, l'exemple des groupes populaires hullois semble tout à fait pertinente. En somme, cette étude cherche à démontrer que la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada cherchait à être présente au sein des groupes populaires du Québec, qu'elle y était bel et bien présente et qu'elle y eut un impact majeur qui peut être illustré par l'évolution du Regroupement de comités de citoyens de Hull.

Cette hypothèse viendrait mettre en lumière toute l'importance de l'action des groupes d'action politique telle la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au Québec et, qui plus est, permettrait de voir que les objectifs politiques précis (la

révolution prolétarienne par exemple) des militants de tels organismes n'étaient pas toujours conciliables avec les besoins des militants comme ce fut le cas dans les comités de citoyens de Hull entre 1975 et 1978.

HISTORIOGRAPHIE

Parce que le thème et la problématique de la présente étude tournent autour de secteurs bien précis de l'histoire du Canada et de l'histoire des groupes populaires, il apparaît nécessaire de présenter ici une historiographie qui soit représentative de notre démarche et, surtout, qui réponde aux impératifs que celle-ci pose. Pour ce faire, nous avons regroupé les études faites par des historiens dans les trente dernières années selon trois volets bien distincts. En effet, en explorant les écrits historiques des dernières décennies en fonction du sujet de notre étude, il nous semble pertinent de regrouper la majorité de ceux-ci en trois catégories qui nous permettront de mieux comprendre les différentes facettes de notre problématique ainsi que leurs dynamiques propres.

Ainsi, en fonction de la présente recherche, traitant de la dépossession des citoyens de l'Île de Hull dans les années 1970 face aux groupes populaires qu'ils avaient eux-mêmes créés, les trois volets que nous identifions dans l'histoire faite à ce jour sont les suivants : 1. Histoire de la rénovation urbaine; 2. Histoire des groupes populaires et des comités de citoyens; 3. Histoire des groupes d'action politique.

1. Histoire de la rénovation urbaine

D'abord, il est important de souligner que nous estimons l'historiographie propre aux rénovations urbaines pertinentes uniquement dans la mesure où elle nous permet de mieux comprendre les dynamiques qui pouvaient exister dans l'Île de Hull à une période marquante de son histoire. Nous considérons que les citoyens, aux prises avec un processus de rénovation urbaine ou de gentrification de leur quartier, peuvent être poussés à y répondre de façon similaire.

Il est aussi important de noter que l'étude des impacts et des processus d'une rénovation urbaine sur les citoyens qui la vivent prend de plus en plus d'importance au sein de la communauté des chercheurs. En effet, que ce soit au Canada ou aux États-Unis, les historiens semblent de plus en plus prompts à voir l'importance de ce phénomène dans l'évolution des centres urbains des années 1950 à 1970. Les bouleversements que vécurent les villes après la Deuxième Guerre mondiale, au retour des soldats et au *baby-boom*, changèrent le visage des milieux urbains radicalement et les historiens y voient maintenant un champ d'études qu'il ne faut pas laisser uniquement aux sociologues et géographes comme cela fut le cas dans les années 1960 et 1970.

Ce qui nous semble autrement intéressant, c'est que la majorité des historiens ne se contentent pas non plus de décrire le phénomène de rénovation urbaine et les étapes qui furent suivies pour recréer la ville américaine (ce que certains auteurs continuent à faire malgré tout¹⁷). En effet, la grande majorité des historiens se penchant sur le concept de rénovation urbaine tentent plutôt de comprendre, dans son ensemble, ce phénomène et ses répercussions sur la philosophie des urbanistes, sur la vie des citoyens et même sur les relations interculturelles.

Dans les années 1960, certains intellectuels voyaient déjà les dangers inhérents à la rénovation urbaine¹⁸. Cette tendance, si elle prit un virage moins accusateur, reste très présente dans le domaine de l'histoire urbaine. L'historien John Taylor de l'Université Carleton à Ottawa en est un exemple patent. Si quelques-uns de ses écrits se consacrent à la description des plans de rénovations de la ville d'Ottawa¹⁹, la grande majorité de ceux-ci se penchent plutôt sur la réalité culturelle d'Ottawa et l'impact qu'eurent les plans de rénovation urbaine sur celle-ci²⁰.

¹⁷ David Gordon, « Weaving a Modern Plan for Canada's Capital : Jacques Greber and the 1950 Plan for the National Capital Region », *Urban History Review*, vol. 29 n° 2 (2001), pages 43-61; Richard Scott et Mark Seasons, « Planning Canada's Capital : the Roles of Landscape », *Urban History Review*, vol. 21 n° 1 (1992), pages 46-60.

¹⁸ John Dakin, « Inhumanities of urban planning », *University of Toronto Quarterly*, vol. 35 n° 4 (1966), pages 321-356.

¹⁹ John Taylor, « Ottawa : Canada's Evolving Capital », *Historian*, vol. 66 (2000), pages 17-21.

²⁰ John Taylor, « Ottawa : the City as Conglomerate », *Urban History Review*, vol. 75 n° 1 (1975), pages 36-37; John Taylor, « City Form and Capital Culture Remaking Ottawa », *Planning Perspectives*, vol. 4 n° 1 (1989), pages 79-105; John Taylor, « A Conflict of Cultures : Planning and Governance in Canada's Capital in the 1970s » *Zeitschrift für Kanada-Studien*, vol. 18 n° 1 (1998), pages 66-76.

Dans cette même veine, des historiens comme Marc H. Choko²¹ et Robert Self²² ont fait un travail des plus importants pour notre compréhension des impacts, autant positifs que négatifs, de la rénovation urbaine sur la politique et sur la qualité de vie dans les villes nord-américaines. Par ailleurs, l'étude de Richard Bobier²³ sur la rénovation urbaine d'Africville à Halifax apporte une compréhension nouvelle d'un phénomène qui non seulement peut avoir des racines économiques, mais aussi culturelles, voire raciales.

Un autre champ d'études qui semble être devenu des plus importants chez les chercheurs de l'histoire urbaine dans les quinze dernières années est l'examen de la création de groupes populaires en réaction à la rénovation en milieu urbain. Pendant longtemps, ce phénomène avait été laissé entre les mains des sociologues et politologues. Depuis une quinzaine d'années cependant, les historiens se permettent d'investir ce champ d'études et arrivent à des explications fascinantes de la création des groupes populaires en milieu urbain²⁴.

²¹ Marc H. Choko, Jean-Pierre Collin et Annick Germain, « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal, 1940-1960 » *Urban History Review*, vol. 15 n° 3 (1987), pages 243-253.

²² Robert Self, « Writing landscapes of class, power, and racial division : the problem of (sub)urban space and place in post-war America » *Journal of Urban History*, vol. 27 n° 2 (2001), pages 237-250.

²³ Richard Bobier, « Africville : the test of urban renewal and race in Halifax » *Past Imperfect*, vol. 4 (1995), pages 163-180.

²⁴ À ce sujet, cf. entre autres Pierre Filion, « The Neighbourhood Improvement Plan. Montreal And Toronto : Contrasts Between a Participatory Approach to Urban Policy Making », *Urban History Review*, vol. 17 n° 1 (1988), pages 16-28; Anne-Marie Séguin, « La Construction sociale d'un compromis (1945-1970 : prélude à la rénovation urbaine dans le quartier Saint-Jean-Baptiste de Québec », *Urban History Review*, vol. 24 n° 2 (1996), pages 12-24; James Lorimer, « Citizens and the corporate development of the contemporary canadian city » *Urban History Review*, vol. 12 n° 1 (1983), pages 3-9 ou H. Le Dantec-Lowry, « Rénovation urbaine et organisation communautaires : le cas de Saint-Louis » *Villes et politiques urbaines au Canada et aux États-Unis*, Paris, 1997, pages 165-180.

Il est convenu que le phénomène de rénovation urbaine a créé une conjoncture parfaite pour l'organisation des citoyens en groupes de pressions, et ce, surtout dans les quartiers les plus défavorisés (quartiers qui sont généralement les plus touchés par la rénovation urbaine étant donné la piètre qualité des logements qui y sont situés et la place centrale qu'ils occupent dans les villes nord-américaines). En effet, les citoyens, se retrouvant face à un phénomène qu'ils sont incapables d'expliquer, malgré le fait qu'ils savaient qu'il aurait des conséquences importantes sur leur milieu et sur leur qualité de vie, s'organisèrent plus souvent qu'autrement en comité de défense.

Ce phénomène de prise en main des citoyens, face à des bouleversements majeurs dans leur milieu, pour faire valoir leurs revendications est manifeste au Québec en général, mais dans l'Île de Hull en particulier. Ainsi ces historiens se sont-ils penchés sur la création de ces comités de citoyens, leur importance dans le développement de leur ville et l'impact qu'ils eurent sur le concept même de rénovation urbaine chez les urbanistes.

En terminant, il nous semble important de souligner la contribution de Mme Caroline Andrew²⁵ dans notre compréhension du phénomène de rénovation urbaine et de ses impacts dans le développement urbain et l'évolution des groupes populaires de Hull. Les études de Mme Andrew permettent de cerner précisément l'influence de ce

²⁵ Caroline Andrew; André Blais et Rachel Desrosiers, « Le Logement public à Hull » *Canadian Journal of Political Science*, vol. 8 n° 3 (1975), pages 403-430; Caroline Andrew; Serge Bordeleau et Alain Guimont, *L'Urbanisation : une affaire, l'appropriation du sol et l'État local dans l'Outaouais québécois*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1981, 248 pages.

qu'elle appelle « l'élite politique » dans l'évolution de l'Île de Hull dans les années 1960 et 1970. De surcroît, ses recherches mettent en lumière divers phénomènes quant à la spéculation foncière et à l'organisation des comités de citoyens.

2. Histoire des groupes populaires et des comités de citoyens

L'historiographie qu'il est possible de faire dans le cas de l'histoire des groupes populaires et des comités de citoyens au Canada comme aux États-Unis (si on exclut les mouvements de droits civils dans les années 1960), reste très limitée. Ainsi, outre les aventures de certains chercheurs de l'histoire urbaine dans les quinze dernières années dans le domaine des groupes populaires — aventures que nous avons décrites dans la section précédente — très peu de choses furent écrites par des historiens sinon dans des livres de références générales comme ceux de Linteau et al.²⁶ ou de Gaffield et al.²⁷.

Néanmoins, quelques chercheurs se sont tout de même penchés sur la réalité et l'évolution des groupes populaires dans l'Île de Hull. Ces chercheurs, s'ils ne sont pas historiens, mais politologues, sociologues ou travailleurs sociaux, restent, selon nous, dignes de mention. En effet, plusieurs de ceux-ci ont une expérience directe de

²⁶ Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain (2 tomes)*, Montréal, Boréal compact, 1989.

²⁷ Chad Gaffield et al., *Histoire de l'Outaouais*, Montréal, IQRC, 1994, 876 pages.

ce que fut le mouvement communautaire de Hull dans les années 1960 et 1970, expérience qui est fort pertinente pour la présente étude.

Ainsi, les écrits concernant les groupes populaires de l'Île de Hull, qu'ils soient de Serge Bordeleau²⁸, de Denyse Côté²⁹, de Caroline Andrew³⁰, de Isidore Ostiguy³¹, de Marc Bachand³² ou de Roger Poirier³³, dressent un portrait de la réalité communautaire hulloise qu'il est primordial de bien explorer. Pour l'essentiel, ces recherches explorent le fonctionnement et les réalisations des comités de citoyens hullois dans les années 1960 et 1970. Néanmoins, il ne s'agit pas là de recherches historiques et toutes ignorent l'évolution des comités de citoyens et le véritable impact — s'il en est — qu'a pu y avoir un groupe comme la Ligue. La présente étude devrait donc répondre au besoin criant de recherches historiques dans ce domaine.

3. Histoire des groupes d'action politique

En ce qui a trait à l'histoire des groupes d'action politique, l'historiographie est plus substantielle bien que très incomplète. L'essentiel des recherches, cependant, se

²⁸ Serge Bordeleau et Alain Guimont, *Luttes urbaines à Hull*, Montréal, thèse de maîtrise en sciences politiques, 1976, 308 pages.

²⁹ Denyse Côté, *La participation des citoyens aux organismes communautaires de Hull : une étude de l'Assemblée générale de l'Île de Hull*, thèse de maîtrise, Ottawa, Université d'Ottawa, 1975.

³⁰ Caroline Andrew, *Les élites politiques, les bas-salariés et la politique du logement à Hull*, thèse de maîtrise en sociologie, Ottawa, Université d'Ottawa, 1976.

³¹ Isidore Ostiguy, « L'implication d'un comité logement à Hull », *Communauté chrétienne*, n° 154 (juill.-août 1987), pages 298-303.

³² Marc Bachand, *art.cit.*

³³ Roger Poirier, *Qui a volé la rue principale?*, Les éditions Départ, Montréal, 1986, 331 pages.

concentre sur l'étude des groupes des années 1920 à 1950. Comme nous le mentionnions en introduction, les lacunes dans l'histoire des groupes d'action politique, et plus spécifiquement, des groupes d'extrême-gauche, restent flagrantes. Néanmoins, depuis une dizaine d'années, de plus en plus de chercheurs, de différents horizons, semblent vouloir explorer cette facette de l'histoire du Québec et du Canada. Il est évident que les groupes d'action politique jouèrent un rôle important dans l'évolution de la philosophie collective des Québécois. Pourtant, ce qui a été fait pour nous permettre une compréhension plus complète de ce phénomène reste très lacunaire.

Ces dernières années, des chercheurs comme Pierre Beaucage³⁴ (anthropologue), Pierrette Bouchard³⁵ (maintenant pédagogue), Yves Lalonde³⁶ (politologue), David Milot³⁷ (historien) ou Pierre Milot³⁸ (politologue) se sont penchés sur l'évolution des groupes d'extrême-gauche au Québec. Une tendance évidente semble donc vouloir se dessiner dans l'histoire des groupes d'action politique, une tendance qui cherche à comprendre l'évolution de leurs idéologies et l'impact qu'eurent leurs organes de propagandes respectifs. Pourtant, l'impact qu'ils purent avoir sur l'évolution des groupes populaires en milieu urbain reste dans l'ombre des recherches historiques.

³⁴ Pierre Beaucage, « Le Vent du Sud : les idées du tiers-monde et les marxistes québécois dans les années 1970 » *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 27 n° 1 (1990), pages 95-114.

³⁵ Pierrette Bouchard, *Le journal [microforme] : instrument idéologique d'incitation à la militance chez la Ligue communiste marxiste-léniniste canadienne*, Québec, 1984, 370 pages.

³⁶ Yves Lalonde, *Analyse idéologique du mouvement marxiste-léniniste canadien*, thèse de maîtrise en science politique, Université de Montréal, Montréal, 1982, 131 pages.

³⁷ David Milot, *Conceptions et pratiques culturelles communistes du Québec : (1973-1982)*, Montréal, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 2000, 147 pages.

³⁸ Pierre Milot, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982)*, thèse de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, 1984, 102 pages.

L'histoire des groupes d'action politique est donc en voie d'être explorée. Les historiens se penchent sur les conséquences de leurs actions au cours du dernier siècle. Les années 1960 et 1970 restent pourtant une époque tumultueuse qu'il faudra examiner avec le plus vif intérêt dans les années qui viennent.

Il appert donc manifeste que le sujet de la présente recherche s'inscrit parfaitement dans l'historiographie de la rénovation urbaine et des groupes populaires. Ces études démontrent l'ampleur du travail qui reste à faire dans ce domaine et surtout l'énorme potentiel historique de celui-ci. Avec une meilleure compréhension du principe de rénovation urbaine et surtout de ses impacts sur la communauté, l'historien peut se pencher sur les mouvements populaires qui en furent issus et sur leur histoire propre. L'étude des comités de citoyens de l'Île de Hull serait ainsi complémentaire aux études faites récemment en histoire urbaine, en histoire ouvrière et en histoire politique.

Cette recherche a donc pour but de mieux comprendre ce que furent réellement les comités de citoyens dans une ville changée radicalement par la rénovation urbaine. Par le biais de ce travail, nous espérons contribuer à l'étude des milieux urbains du Québec et, qui plus est, à l'étude des mouvements sociaux des années 1960 et 1970. Nous souhaitons en arriver à une compréhension, non seulement plus approfondie, mais nouvelle des phénomènes qui animèrent les groupes populaires

du Québec et surtout qui entraînent leur déclin. Ces groupes, et leur fonctionnement propre, nous donneront des indices sur ce qui a pu se passer dans bien d'autres milieux revendicateurs du Québec.

SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

Comme le démontre la présente section, l'essentiel de notre étude repose sur un large éventail de sources qu'il est possible de diviser en six (6) sections. Ces sections se présentent comme suit :

1. l'ensemble des publications officielles de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada et du Parti communiste ouvrier dont la majeure partie se trouve à la Bibliothèque nationale du Canada;
2. des archives issues du fonds du Parti communiste ouvrier, se trouvant aux services de gestion des archives de l'Université du Québec à Montréal;
3. des archives issues du fonds personnel d'un militant des groupes populaires de l'Île de Hull entre 1967 et 2002, se trouvant en notre possession en attente d'un dépôt aux Archives nationales du Québec, Centre d'archives de l'Outaouais;
4. des articles du quotidien *Le Droit*, quotidien le plus important de la région outaouaise;
5. des archives issues de divers fonds situés au bureau des Archives nationales du Québec à Gatineau;
6. quelques entrevues informelles avec des militants et militantes de l'époque.

D'abord, il est de notre avis que l'étude des publications de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada nous permet de bien prendre conscience de ce que ce

groupe affirmait être ses objectifs et des moyens pour y parvenir. De plus, nous avons retrouvé dans ces publications, les justifications, les raisonnements officiels derrière les actions de la Ligue dans les milieux populaires. Des publications de la Ligue, les plus importantes étaient *La Forge* et *Octobre*.

La Forge était l'organe officiel principal de la Ligue. Cet organe fut publié, la majeure partie du temps de façon bihebdomadaire, entre novembre 1975 et avril 1983. *La Forge* ne survécut pas à la mort de la Ligue, mais connut, durant ses 6 années d'existence, une vie active importante. Tous les militants de la Ligue étaient tenus de la lire attentivement, de la distribuer dans leur milieu de travail et surtout de discuter de son contenu entre eux et avec d'autres travailleurs. *La Forge* devait être « une arme entre [les] mains [des militants]³⁹ » et, en ce sens, elle était souvent utilisée pour initier des débats au sein de groupes de discussions. L'étude de cette publication de la Ligue devrait nous permettre de brosser à grands traits un portrait de ce que les militants de la Ligue et, à plus forte raison leurs dirigeants, croyaient être une pédagogie populaire.

Octobre était aussi une publication de la Ligue. Elle parut entre 1978 et 1982 et devait surtout servir de base idéologique pour les militants et les organisateurs de la Ligue. *Octobre* offrait des textes qui devaient permettre aux militants de la Ligue de faire un travail de sensibilisation et d'éducation auprès des travailleurs. Cette revue présentait les grandes bases de l'idéologie marxiste-léniniste et de la « pensée-

³⁹ *Octobre*, #2-3 (1978), page 106.

maotsétoung » avec une bonne dose d'arguments staliniens (par exemple, dans les deuxième et troisième numéros, les rédacteurs de la revue *Octobre* citent Staline pour venir expliquer comment leur organisation doit absolument absorber « les meilleurs éléments de la classe ouvrière » pour créer un parti d'avant-garde révolutionnaire⁴⁰). Il nous semble par ailleurs important de noter que tous les textes, qu'ils fussent rédigés pour *La Forge* ou pour *Octobre*, étaient anonymes sinon lorsqu'il s'agissait de témoignages d'ouvriers heureux du travail de la Ligue dans leur milieu.

En ce qui a trait aux archives issues du fonds du Parti communiste ouvrier⁴¹, nous avons retenu, outre l'étude des dossiers concernant l'Outaouais et la ville de Hull, l'analyse des dossiers traitant de l'infiltration des membres et sympathisants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein de groupes populaires du Québec. Ces dossiers sont essentiellement composés de rapports d'activités périodiques fait à la direction de la Ligue et de décisions prises lors des congrès. De façon générale, les dossiers étudiés présentent la vie et le fonctionnement internes de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada entre 1975 et 1983. Ils démontrent combien de membres les militants espèrent rallier à la Ligue, où ils en sont dans leurs activités et quels sont les objectifs concrets de la Ligue. Contrairement aux sources issues des publications officielles de la Ligue, les archives du fonds du Parti communiste ouvrier offrent réellement un aperçu sur

⁴⁰ *Ibid.*, page 20.

⁴¹ UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P.

l'analyse que les militants de la Ligue faisaient entre eux de la situation de leur lutte. Toutefois, il est important de noter que si ces documents ne devaient pas répondre à un impératif de propagande, il n'en demeure pas moins qu'ils furent rédigés soit comme des directives claires venant d'une direction, soit comme des rapports de militants à leurs supérieurs. Le chercheur devra donc comprendre que ce qu'il y trouve risque de donner une vision un peu embellie de l'importance réelle de la Ligue.

Outre les archives du fonds du Parti communiste ouvrier, nous avons eu la très grande chance de pouvoir consulter les archives personnelles d'un militant des groupes populaires entre 1970 et 2002. Ces archives qui demeurent pour l'instant en notre possession, sont en attente d'un dépôt au Centre d'archives de l'Outaouais des Archives nationales du Québec pour bénéficier à d'autres chercheurs. Ces archives consistent pour l'essentiel de procès-verbaux, d'avis de convocation, de règlements et statuts, de coupures de presse, de notes manuscrites, de communiqués de presse et de lettres concernant la grande majorité des groupes populaires de Hull entre 1970 et 1990. Ainsi, le chercheur retrouvera, dans ce fonds, des documents traitant entre autres de l'AGIH, du RCCH, de Logement-va-pu, de Logemen'occupe, de la table ronde des OVEP, du Sommet de l'Île, de l'ACEF, des comités de quartiers et des garderies populaire de Hull. L'étude de ces archives devrait nous permettre de bien prendre conscience de l'évolution structurelle et organisationnelle des groupes populaires de Hull dans les années 1970.

La présente étude s'appuie aussi sur un dépouillement fait à même les numéros du quotidien *Le Droit* pour les années 1976 à 1978. Survolant lesdits numéros, nous avons toutefois porté un regard plus systématique sur les numéros parus entre janvier et août 1978. Les articles ainsi recueillis traitent essentiellement des groupes populaires de Hull, de leurs actions et finalement de la crise qui devint publique en juillet 1978 au sein de ces groupes.

De plus, nous avons survolé les archives des fonds privés Caroline-Andrew⁴², Roger-Poirer⁴³ et Logemen'occupe⁴⁴ à la recherche de documents qui nous permit de mieux comprendre l'organisation et le fonctionnement des groupes populaires de Hull pendant les années 1970.

Outre ces sources, nous avons de surcroît bénéficié de la précieuse aide que nous apporta une série d'entrevues informelles réalisées avec des militants des milieux populaires de l'Outaouais dans les années 1970 et 1980. Ces entrevues nous permirent de mettre plusieurs éléments en contexte et, surtout, d'être en mesure de mieux comprendre, par des exemples, la réalité des militants des groupes populaires de Hull dans les années 1970 et qui y faisait quoi. Ces entrevues n'ont pas été enregistrées et ne sont le fruit que de discussion que l'auteur de la présente étude a eu avec diverses personnes au cours des dix dernières années sur le sujet. Elles

⁴² Archives nationales du Québec (ANQ), Centre d'archives de l'Outaouais (CAO), Fonds Caroline-Andrew, P166.

⁴³ ANQ, CAO, Fonds Roger-Poirier, P134.

⁴⁴ ANQ, CAO, Fonds Logemen'occupe, P189.

furent néanmoins suffisamment utiles pour en souligner l'apport et, surtout, par attirer l'attention d'autres chercheurs sur la richesse des témoignages des militants du milieu.

En ce qui concerne la méthodologie que nous avons élaborée pour réaliser notre étude, elle demeure très simple. D'abord, nous avons dépouillé l'ensemble de tous les numéros, à la fois du journal *La Forge* et de la revue *Octobre*. Essentiellement, notre travail consistait à prendre chacun des numéros de ces deux imprimés et de faire copie de tous les articles traitant de près ou de loin à la pédagogie; à l'éducation des ouvriers et des militants; à l'agitation-propagande et au rôle de la Ligue au sein des groupes populaires du Québec. Nous avons ainsi compilé environ 95 articles du journal *La Forge* et 9 articles de la revue *Octobre* (à noter que les articles de la revue *Octobre*, contrairement à ceux de *La Forge*, peuvent atteindre une vingtaine de pages). Ce travail fut autrement facilité par l'existence d'index très précis autant pour *La Forge* que pour *Octobre*. Ces index furent utilisés pour valider le dépouillement réalisé.

Enfin, une fois tout ce travail réalisé, nous avons créé une base de données regroupant des citations et des informations importantes issues de ces articles selon le sujet précis dont ils traitaient (philosophie pédagogique, propagande, expérience dans les usines et les quartiers, témoignages d'ouvriers et de militants sur le travail de la Ligue dans leur milieu). Il en va de notre opinion que ce travail de recensement,

de dépouillement et de classification nous permit réellement d'arriver à une image le plus fidèle possible de ce qui était véhiculé dans les organes officiels de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

Au-delà de ce simple travail de dépouillement et d'analyses des publications de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, l'essentiel de notre étude est porté par le travail que nous avons fait avec les documents issus des fonds d'archives que nous avons consultés. Les répertoires numériques nous furent, dans cette optique, d'une aide précieuse. Aussi, une fois les répertoires numériques consultés, il nous fut relativement aisé de trouver les documents qui nous informaient sur le fonctionnement et les objectifs réels des militants de la Ligue et sur l'évolution des groupes populaires de l'Île de Hull. Encore une fois, l'étude de ces documents exigea un travail considérable d'analyse, travail qui nous fut facilité par une prise de notes et une classification systématique des informations selon qu'il s'agissait du fonctionnement interne de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, des objectifs de la Ligue, du fonctionnement des groupes populaires ou de la présence de la Ligue au sein des groupes populaires québécois et outaouais.

Bien entendu, tout ce travail n'est pas sans limites et les sources elles-mêmes comportent de sérieuses lacunes. C'est en partie pour cette raison que la thèse qui est défendue dans la présente étude demeure si précise et pointue. En effet, il est sans doute réducteur d'évaluer l'impact des groupes d'action politique sur les groupes populaires québécois uniquement en explorant le rôle que put y jouer la

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Nous croyons néanmoins que le travail d'analyse qui fut fait permet d'avoir une meilleure représentation de l'importance des groupes d'action politique sur les milieux populaires québécois.

CHAPITRE II

CE QUE LA LIGUE NOUS APPREND SUR ELLE-MÊME

Avant de réellement se pencher sur l'impact que pu avoir un groupe d'action politique telle la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada sur des groupes populaires — ou même sur leur présence en leur sein —, il apparaît essentiel de bien comprendre ce qu'était véritablement la Ligue, quels étaient ses objectifs et quelles techniques elle disait utiliser pour atteindre ceux-ci. La présente section sera donc un premier travail de recherche inédit au Québec et qui consistera en fait à déterminer le fonctionnement de la Ligue à l'échelle nationale et, surtout, comment elle voyait les groupes communautaires des milieux urbains du Québec. Ainsi, en connaissant mieux les techniques et la ligne politique de la Ligue, il nous sera autrement plus facile de bien prendre conscience de l'impact qu'elle put véritablement avoir sur les groupes populaires du Québec. En explorant son discours, les chercheurs pourront déterminer si, oui ou non, il est possible d'en trouver trace au sein d'autres groupes, supposément moins politisés.

Pour en arriver à dresser un portrait qui soit le plus fidèle possible de la Ligue, de ses visées et de sa structure organisationnelle, il nous semble des plus intéressants d'étudier la face qu'elle présentait officiellement au public. Ainsi, l'étude des

publications de la Ligue nous permettront-elles de prendre réellement conscience de ce que la Ligue se disait être, de ses objectifs officiels, objectifs qui devaient être clairs à l'esprit de tous ses membres ou sympathisants.

NAISSANCE ET OBJECTIFS DE LA LIGUE

Comme nous l'avons vu plus haut, la Ligue naquit de la fusion de trois organismes qui, au préalable, avaient pris soin de se saborder. Après de sérieux conflits les opposant aux propos tenus par Charles Gagnon⁴⁵ et les militants du journal *En Lutte!*, le Mouvement révolutionnaire étudiant du Québec (MREQ), la Cellule ouvrière révolutionnaire (COR) et la Cellule militante ouvrière (CMO) prirent la décision de se regrouper pour fonder une organisation révolutionnaire pré-parti se réclamant du marxisme stalinien et maoïste⁴⁶.

Ainsi, se regroupant d'abord autour de la revue *Mobilisation*⁴⁷, ces militants prirent ouvertement position contre les thèses défendues par le journal *En Lutte!*.

⁴⁵ Charles Gagnon, *Pour le parti prolétarien*, Montréal, Équipe du Journal, 1972, 49 pages.

⁴⁶ Il est à noter qu'à l'époque, les importantes contradictions que nous pouvons percevoir entre les thèses du marxisme-léninisme, du stalinisme et du maoïsme n'étaient pas perçues avec la même violence. Il faut se rappeler, par exemple, que, pour plusieurs maoïstes d'alors, les avancées de Pol Pot au Cambodge étaient louables. Il fallut beaucoup de temps avant que les différentes théories pratiques de gauche ne soient bien comprises au Québec. Un autre exemple de cette incompréhension des philosophies communistes par les militants québécois nous vient d'un document interne de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada qui soutient que des directives de la III^e Internationale (soit l'Internationale stalinienne, abolie par Staline lui-même au sortir de la Deuxième Guerre mondiale) devaient s'appliquer (cf. UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-9/1. Travail de quartier et cellule de quartier, décembre 1975, 10 pages).

⁴⁷ La revue *Mobilisation* parut entre 1971 et 1975. Copie des exemplaires de cette revue sont disponibles à la Bibliothèque nationale du Canada.

Mobilisation s'oppose aux conceptions du journal *En Lutte!* selon lequel les révolutionnaires ne doivent prétendre à la direction des luttes de masses mais plutôt former une avant-garde par l'étude et la pratique de l'agitation-propagande. La revue *Mobilisation* postule l'implantation de militants intellectuels en milieu ouvrier (entreprises, quartiers) à la base du travail idéologique et politique comme moyen de lier les révolutionnaires aux "prolétaires avancés" et comme moyen d'implanter l'organisation révolutionnaire dans les rangs du prolétariat⁴⁸.

En décembre 1975, les militants de ce qui s'appelait alors la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada mirent fin aux activités de la revue *Mobilisation* et créèrent enfin un journal, *La Forge*, qui devait se faire le véritable porte-voix de leur organisation. Dans le premier numéro de *La Forge*, le chercheur peut lire :

Le Parti ne peut se contenter de rassembler les idées des masses et les systématiser. Il doit imprimer une direction ferme sur le mouvement spontané pour qu'il devienne, dans la lutte, un mouvement conscient, uni, prêt à engager le combat révolutionnaire. [...] le Parti doit appliquer une juste ligne de masse. Mais cette ligne c'est la *méthode* par laquelle le Parti *dirige* les masses⁴⁹.

Ainsi, dès le départ, la Ligue cherchait avant tout à lier les « prolétaires avancés » et les intellectuels communistes pour les appuyer dans leur démarche d'infiltrer le milieu ouvrier pour y « créer » une base politique. C'était l'époque où plusieurs professeurs d'université (entre autres) devaient, pour les besoins de la cause,

⁴⁸ Lucille Beaudry, « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation », in. Beaudry, Deblock, Gislain, *Un Siècle de marxisme*, PUQ, 1990, p. 264.

⁴⁹ « Bâtir le Parti de haut en bas », *La Forge*, vol. 1, n° 1, décembre 1975, page 12.

démissionner de leur poste (ou verser une large portion de leur salaire à la cause) pour aller travailler en usine et y mobiliser les travailleurs⁵⁰.

Ainsi la Ligue avait-elle comme principal objectif d'initier le plus de travailleurs possible à ce qu'elle appelait la pensée-maotsétoung en implantant des militants dans leur milieu. Ensuite, elle avait comme objectif de fonder le « vrai » parti communiste (alors qu'il en existait déjà au moins deux au Québec⁵¹) pour enfin mettre la révolution prolétarienne canadienne en marche, et ce, que les militants du groupe En Lutte! n'y parviennent.

Ce que le chercheur en histoire remarque d'abord en faisant une lecture attentive des publications des organes de la Ligue, c'est l'importance fondamentale qui est accordée à l'éducation de groupes d'ouvriers.

Sous la direction de la LC(ml)C [Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada] les ouvriers vont *apprendre* [nos italiques] à discerner et à défendre leurs intérêts fondamentaux [...]. Cela ne va pas survenir du jour au lendemain, spontanément. Cela, au contraire, va résulter du travail acharné des communistes *parmi les ouvriers* et dans leurs luttes, *afin de leur apporter la conscience politique*. La tâche des communistes est de faire en sorte que les meilleurs éléments de la classe ouvrière *assimilent* la théorie scientifique du socialisme et de la révolution prolétarienne : le marxisme, le léninisme et la pensée-maotsétoung.

⁵⁰ Gendron, *art. cit.*

⁵¹ Soit le Parti communiste du Québec et le Parti communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

Et les auteurs de poursuivre :

Apporter les connaissances politiques aux ouvriers, ce n'est pas leur lancer des slogans et les appeler à suivre les communistes. Pour nous le marxisme-léninisme *n'est pas une série de dogmes*; c'est la synthèse scientifique des connaissances acquises par le prolétariat international au cours de plus d'un siècle de luttes révolutionnaires⁵².

Outre les contradictions flagrantes apparaissant dans cet extrait, il est clair que, pour les militants de la Ligue, l'éducation des ouvriers devait être un volet central des activités de leur organisation. Bien entendu, et la lecture de cet extrait le démontre relativement bien, les militants de l'époque avaient une conception assez primaire du marxisme et, à plus forte raison, de l'éducation. Le fait qu'ils parlaient d' « apporter les connaissances politiques aux ouvriers » dénote une conception de l'éducation traditionnelle où « l'élève » n'a comme principale tâche que d'écouter et d'assimiler ce que le « maître » lui dit⁵³. Il n'en demeure pas moins cependant que cet extrait vient donner un minimum d'importance aux savoirs des ouvriers eux-mêmes quant à leur situation et quant aux luttes à mener. En ce sens, le militant communiste devait s'appuyer sur les savoirs des ouvriers et, à plus forte raison, sur les « connaissances

⁵² « LC(ml)C : organisation d'avant-garde de la classe ouvrière », *La Forge*, Vol. 1, n° 1, décembre 1975, page 3.

⁵³ Ce qui peut ne pas être si étonnant considérant l'origine intellectuelle des militants en question. L'éducation où le maître est la source principale de savoir pouvait être la seule éducation connue par ces militants sortis des universités. Ce qui n'excuse cependant pas leur ignorance des théories avancées par Marx lui-même quant à l'éducation (Karl Marx, *Critique de l'éducation et de l'enseignement*.) ou même celles, plus modernes, de pédagogues tels Paolo Freire (Paolo Freire, *L'Éducation : pratique de la liberté*, Paris, éd. du Cerf, 1967, 160 pages.) et Ivan Illitch (Ivan Illitch, *Deschooling Society*, New York, Harper and Row, 1970.).

acquises par le prolétariat international au cours de plus d'un siècle de luttes révolutionnaires ».

Bien entendu, d'aucuns pourraient soutenir que l'éducation mise de l'avant par des groupes telle la Ligue n'avait pour objectif que le recrutement de nouveaux membres. Il nous semble réducteur d'ainsi voir les efforts que firent les membres de ce groupe pour informer les ouvriers du pouvoir qu'ils avaient et de ce que d'autres ouvriers, ailleurs dans le monde, faisaient pour améliorer leurs conditions⁵⁴.

La question de l'éducation des ouvriers — et bien sûr de leur appui « éclairé » aux prises de positions de la Ligue — se posait de façon autrement importante qu'au départ (entre 1975 et 1977), la Ligue demeurait un regroupement de militants intellectuels qui n'était aucunement issus de la classe ouvrière. C'est dans cette optique que, dans le numéro 2-3 de la revue *Octobre*, publiée en 1978, les rédacteurs se félicitaient que : « De plus en plus d'ouvriers et d'ouvrières joignent les rangs de la Ligue. Notre Deuxième Congrès en a été un témoignage enthousiasmant par la forte composition de camarades ouvriers, en comparaison avec le Premier Congrès⁵⁵ ».

De plus, outre l'importance inhérente de l'éducation pour un groupe qui cherche à refaire le monde sur de nouvelles bases, un autre thème récurrent apparaît dans les

⁵⁴ L'auteur de la présente recherche travaille actuellement à une étude qui viendrait mettre en lumière les différentes facettes de l'impact des intellectuels marxistes (communistes ou non) sur le mouvement communautaire et les groupes populaires québécois des années 1960 et 1970.

⁵⁵ *Octobre*, #2-3 (1978), page 20.

écrits de la Ligue, soit l'importance de l'éducation dans la lutte aux préjugés que certains membres entretenaient face aux ouvriers eux-mêmes. « Souvent les ouvriers les plus avancés diront: "Les autres ne comprennent rien; ils ne veulent pas lutter". [...] [le comité de lecteurs] nous permet de lutter contre les préjugés qu'on peut développer face à certains de nos confrères de travail⁵⁶ ». Même son de cloche dans *La Forge* du 16 décembre 1976 : « Dans les rangs du mouvement marxiste-léniniste, plusieurs camarades d'origine intellectuelle petite-bourgeoise ont souvent de la misère à concevoir concrètement le ralliement d'un ouvrier à une organisation communiste⁵⁷. »

Ainsi, à prime abord, ce que nous remarquons, c'est que, pour les militants et les dirigeants de la Ligue, dont les rédacteurs de *La Forge* et d'*Octobre* se firent les porte-paroles, l'éducation des ouvriers était une des premières tâches que devait accomplir la Ligue dans sa lutte pour faire la révolution socialiste. L'existence même de *La Forge* et d'*Octobre* devait répondre à cet objectif. Les rédacteurs citent Lénine :

[...] nous pourrions à très bref délai mettre sur pied un hebdomadaire, régulièrement diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires dans toute la Russie. Ce journal serait comme une partie d'un gigantesque soufflet de *forge* qui attise chaque étincelle de la lutte de classes et de l'indignation populaire pour en faire jaillir un immense incendie. Autour de cette œuvre (...) se recruterait systématiquement et *s'instruirait une armée permanente de lutteurs éprouvés* [nos italiques]. (Lénine, *Que faire*, Ed. de Pékin, p. 211)⁵⁸

⁵⁶ *Ibid.*, page 117.

⁵⁷ *La Forge*, vol. 1, n° 24, 16 décembre 1976.

⁵⁸ *Octobre*, #2-3 (1978), page 108.

STRUCTURES DE LA LIGUE

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre les structures mises en place par les militants de la Ligue pour faire l'éducation des ouvriers et les instruire dans l'art de la pensée-maotsétoung. *La Forge* comme *Octobre* nous offrent des indices importants des structures élaborées par les militants pour atteindre les ouvriers. D'abord, les ouvriers devaient être approchés dans leur milieu de travail. Ainsi des militants de la Ligue devaient-ils se rendre en usine pour y créer des groupes de discussions autour des positions de la Ligue.

L'article « *La Forge*, une arme entre nos mains », paru dans la revue *Octobre* en 1978⁵⁹, est particulièrement éclairant quant à l'organisation de l'éducation des ouvriers et quant à la conception pédagogique à laquelle devait répondre cette organisation. Dans cet article, les auteurs décrivent le fonctionnement idéal de l'éducation en milieu populaire tel qui devrait être dans toute usine ou milieu ouvrier.

D'abord, il y avait *La Forge*. *La Forge*, ses articles et ses prises de positions devaient être le début de toute action éducatrice. Ainsi des militants de la Ligue devaient-ils se rendre sur les lieux de l'usine et y distribuer le journal de la Ligue. Ensuite,

⁵⁹ « *La Forge*, une arme entre nos mains », *Octobre*, #2-3 (1978), pages 106-124.

spontanément ou sous l'impulsion d'un militant, un comité de lecteurs devait être créé dans chaque usine où *La Forge* était distribuée⁶⁰.

Le comité de lecteurs se regroupait ainsi régulièrement pour étudier et tenter de comprendre ce qu'avançaient les articles de *La Forge* et, surtout, les positions de la Ligue. Ces comités de lecteurs devaient donc être essentiellement un simple regroupement de personnes qui cherchaient à mieux comprendre leur réalité et celle des ouvriers du monde entier à travers les écrits de la Ligue. Ces discussions devaient être franches et démocratiques. Un témoin raconte :

Le comité de lecteurs, c'est une forme d'encadrement que la Ligue offre aux ouvriers pour leur donner des armes afin qu'ils puissent s'impliquer à fond dans la lutte de classes.

On discute des articles de *La Forge*, des brochures de la Ligue, ou des textes classiques du marxisme-léninisme pour mieux comprendre les points politiques et pour en tirer les acquis qui peuvent faire avancer nos luttes à l'usine et notre implication dans la lutte des classes. On se prépare pour apporter ces points aux autres ouvriers avec qui on travaille. C'est ça qui permet à chacun de se développer pour toujours mieux jouer un rôle dirigeant dans les luttes⁶¹.

Les comités de lecteurs devaient donc permettre, selon les auteurs de la revue *Octobre*, aux ouvriers de comprendre les articles de *La Forge* et leurs implications,

⁶⁰ Certains pédagogues chanteraient les louanges d'une telle approche où le maître doit se rendre à l'apprenant et où l'apprenant doit, lui-même, se motiver à apprendre et faire un travail poussé de compréhension (E.L. Deci, et R.M. Ryan, « A Motivational Approach to Self : Integration in Personality », In. R.A. Dientsbier (éd.), *Perspectives on Motivation, Nebraska Symposium on Motivation*, Lincoln, NE, University of Nebraska Press, 1991.).

⁶¹ « *La Forge*, une arme entre nos mains », *art. cit.*, page 115.

de comprendre la réalité de leur usine et de devenir eux-mêmes des agents multiplicateurs apportant leur nouvelle compréhension aux autres ouvriers de l'usine.

Il est, de surcroît, important de noter que pour les militants, il était primordial que les discussions de ces comités soient les plus ouvertes possibles. « Dans les discussions, on apporte aussi nos critiques du journal et nos suggestions. Notre utilisation de *La Forge*, ça va dans les deux sens : on s'éduque mais on apporte aussi notre contribution pour faire du journal, notre journal, celui de la classe ouvrière⁶² ».

La conception pédagogique qui transparaît de l'organisation idéale des comités de lecteurs telle que décrite par la revue *Octobre* semble, malgré ce que nous avons vu plus haut, demeurer somme toute relativement démocratique — et très près de l'andragogie actuelle, née de la théorie critique et du post-structuralisme. Dans cette structure, l'ouvrier devait être actif dans sa démarche d'apprentissage. De plus, à partir du moment où l'apprenant peut intervenir pour faire changer le contenu de la discussion et modifier la conception mise de l'avant par le maître, la distinction apprenant / maître disparaît complètement. Les rédacteurs d'*Octobre* présentaient donc un comité ouvert aux débats et une Ligue capable modifier ses positions si les ouvriers en sentaient le besoin. Une relation d'entraide d'égal à égal⁶³ semble donc avoir été un des objectifs de la pédagogie de la Ligue.

⁶² *Ibid.*

⁶³ Encore une fois, une telle approche pourrait être comparable à un enseignement dit coopératif, aujourd'hui très à la mode.

Cependant, la conception pédagogique de la Ligue ne se bornait pas à la création de comités de lecteurs. En effet, outre ces comités, les membres de la Ligue devaient mettre en place des groupes d'étude. Selon ce qu'écrit encore *Octobre* :

Le groupe d'étude, c'est composé d'ouvriers qui jouent vraiment un rôle d'avant-garde dans la lutte des classes à l'usine. C'est des ouvriers qui veulent faire la révolution socialiste au Canada, qui veulent jouer leur rôle pour bâtir le Parti, puis pour ça, qui veulent devenir membres de la Ligue. Le groupe d'étude, puis la direction de la Ligue là-dedans, vise à développer ces ouvriers comme dirigeants communistes, à les armer pour qu'ils soient capables de devenir membres. [...]

Ces ouvriers dans le groupe d'étude aident aussi à *diriger les comités de lecteurs* [nos italiques], et à *faire avancer d'autres ouvriers*. Ils se préparent, par l'étude, pour être capables de faire ça. *Ils apprennent à défendre la ligne politique de la Ligue*, à la mettre en pratique, puis à aider à la développer, à l'approfondir⁶⁴.

Le lecteur comprendra immédiatement que l'aspect démocratique qui transparaissait dans la description des comités de lecteurs semble beaucoup plus nuancé lorsqu'il s'agit des groupes d'étude. Les ouvriers voulant devenir membres de la Ligue devaient, semble-t-il, suivre un programme d'étude chargé dans lequel « la ligne politique de la Ligue » devait être acceptée, apprise et défendue. Il n'est plus question, à ce niveau, de critiques ou de suggestions. L'ouvrier faisant partie d'un groupe d'étude n'a plus le loisir de critiquer les positions de la Ligue, il doit maintenant les défendre.

⁶⁴ « *La Forge, une arme entre nos mains* », *art. cit.*, pages 119-120.

Tableau 1 : Structure organisationnelle du travail de la Ligue dans les entreprises et les quartiers

Éléments de structure	Fonctions
Cellule territoriale	Organiser le travail des « camarades » sur un territoire donné.
Cellule d'entreprise ou de quartier	Organiser le travail des membres et sympathisants au sein d'une usine ou d'un quartier
Groupe d'étude	Apprendre à comprendre et à défendre la ligne politique de la Ligue. Le groupe d'étude était la dernière étape à franchir avant de devenir membre de la LC(ml)C. C'était à ce niveau que la lecture de la revue <i>Octobre</i> devenait nécessaire.
Comité de lecteurs	Groupe de discussion animé par un membre ou un participant au groupe d'étude qui devait se réunir lors de chaque parution de <i>La Forge</i> pour échanger sur les articles qui y paraissaient.
Diffusion de <i>La Forge</i>	Les membres étaient tenus de distribuer <i>La Forge</i> en tout lieu qui y était propice (usines, écoles, syndicats, etc.)

Sources : *La Forge*, *Octobre* et UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages.

Il n'en demeure pas moins qu'en théorie, de la distribution de *La Forge* aux portes de l'usine, à la création d'un comité de lecteurs, à la création d'un groupe d'étude, il existe une progression cohérente qui devait permettre aux militants de la Ligue d'éduquer les ouvriers, d'élargir ses rangs et enfin de faire la révolution socialiste au Canada. En ce sens, chaque usine devait aussi se doter d'une cellule d'entreprise. La cellule d'entreprise devait être constituée d'ouvriers de l'usine, sympathiques aux idées de la Ligue. Encore une fois, la cohérence qui existait entre *La Forge*, les comités de lecteurs, les groupes d'étude et les cellules d'entreprise était, en théorie, totale. L'éducation des ouvriers devait permettre la création des cellules d'entreprises capables de gérer les activités de la Ligue dans l'usine, mais aussi capable — il faut

le souligner — d'apporter les doléances et suggestions des ouvriers aux dirigeants de la Ligue.

Dans un autre article de la revue *Octobre*, un membre d'une cellule d'entreprise soutient en effet que :

On a jamais passé un tract du parti [Parti communiste ouvrier] sans les avoir d'abord analysés avec les ouvriers. Avec le tract, je vais voir les ouvriers qui sont concernés. Je leur dis : "Le Parti a fait un tract. Qu'est-ce que tu en penses? Penses-tu que l'analyse est juste? Que le tract est complet? " Bien souvent ça nous amène à refaire une partie du tract, parce que les ouvriers nous apprennent beaucoup, de par leur expérience⁶⁵.

Ainsi, malgré tout, officiellement, le message qui était transmis aux membres et militants de la Ligue quant à l'éducation des ouvriers en était un relativement démocratique dans sa forme. Les ouvriers doivent être instruits du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, mais nous pouvons aussi apprendre beaucoup de leur expérience.

Or, l'étude de *La Forge* et de la revue *Octobre* nous apprend beaucoup plus que simplement la théorie pédagogique des militants. Cette étude nous permet aussi d'avoir des indices en ce qui a trait aux problèmes que rencontraient les militants de

⁶⁵ « Le Travail communiste quotidien dans l'usine », *Octobre*, #9 (automne 1980), page 115.

la Ligue quant à leur mission éducative et quant aux failles inhérentes à la théorie telle que la présentent leurs organes officiels.

En effet, un certain nombre de points viennent contredire toute la théorie pédagogique telle que nous l'avons vue jusqu'à présent. D'abord, il faut se souvenir que l'objectif principal de la Ligue, c'était d'être une organisation d'avant-garde capable de mener les ouvriers vers la révolution socialiste pour leur plus grand bien. En fait, nul n'est besoin de miser sur une parfaite compréhension des ouvriers quant à leur réalité et leur situation. Il suffisait simplement qu'ils aient une compréhension suffisante pour se sentir exploités et, surtout, pour comprendre que la Ligue savait ce qu'elle faisait. Cette approche léniniste, voire stalinienne, de l'éducation ne pouvait que produire des structures où les militants croient détenir la vérité, vérité qu'il fallait partager pour le bien de l'ensemble de la classe ouvrière. Inutile de chercher à savoir ce que les ouvriers veulent vraiment, la ligne politique est la seule voie à suivre pour que la révolution socialiste soit. « Il n'y a qu'une voie vers le socialisme, c'est par le renversement violent de l'État bourgeois et par l'instauration de la dictature du prolétariat⁶⁶ ». L'éducation des ouvriers n'était qu'utilitaire à la réalisation des projets de la Ligue⁶⁷.

⁶⁶ « Le congrès de l'ADDS », *La Forge*, vol. 1, n° 23, 2 décembre 1976, page 11.

⁶⁷ Certains pédagogues soutiennent que l'éducation est toujours utilitaire, et qu'à travers l'apprenant, c'est le citoyen de demain qui est d'abord et avant tout visé. Un bon exemple de cette conception de l'éducation serait l'entièreté du nouveau programme « Histoire et éducation à la citoyenneté » du ministère de l'Éducation du Québec qui met l'accent sur un enseignement de l'histoire qui permettra aux enfants de devenir des citoyens capables comprendre leur monde et capables d'y exercer tout le pouvoir dont ils disposent en tant que citoyens. Voir en ce sens Alain Dalongeville, *Enseigner l'histoire à l'école*, Paris, Hachette, 1995, 128 pages; ou Robert Martineau, « Du patriote au citoyen éclairé... L'histoire comme vecteur d'éducation à la citoyenneté », *Traces*, vol. 36, n° 1 (1998), pages 38-47.

CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

Il existait par ailleurs, au sein de la Ligue, un concept qui venait littéralement miner toute tentative de réellement faire une éducation libératrice. Le « Centralisme démocratique » était une notion selon laquelle « Ses dirigeants et orientations [ceux et celles de la Ligue] sont choisis au moyen de discussions libres et démocratiques alors que le centralisme assure une orientation et une direction unifiées nécessaires pour diriger la lutte de classes⁶⁸ ». En somme, le centralisme démocratique venait sceller le sort qui attend tout dissident. La ligne politique de la Ligue était élaborée par quelques militants éclairés et devait être suivie. Bien entendu, les membres avaient le droit de la critiquer, mais ils ne pouvaient la modifier et devaient la respecter. Il apparaît que la différence d'approche que nous avons notée quant aux comités de lecteurs et aux groupes d'étude réside dans cette même optique. Tant et aussi longtemps que ce que dit le militant n'avait pas d'impact réel sur les orientations de la Ligue, il peut dire ce que bon lui semble. Cependant, à partir du moment où il représentait réellement la Ligue, il devait s'en tenir strictement à la ligne politique de celle-ci. Les ouvriers pouvaient critiquer autant qu'ils le voulaient bien, personne des dirigeants de la Ligue ne les écoutait.

⁶⁸ « Le parti fondé sur la démocratie et la discipline », *La Forge*, vol. 4, n° 19, 18 mai 1979, page 11.

Ce texte est publié sous une licence **Creative Commons**. Pour plus d'information, veuillez consulter la page : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/ca/>

Un exemple frappant des conséquences de cette approche dite du « centralisme démocratique » nous est fourni — bien malgré elle sans doute — par la revue *Octobre* elle-même⁶⁹. Dans le cadre d'une entrevue avec les membres de la cellule d'une entreprise de quelque 1 000 ouvriers, les interviewers se lancent dans une description sommaire du bagage et de l'expérience de chacun de ces militants. En fait, les six membres de la cellule d'entreprise sont présentés ainsi : deux militants de la Ligue qui distribuent *La Forge* aux portes de l'usine, un secrétaire, un délégué syndical travaillant dans l'usine, un ouvrier, membre de la Ligue depuis un an et un jeune ouvrier, devenu membre de la Ligue alors qu'il était encore sur les bancs de son école technique. Aussi, si nous faisons le calcul, des six membres de la cellule d'entreprise, il n'y en a que trois qui travaillent véritablement dans l'usine — bien que pour ce qui est du secrétaire, il est malaisé de savoir s'il travaillait ou non à l'usine — dont un qui connut la Ligue avant même d'entrer à l'usine. On ne peut pas dire que le travail d'éducation fut des plus efficaces dans cette usine, si la cellule d'entreprise n'est même pas constituée d'ouvriers de l'endroit.

NOYAUTAGE

Il existait de surcroît au sein de la Ligue, et l'étude de *La Forge* et de la revue *Octobre* le laisse paraître, une tradition de noyautage⁷⁰ des groupes populaires non-politiques tels les comités de citoyens, les garderies populaires, les groupes de

⁶⁹ « Rencontre avec les camarades de la cellule », *Octobre*, n° 9 (automne 1980), page 103.

⁷⁰ Cf. infra, chapitre III.

défense des droits ou les groupes de femmes. Cette technique consistait à asseoir un ou deux militants de la Ligue dans un groupe populaire quelconque dans l'espoir qu'ils y atteignent des postes de dirigeants. Une fois aux commandes du groupe populaire en question, les militants de la Ligue avaient beau jeu de réorienter ce groupe sur les voies politiques de la Ligue ou même de le saborder simplement pour en fusionner l'organisation à celle de la Ligue. Bien loin de toute théorie pédagogique ou même de quelque conception éducative que ce soit ce genre de techniques vient complètement discréditer les quelques propos démocratiques que pouvaient tenir les dirigeants de la Ligue.

C'est dans cette optique que des auteurs comme Désy, Ferland, Lévesque et Vaillancourt soutinrent en 1980 que :

Elle [l'importance du "M-Lisme"] provient surtout de ce que le courant "M-L" a su, dans les années 1975-1976, imposer la liquidation ou l'inféodation de toute une série d'instruments de lutte idéologique de la gauche du mouvement ouvrier et populaire (journaux, revues, etc.) et par la suite se tailler une sorte de monopole idéologique. Si bien qu'en 1980 encore, la gauche... se trouve "super harcelée" par les instruments d'agitation et de propagande des "M-L" et peut compter sur très peu d'instruments alternatifs d'information et de formation pour suivre l'évolution des luttes et articuler son point de vue⁷¹.

En somme, ce qui ressort de façon évidente de la présente section, c'est que malgré le fait que la Ligue affirmait dans ses publications qu'il fallait créer une approche

⁷¹ Désy, Ferland, Lévesque et Vaillancourt, *La conjoncture du Québec au début des années '80, les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Éditions La librairie socialiste de l'est du Québec, 1980, p. 102.

démocratique avec les ouvriers ou les militants du mouvement communautaire, le fonctionnement même de la Ligue — et ce, telle qu'elle est décrite dans ces propres organes officiels — ne permettait pas à cette conception « démocratique » d'être mise en place d'une façon significative. En fait, si au départ les ouvriers ou militants avaient le droit de questionner la ligne politique de la Ligue, le centralisme-démocratique, ne leur permettait pas d'avoir quelque impact que ce soit sur celle-ci. De plus, une fois au sein de la Ligue elle-même, les membres devaient apprendre à respecter cette ligne et à la défendre auprès de la population. Aussi, même si la théorie et les techniques mises en place avec les ouvriers paraissaient démocratiques, l'importance de la ligne politique, du centralisme démocratique et du noyautage faisait de la Ligue, un organisme anti-démocratique qui ne pouvait que tenter d'imposer ses idées et ses impératifs au reste de la population. Il ne faut toutefois pas oublier que, comme nous l'avons démontré, les publications officielles de la Ligue n'avaient aucune honte à affirmer qu'il fallait créer un parti « d'élite » qui allait servir d'avant-garde pour le reste de la classe ouvrière. Il fallait créer le parti et la révolution par le haut, et ce, même si cela allait à l'encontre de la volonté du milieu dans lequel la Ligue essayait de s'implanter.

CHAPITRE III

PRÉSENCE ET ACTIVITÉS DE LA LIGUE DANS LES MILIEUX POPULAIRES QUÉBÉCOIS ET OUTAOUAIS

La section précédente vint démontrer que la Ligue cherchait à rallier le plus de militants à sa cause, et ce, à l'aide de nombreuses techniques. En fait, ce que l'étude la section précédente révèle, c'est que la Ligue voulait d'abord et avant tout rencontrer ses objectifs et peu importaient les moyens qu'il fallait mettre en œuvre pour y arriver. Que la population ralliât les rangs de la Ligue parce qu'elle croyait en ses analyses, parce qu'elle était séduite par de la propagande ou parce que le groupe auquel elle appartenait était infiltré par les membres actifs de la Ligue, tout cela n'avait aucune importance. Ce qui comptait cependant, c'était la création d'un parti capable mener la révolution prolétarienne, et ce, avant que les militants du groupe En Lutte! n'y parviennent.

LA LIGUE ÉTAIT-ELLE RÉELLEMENT PRÉSENTE DANS LES MILIEUX POPULAIRES QUÉBÉCOIS?

Avant de poursuivre plus avant dans notre analyse, il importe de régler définitivement la question de savoir si la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada était ou

non présente au sein des groupes populaires québécois. Au cours des trente dernières années, des faits qui allaient probablement de soit, qui étaient de notoriété publique, se sont perdus et il convient aujourd'hui de s'y attarder de nouveau pour reconstruire cette réalité et la démontrer. C'est sans doute ce qui se passa avec la présence des groupes d'action politique dans les groupes populaires québécois. L'ensemble de la population, chercheurs en histoire ou non, sait très bien qu'il y avait des militants d'extrême-gauche dans le milieu communautaire des années 1970⁷². Cependant, personne n'a senti jusqu'ici le besoin de le prouver. Or, pour qu'une analyse de l'impact des groupes d'action politique sur les milieux populaires soit possible, il faut d'abord s'attarder à cette question qui peut paraître un peu niaise. Ces dernières années, la question de l'existence des groupes d'action politique refit parfois surface à travers des articles⁷³, des documentaires⁷⁴ ou même à travers des critiques faciles de certains politiciens⁷⁵. Toutefois, rien de tout cela n'est bien convaincant et permettrait de faire taire tout doute.

Il existe néanmoins des écrits qui laissent entendre que de tels groupes fussent présents dans les milieux communautaires. L'oblat Roger Poirier, qui fut coordonnateur de l'Assemblée générale de l'Île de Hull (AGIH), demeure un des seuls auteurs à avoir tenté de brosser un large portrait de l'aventure des groupes populaires de Hull dans les années 1960 et 1970 et son livre, *Qui a volé la rue*

⁷² Cf. les articles alarmants de Jacques Benoît dans *La Presse* et recueillis dans Jacques Benoît, *L'Extrême gauche*, La Presse Ltée, Montréal, 1977, 137 pages.

⁷³ Cf. par exemple Gendron, *art. cit.*

⁷⁴ Cf. par exemple Marcel Simard, *Il était une fois... Le Québec Rouge*, Moyen-métrage documentaire, Montréal, Productions Virage, 2003, 60 minutes.

⁷⁵ Cf. les accusations portées contre le chef du Bloc Québécois, Gilles Duceppe, parce qu'il fut un membre du Parti communiste ouvrier.

Principale?, souligne déjà en 1986 la présence des « M-L » dans cette aventure. Or, les autres auteurs traitant des citoyens de Hull, des chercheurs de surcroît, laissèrent cette facette de l'histoire un peu dans l'ombre. Ainsi le chercheur d'aujourd'hui — qui, soit dit en passant, n'était que très peu de choses dans les années 1970 — se retrouve-t-il face à un vide historiographique assez impressionnant. D'un côté, il est admis que l'extrême-gauche infiltrait les milieux populaires, de l'autre, personne ne le démontre adéquatement.

Aussi, qu'en était-il vraiment? Pour répondre à cette question, il est d'abord important de se rappeler que les groupes d'action politique que nous cherchons à étudier — et plus particulièrement la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada — étaient en fait des groupuscules semi-clandestins (« Le parti s'organise clandestinement de telle façon que la bourgeoisie ne puisse jamais le détruire par la répression, qu'elle ne puisse jamais arrêter notre lutte⁷⁶ »). Ainsi, si la Ligue publiait un journal dont elle donnait copie aux Bibliothèques nationales du Québec et du Canada, elle ne prenait position officiellement, publiquement sur aucun dossier et ne participaient jamais aux élections de quelque niveau que ce soit (élections contre lesquelles elle avait aussi des griefs étant donné ses convictions que la révolution ne pourrait jamais réussir autrement que par un soulèvement armé du prolétariat).

À l'époque, certains journalistes étudièrent la question comme d'aucuns étudiant aujourd'hui le crime organisé, mais d'un œil tellement biaisé que leurs recherches ne

⁷⁶ « Le Parti », *Octobre*, n^{os} 4-5 (été-automne 1979), page 104.

passent pas l'épreuve du temps sinon comme exemples des préjugés faciles qui existaient à l'époque⁷⁷. Il existe néanmoins des exemples frappants dans les médias de l'époque qui démontrent la présence de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada dans des groupes populaires. À titre d'exemple, dans un article dont nous avons déjà fait mention intitulé « 8 familles quittent et dénoncent la Ligue marxiste-léniniste » qui parut dans *Le Droit* du mardi 18 juillet 1978⁷⁸, les journalistes du *Droit* relaient les inquiétudes de certains citoyens quant à la place que joue la Ligue dans leurs groupes populaires. Dans cet article, le chercheur apprend que des familles quittèrent les rangs de la Garderie populaire de Hull suite à la perte de contrôle de celle-ci aux mains de militants de la Ligue.

Ce qui est encore plus étonnant cependant, c'est que l'édition du *Droit* du lendemain publie un article intitulé « Le groupe de parents et non la Ligue communiste tentait de contrôler la Garderie⁷⁹ » dans lequel les militants de la Ligue présents au sein de la Garderie en question font une sortie publique soutenant qu'ils sont les victimes d'un complot organisé par les citoyens et l'évêché de Gatineau. La porte-parole de la Garderie et militante de la Ligue, Nicole Gaboury-Bonhomme, poursuit même en affirmant que « Logement-va-pu et SOS Garderie, où il est reconnu qu'il y a des militants de la Ligue, nous ont toujours donné un appui sans condition⁸⁰ ».

⁷⁷ Cf. entre autres Jacques Benoît, *op. cit.*

⁷⁸ « 8 familles quittent et dénoncent la Ligue marxiste-léniniste », *art. cit.* (cf. annexes)

⁷⁹ « Le groupe de parents et non la Ligue communiste tentait de contrôler la Garderie », *art. cit.* (cf. annexes)

⁸⁰ *Ibid.*

Dans le même sens, un article du *Droit* du 20 juillet 1978 soutenait que « Selon [le porte-parole de Logement-va-pu], il est reconnu qu'il y a des membres de la Ligue communiste au sein de Logement-va-pu, mais il n'est pas en mesure de dire combien ils sont⁸¹ ». Il importe par ailleurs de souligner que le porte-parole habituel de Logement-va-pu, Marc Bonhomme⁸², avait été, pour l'occasion remplacé par M. France Larocque, sans doute pour ne pas que le lien qui existait en lui et Nicole Gaboury-Bonhomme, son épouse, ne parut de façon trop évidente.

Pour la première fois, peut-on dire — du moins pour ce qui concerne l'Outaouais —, la présence de militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada dans les groupes populaires éclataient au grand jour. La démonstration possible de l'infiltration de la Ligue au sein des milieux communautaires ne s'arrête toutefois pas à ces quelques articles d'un quotidien régional. Les documents internes de la Ligue, ses correspondances avec d'autres groupes populaires et même ses publications officielles tracent en effet un portrait relativement clair de l'action des membres de la Ligue.

Ainsi, il existe une lettre rédigée à l'intention des citoyens du RCCH qui vient défendre les actions des militants de la Ligue dans le milieu communautaire outaouais et qui est signée par « Les militants de la Ligue travaillant à Logement-va-

⁸¹ « La Ligue communiste ne contrôle pas le groupe Logement-va-pu », *Le Droit*, 20 juillet 1978.

⁸² Comme nous le soulignons plus haut (cf. supra, « Introduction », page 10), Marc Bonhomme fut candidat du Parti communiste ouvrier aux élections fédérales et provinciales de 1980 et 1981. De plus, son nom apparaît nombre de fois dans les archives du Parti communiste ouvrier (par exemple, UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6b/1, liste des délégués de Hull, 1980-81). Il est donc facile de supposer que s'il ne fut pas membre de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, il en fut sans doute un sympathisant.

pu⁸³ ». Cette lettre explique les intentions des militants de Ligue au sein de Logement-va-pu de même que les actions de ceux-ci dans d'autres groupes comme le RCCH et SOS Garderie. Le chercheur peut y lire que les membres de la Ligue travaillaient à « faire l'unité en respectant l'autonomie de chaque groupe⁸⁴ » alors qu'ils furent victimes de « l'ignoble saloperie d'une campagne publique de salissage, avec documents écrits distribués largement, contre SOS-Garderie⁸⁵ ».

Au-delà de ce qu'elle nous apprend sur ce qu'affirmaient les militants eux-mêmes être les objectifs et le travail de la Ligue, cette lettre démontre hors de tout doute que la Ligue était présente dans l'Outaouais et qu'elle travaillait au sein des groupes populaires. Explorons tout de même sommairement ce que les documents internes de la Ligue peuvent nous apprendre sur ses objectifs et ses actions dans les milieux populaires québécois.

Il existe en ce sens de nombreux documents que nous avons classés — pour en faciliter l'analyse — sous l'angle de deux questions distinctes. D'abord, est-ce que la Ligue avait réellement des visées sur les groupes populaires québécois et, si oui, quelles étaient-elles? Ensuite, quelle place prenaient les groupes populaires de l'Outaouais dans leur analyse?

⁸³ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Lettre adressée « à ceux que ça concerne », datée du 21 juin 1978 et signée par les militants de la Ligue travaillant à Logement-va-pu. (cf. annexes)

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*

Pour répondre à la première question, une série de documents issus du fonds du Parti communiste ouvrier nous éclaire sur les intentions réelles de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada quant aux comités de citoyens et aux groupes populaires. Un document en particulier, intitulé « Travail de quartier et cellule de quartier⁸⁶ », nous informe des intentions claires de la direction de la Ligue de cibler des groupes de quartier pour y faire germer les idées communistes de la Ligue. Il souligne en fait qu'outre le travail de création de cellules d'entreprise⁸⁷, les militants de la Ligue devaient aussi s'attaquer aux groupes de quartiers existants :

Nous devons cependant travailler résolument au sein des groupes existants. Nous devons de plus chercher à travailler là où c'est possible en front uni avec certains groupes afin d'étendre ainsi [sic] l'influence de la Ligue⁸⁸.

⁸⁶ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-9/1, « Travail de quartier et cellule de quartier », conseil central de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, décembre 1975, 10 pages.

⁸⁷ Cf. à ce sujet, supra, chapitre II.

⁸⁸ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-9/1, « Travail de quartier et cellule de quartier », conseil central de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, décembre 1975, 10 pages.

Le document poursuit en soulignant que :

[...] beaucoup des organisations et groupes qui existent actuellement sont le produit de projets et de subventions de l'État. Le gouvernement fédéral et ses subventions (PIL, P.J.), le gouvernement provincial par certaines lois (Bill 65, Bill 10) ont réussi à briser, à encadrer et à récupérer plusieurs initiatives populaires. De plus, la plupart de ces groupes et organisations sont dirigées [sic] par des animateurs sociaux, des travailleurs sociaux ou autres professionnels (avocats, médecins, prêtres...). Aussi ne faut-il pas s'étonner que peu nombreux soient les groupes qui tout en dispensant un service à la population du quartier, tentent de lier les problèmes relatifs aux conditions de vie aux problèmes sociaux et politiques. Les cellules devront y mener la lutte la plus énergique contre les réformistes et le réformisme qui y est [le] courant dominant⁸⁹.

La tâche des militants de la Ligue était claire : utiliser les groupes existants en prenant soin d'en changer l'orientation pour qu'elle convînt mieux aux impératifs de la lutte révolutionnaire. Il nous semble qu'à cette enseigne, les visées de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada ne peuvent être plus explicites.

Maintenant, quelle place prenait l'Outaouais, et plus spécifiquement Hull, dans l'analyse des dirigeants de la Ligue? Encore une fois les documents traitant de la situation particulière de Hull comme centre vital d'actions communistes sont légion. Le document le plus complet cependant est un document datant de mars 1978, intitulé « Plan de travail⁹⁰ », et qui dresse un portrait précis de la situation outaouaise et hulloise. Le Plan de travail semble avoir été un rapport précis des ressources et de

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages.

la situation des luttes de la Ligue en Outaouais. Il présente la région, en définit les principales caractéristiques et suggère une marche à suivre pour les militants. Il apparaît que toutes les régions canadiennes où des militants de la Ligue évoluaient devait faire l'objet d'un tel « plan de travail » au moins une fois par année.

Selon ce document, la Ligue devait absolument centrer son action sur les citoyens, les ouvriers et les groupes populaires de Hull pour cinq raisons bien précises.

1. Parce que l'on retrouve, à Hull, une concentration importante du prolétariat;
2. parce que les expropriations de la CCN ont créé un mécontentement évident;
3. parce qu'il existe un grand nombre de sympathisants de la Ligue à Hull;
4. parce que Ottawa-Hull est la quatrième agglomération en importance du Canada;
5. parce qu'il existe à Hull un mouvement organisé important dont les préoccupations sont le logement et la santé.

Le Plan de travail souligne de surcroît l'importance des secteurs de Gatineau, de l'Île de Hull et du Mont-Bleu (quartier de Hull) parce que c'était dans l'Île de Hull que les expropriations eurent lieu et que c'était à Gatineau et dans le Mont-Bleu que furent relogées les familles expropriées.

Au sujet des expropriations, le document poursuit en soutenant que « L'envahissement de Hull par les fonctionnaires aura des effets sur la culture française et l'aménagement du territoire. C'est une attaque aux droits démocratiques de la nation

québécoise : le territoire et la langue⁹¹ ». ⁹² Les militants de la Ligue soulignent aussi la tradition de lutte qui existait dans Hull et le fait qu'il était possible de croire que les quelque 881 bulletins de vote rejetés lors des élections provinciales de 1976 étaient en fait dus à la demande faite par la Ligue aux ouvriers sympathisants d'annuler leur vote⁹³.

En somme, il ne fait aucun doute que la Ligue avait l'intention de « s'attaquer » aux groupes populaires québécois et outaouais. Mais dans quelle mesure y réussit-elle?

QUELLES ÉTAIENT LES ACTIONS DE LA LIGUE DANS LES MILIEUX POPULAIRES?

À cette étape-ci, le chercheur peut affirmer que des militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada étaient bel et bien présents dans les milieux populaires québécois et outaouais. Il demeure néanmoins l'épineuse question relative à l'action réelle de la Ligue au sein des groupes de ces milieux. Quelles

⁹¹ *Ibid.*

⁹² Nous nous permettons ici une légère digression, parce qu'il nous semble important de souligner, pour les chercheurs qui y seraient intéressés, que ce document, comme le démontre la citation précédente, soutient une position nationaliste québécoise qui ne devrait pas apparaître dans le discours de militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada qui, lors du référendum de 1980 sur l'indépendance du Québec, demanda à ses militants d'annuler leur vote. La ligne politique officielle de la Ligue — comme celle de nombreux autres groupes d'extrême-gauche, y compris le groupe En Lutte! — stipulait en effet que l'indépendance du Québec ne servait en rien la cause de la révolution prolétarienne et qu'il fallait, partant, miser avant tout sur l'union des prolétaires, qu'ils fussent francophones, anglophones ou allophones.

⁹³ Bien entendu, le chercheur comprendra que cette affirmation est loin d'être vérifiable. Les bulletins rejetés ont pu l'être pour des raisons purement techniques et le vote en leur faveur qu'y voient les militants de la Ligue peut être inexistant. Il n'en demeure pas moins que, selon eux, c'était là une raison de plus d'agir dans le milieu hullois.

étaient en effet les actions réelles des militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada dans les milieux populaires des années 1970 au Québec.

Pour répondre à cette question nous diviserons nos propos en deux sections soit une première section concernant les actions des militants de la Ligue au sein des groupes à l'échelle provinciale ou simplement ailleurs au Québec et une deuxième section explorant plus spécifiquement le travail fait en Outaouais.

D'abord à l'échelle provinciale, l'action de la Ligue dans les milieux communautaires peut très bien se résumer par l'expérience que vécurent deux groupes assez importants des années 1970, soit le groupe SOS-Garderie et l'ADDS (Montréal métropolitain).

SOS-Garderie était un groupe présent dans de nombreuses villes québécoises des années 1970. Son principal mandat était la création de garderies populaires au Québec, garderies qui devaient répondre aux besoins des femmes des milieux plus défavorisés et qui devaient surtout être gérées par les citoyens eux-mêmes dans un but non-lucratif. Pour bien comprendre l'importance de ce groupe d'aide, il faudrait sans doute y mettre un effort que les limites de la présente recherche ne permettent pas, mais il suffit de souligner que seulement dans Hull, SOS-Garderie comptait 2 ou 3 garderies membres.

Au départ, *La Forge* soulignait le côté réformiste de SOS-Garderie et critiquait vertement ses positions. « SOS-Garderies n'a jamais traité ces questions [le droit aux garderies subventionnées par l'État]. Sa pratique est restée réformiste et localiste. Depuis 9 mois, SOS-Garderies est en bilan et il est évident que l'organisation est caractérisée par la confusion et la stagnation⁹⁴ ». C'est dans cette optique que la direction de la Ligue publia en 1976 un pamphlet intitulé, *Luttons pour le droit aux garderies, pour l'émancipation des femmes!*⁹⁵, qui comprenait, au chapitre troisième, une proposition claire de plateforme pour l'organisation SOS-Garderie. À peine quelques mois plus tard, soit lors du 1^{re} Congrès de SOS-Garderie, tenu les 16 et 17 octobre 1976, la plateforme proposée par la Ligue fut adoptée telle quelle. La proposition faite par la Ligue ne fut modifiée en rien. Cette décision des délégués régionaux de SOS-Garderie fut, il va sans dire, louée par *La Forge*.

À son congrès, tenu les 16 et 17 octobre à Montréal, SOS Garderie, composé de militants venus de tous les coins du Québec, s'est donné un nouveau programme de lutte, qui avait été présenté par la LC(ml)C et des sympathisants militants dans des garderies. [...] Cette fin heureuse est le résultat de plusieurs mois de débats à l'intérieur du mouvement SOS. Grâce à ces débats qui ont parfois été houleux (comme toute la lutte de ligne d'ailleurs) ainsi qu'à l'intervention de la Ligue, la ligne bourgeoise a pu être dénoncée et rejetée par l'ensemble du mouvement⁹⁶.

⁹⁴ « SOS Garderies doit prendre une orientation révolutionnaire », *La Forge*, vol. 1, n° 14, 1^{er} juillet 1976, page 4.

⁹⁵ Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, *Luttons pour le droit aux garderies, pour l'émancipation des femmes!*, Supplément à *La Forge*, Montréal, 1976.

⁹⁶ « SOS Garderie adopte le programme de la LC(ml)C », *La Forge*, vol. 1, n° 20, 21 octobre 1976, page 3.

Le travail de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein de SOS-Garderie fut par la suite si important que dès mars 1978, les militants de l'Outaouais soutenaient que la section régionale de SOS-Garderie comptait 7 sympathisants⁹⁷ de la Ligue sur les quelque 35 membres de l'organisme. Par ailleurs, un document datant de décembre 1980, intitulé « Bilan du travail dans les organisations de masse (SOS, coop)⁹⁸ », stipulait clairement que la Ligue avait été portée à la direction de SOS-Garderie. C'est probablement pour ces raisons que les rédacteurs de *La Forge* ne manqueront plus une occasion de chanter les louanges de SOS-Garderie⁹⁹.

En ce qui a trait à l'ADDS (Montréal métropolitain) les choses se présentèrent un peu différemment, mais illustre malgré tout très bien le travail des militants de la Ligue. D'abord, une des premières fois où il fut question de l'ADDS (Montréal métropolitain) dans les pages de *La Forge*, c'était pour faire l'éloge de ses luttes contre les politiques du Parti Québécois¹⁰⁰. Les ADDS (soit les Associations pour la défense des droits sociaux) furent créées pour unir les assistés sociaux et leur permettre de

⁹⁷ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages.

⁹⁸ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-9/1, Bilan du travail dans les organisations de masse (SOS, coop), décembre 1980.

⁹⁹ Cf. « Les Garderies : droit du peuple ou droit des femmes? », *La Forge*, vol. 1, n° 22, 18 novembre 1976, page 8; « Plus de 500 personnes à l'assemblée de SOS Garderie », *La Forge*, vol. 2, n° 4, 17 février 1977, page 2; « À Montréal, SOS accentue la lutte contre la CECM », *La Forge*, vol. 2, n°11, 28 mai 1977, page 15; « En Lutte sabote la lutte des garderies! », *La Forge*, vol. 2, n° 17, 14 octobre 1977, page 2; « Le mouvement pour des garderies se renforce », *La Forge*, vol. 3, n° 3, 3 février 1978, page 12; « Les Garderies : droit du peuple ou droit des femmes? », *La Forge*, vol. 1, n° 22, 18 novembre 1976, page 12; « SOS riposte à l'attaque », *La Forge*, vol. 3, n° 16, 25 août 1978, page 4; « Sept garderies en grève de loyer », *La Forge*, vol. 5, n° 10, 14 mars 1980, page 4.

¹⁰⁰ « Les assistés-sociaux s'unissent contre l'État bourgeois », *La Forge*, vol. 1, n° 6, 11 mars 1976, page 2.

lutter pour leurs droits. Toutefois, les éloges des ADDS devaient rapidement faire place à des actions planifiées de la Ligue pour en prendre le contrôle de l'intérieur. C'est pourquoi, après avoir travaillé aux côtés de la Ligue¹⁰¹, l'ADDS (Montréal métropolitain) exclut un local qu'elle considérait trop infiltré par les militants de la Ligue, soit l'ADDS-St-Henri.

"L'ADDS St-Henri s'exclut lui-même du mouvement ADDS par son mauvais fonctionnement, par le type de travail qu'il fait auprès des assistés sociaux du quartier (il s'est coupé des assistés sociaux) et par la position qu'il avance dans le mouvement (reconnaissance de la direction de la LC(ml)C en principe)". (procès verbal du 26 avril 1976)¹⁰².

La Lune de miel aura été de courte durée. La Ligue et les rédacteurs de *La Forge* s'évertuèrent alors à discréditer le travail de l'ADDS (Montréal métropolitain) et à blanchir l'ADDS exclue.

Cette ligne politique défendue par la direction de l'ADDS-MM est fondamentalement une ligne réformiste. En attendant qu'ils soient supposément "prêts", l'ADDS-MM fait l'agitation uniquement sur la lutte contre les mesures répressives de la refonte, sans aller plus loin, sans expliquer aux assistés sociaux les causes de leur oppression et quelle est la solution pour en finir avec tous leurs problèmes¹⁰³.

¹⁰¹ « Réunion de quartier pour organiser la riposte », *La Forge*, vol. 1, n° 6, 11 mars 1976, page 5.

¹⁰² Procès-verbal cité in « Un geste contre les assistés-sociaux et les communistes », *La Forge*, vol. 1, n° 12, 3 juin 1976, page 2.

¹⁰³ « Un geste contre les assistés-sociaux et les communistes », *art. cit.*

Et les rédacteurs de *La Forge* de poursuivre : « En fermant le local [St-Henri], l'ADDS espère se débarrasser des militants de la LC(ml)C qui ont mené la lutte contre leur direction réformiste et pour les droits fondamentaux des assistés sociaux¹⁰⁴ ».

C'est dans optique que les dirigeants de la Ligue rendirent publique une brochure intitulée *Contre le réformisme, pour une ADDS de lutte de classe*¹⁰⁵. Cette brochure proposait — un peu comme dans le cas de SOS-Garderie — un programme politique que devrait adopter l'assemblée de l'ADDS (Montréal-métropolitain). C'est alors qu'une lutte ouverte au sein même de l'ADDS-MM se déclara.

Pour lutter contre ce geste anti-démocratique [exclusion du local St-Henri] les anciens membres du local, *sous la direction de la Ligue* [nos italiques], ont mis sur pied le Comité de lutte pour la réintégration du local St-Henri. [...] De plus la Ligue a produit un texte-programme qui critique la direction réformiste et donne une perspective claire afin de transformer l'ADDS en une véritable organisation de masse qui lutte fermement pour les intérêts des assistés sociaux et appuie la lutte pour le socialisme. Le caractère réformiste du document ressort clairement quand il affirme que "si tous les chemins mènent à Rome et que plusieurs chemins mènent à l'ADDS, nous croyons que beaucoup de chemins peuvent mener au socialisme". En fait de réformisme et de mépris pour les masses et la révolution socialiste, on peut difficilement faire mieux!¹⁰⁶

Il semble bien que suite à ce Congrès de l'ADDS-MM, les militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada n'eurent plus le même pouvoir sur le

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ cf. « Contre le réformisme, pour une ADDS de lutte de classe », *La Forge*, vol. 1, n° 21, 4 novembre 1976, page 2.

¹⁰⁶ « Le Congrès de l'ADDS », *La Forge*, vol. 1, n° 23, 2 décembre 1976, page 11.

fonctionnement interne de celle-ci. Toutefois, contrairement à ce qui fut le cas dans d'autres groupes populaires, il semble plutôt que l'ADDS-MM se rapprocha du groupe En Lutte! plus qu'elle ne retrouva son fonctionnement à base citoyenne originelle¹⁰⁷.

Ces deux exemples, ce nous semble, présentent très bien le travail que cherchaient accomplir les militants de la Ligue une fois au sein de l'organisation de groupes populaires. Or, qu'en était-il en Outaouais?

Les rapports d'activités des militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada de l'Outaouais¹⁰⁸ sont très exhaustifs sur le travail qu'ils y accomplissaient. Il est à noter que les rapports d'activités ne semblent pas avoir été un exercice propre aux militants de l'Outaouais. Il apparaît en effet que toutes les sections du district du Québec réalisait un travail similaire¹⁰⁹.

¹⁰⁷ Cf. « À l'ADDS de Montréal — une journée de formation sur les groupes politiques », *En Lutte*, vol. 5, n° 6, page 12.

¹⁰⁸ UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages ; UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, mars 1979, 4 pages ; UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, octobre 1979, 5 pages ; UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, janvier 1981, 30 pages ; UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, 20 septembre 1981, 13 pages.

¹⁰⁹ Cf. UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6* ensemble de documents issus des sections Extrême-Est, Laurentides, Montréal-Centre, Montréal-Est, Montréal-Nord, Montréal-Rive-Sud, Montréal-Sud-Ouest, Valleyfield, Montréal-Ouest et Estrie-Outaouais du district du Québec de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada.

Ce qui paraît immédiatement à la lecture de ces rapports d'activités des militants de l'Outaouais, c'est que malgré leurs dires et leurs priorités, le travail en usine demeurait très lacunaire en Outaouais. Les militants de la Ligue semblaient en effet avoir beaucoup plus de succès auprès des employés d'institutions de santé (Hôpital Sacré-Cœur, Centre hospitalier Pierre-Janet¹¹⁰ et Pavillon du Parc¹¹¹). Ainsi, selon le Plan de travail de mars 1978, l'organisation de la cellule territoriale se présentait comme suit :

Tableau 2 : Structure organisationnelle de la Ligue en Outaouais en 1978¹¹²

Structure	Division des structures	Lieu d'action	Nombre de membres ou sympathisants
Cellule territoriale			3 camarades
3 Groupes d'étude	1 en usine	EB Eddy-CIP	2 sympathisants (dont un seul ouvrier)
	1 en syndicat	CSN	3 sympathisants
	1 en quartier	SOS-Garderie	8 sympathisants
		Logement-va-pu Jeunesse	
3 Cercles de lecture	1 en syndicat	CSN	Environ 19 sympathisants
	1 en quartier	<i>Non spécifié</i>	
	1 groupe de jeunes	<i>Non spécifié</i>	

Source : UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978.

Le Rapport politique de mars 1979 ne dresse pas un bien meilleur bilan de l'action en usine. Ce rapport fait en effet état qu'un cercle de lecture fut établi chez la EB

¹¹⁰ Centre hospitalier spécialisé dans les problèmes de santé mentale.

¹¹¹ Institution se spécialisant dans les soins aux personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

¹¹² Il est à noter que ce tableau ne reflète que les sympathisants ou les membres qui étaient actifs dans les groupes d'étude et les cercles de lecture. Il put y avoir d'autres membres et d'autres sympathisants qui ne participaient pas à ces activités, mais demeuraient actifs à d'autres niveaux.

Eddy, mais que sur les 4 sympathisants, il y avait un défaitiste et un autre qui n'était qu'un « anarchiste chialeux¹¹³ ». Aussi, ce qui semblait beaucoup plus intéressant pour les militants de la Ligue, c'était les syndicats, les comités de quartier et les institutions de santé. Le Rapport politique d'octobre 1979 souligne que la Ligue a des militants et des sympathisants au sein de l'équipe des travailleurs de l'Hôpital Sacré-Cœur, du Pavillon du Parc, du CLSC, du centre hospitalier Pierre-Janet, chez les étudiants et dans les quartiers.

Au cours des années cependant, le portrait se modifia un tant soit peu. Par exemple, la place que prenaient les fonctionnaires des nouveaux édifices fédéraux et provinciaux était de plus en plus importante. C'est sans doute pour cette raison que le Rapport du 20 septembre 1981¹¹⁴ stipule qu'une sympathisante de la Ligue dirigeait la lutte contre l'air vicié des Terrasse des Chaudières¹¹⁵ en cherchant l'appui du syndicat de la fonction publique du Canada¹¹⁶. D'autres militants de la Ligue semblaient aussi vouloir cibler les employés fédéraux. Ce même rapport mentionne aussi qu'un certain Robert était responsable des actions auprès des fonctionnaires.

Par ailleurs, si l'action des militants de la Ligue semblait se centrer autour des comités de quartiers (nous y reviendrons plus en détail), des syndicats et des institutions de soin de santé, il apparaît que l'accent fut de plus en plus mis sur ces

¹¹³ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, mars 1979, 9 pages.

¹¹⁴ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, 20 septembre 1981, 13 pages.

¹¹⁵ Nouvel édifice où travaillent des fonctionnaires fédéraux.

¹¹⁶ Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC).

dernières. En effet, si le rapport du 20 septembre 1981¹¹⁷ affirme qu'il n'y avait plus que des amis au sein de l'Hôpital Sacré-Cœur, il n'en demeure pas moins qu'outre le Centre hospitalier Pierre-Janet, le Pavillon du Parc et le CLSC, le Plan de travail de janvier 1981¹¹⁸ soutient que les militants de la Ligue avaient alors des sympathisants dans les rangs des travailleurs du Centre hospitalier de la Piéta¹¹⁹.

¹¹⁷ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, 20 septembre 1981, 13 pages.

¹¹⁸ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, janvier 1981, 30 pages.

¹¹⁹ Centre hospitalier de soins de longue durée.

Tableau 3 : Présence de la Ligue dans le milieu communautaire outaouais

Rapports	Informations sur l'effectif	Activités	Secteurs	Objectifs
Plan de travail, mars 1978	7 sympathisants à SOS-Garderie; vaste majorité des 15 membres de Logement-va-pu; 2 sympathisants et un camarade dans la Société Canada-Chine (dont 2 sur l'exécutif); 3 camarades compose la cellule territoriale; environ 32 sympathisants dans les cercles de lecteurs et dans les groupes d'étude.	Agitation-propagande; 3 Cercles de lecteurs; 3 Groupes d'étude; Contacts; question nationale; Droit au travail	SOS-Garderie; Logement-va-pu; Société Canada-Chine; Pâte et papier; CSN; Garderie populaire; Ateliers des jeunes	Faire de 6 des sympathisants des membres; Créer un groupe d'étude en quartier; Créer un cercle de lecteurs dans le secteur des pâtes et papier.
Rapport politique, mars 1979	6 camarades; 1 sympathisant à l'hôpital Sacré-Cœur; 4 sympathisants dans le cercle d'étude de EB Eddy	Agitation-propagande; Lutte de santé sécurité chez EB Eddy; Lutte contre les mises à pied à l'hôpital; Activités au sein des syndicats; Contacts; Création d'un groupe d'étude dans les pâtes et papier	Pâte et papier; CSN; Hôpital; Quartier; Logement; Garderie; Étudiant; Société Canada-Chine	Cherche à rallier des sympathisants dont 1 dans les comités de logements, 1 à la CSN et 4 chez les étudiants et un certain nombre venant d'Ottawa (surtout des étudiants).
Rapport politique, octobre 1979	5 sympathisants veulent devenir membres; perdu 1 camarade; 2 sympathisants à l'hôpital; 1 sympathisants au Pavillon du Parc; plusieurs sympathisants chez Bell	Agitation-propagande	Eddy; Hôpital; Pavillon du Parc; Bell; Front Commun; Quartier; Pâte et papier; Étudiants; Pierre-Janet; CLSC	Créer 4 groupes d'intégration; Rallier 12 sympathisants (dont 5 à Ottawa)
Plan de travail, janvier 1981	3 sympathisants à la CSN	consolidation	Pâte et papier; santé; fonctionnaires; CSN; étudiants; Foyer; Hôpital, Pierre-Janet; Traducteurs; assistés sociaux; Pavillon du Parc	Diffuser <i>La Forge</i> (10-Eddy, 10-hôpital, 20-Cégep, 20-centre d'achat. 30-8 mars).
Rapport politique, sept. 1981	1 camarade et 3 sympathisants au Pavillon du Parc; 1 camarade et 2 sympathisants au Comité de soutien pour le Salvador.	Un affaiblissement paraît inévitable du côté de Hull; laisse le travail de planification à la cellule d'Ottawa qui se concentre sur le travail chez les fonctionnaires; travail d'organisation auprès des fonctionnaires de Terrasse des Chaudières dans leur lutte contre « l'air vicié »; distribution à l'extérieur de l'hôpital	AFPC; CSN; Santé; Pavillon du Parc, Comité de soutien pour le Salvador; Terrasse des Chaudières; hôpital	Attente de ce que nous suggérera la cellule d'Ottawa; envoyer une camarade dans le comité femme de la CSN.

Sources : UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages ; UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, mars 1979, 4 pages ; UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, octobre 1979, 5 pages ; UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, janvier 1981, 30 pages ; UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, 20 septembre 1981, 13 pages.

De toutes ces présences dans le milieu outaouais, il ne reste pas trace. Toutefois, les comités de quartiers et les groupes populaires furent beaucoup plus durement touchés par l'action des militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. À titre d'exemple, étudions la présence de la Ligue au sein des groupes Logement-va-pu (groupe créé par l'AGIH et, par la suite, affilié au RCCH) et SOS-Garderie (groupe qui, à Hull, regroupait quelque 35 membres et 4 garderies populaires).

Comme nous l'avons vu, la présence des militants de la Ligue au sein de Logement-va-pu était généralement admise. Notre étude démontre cette présence sans l'ombre d'un doute¹²⁰. Toutefois, que nous apprennent les documents internes à la Ligue sur l'action des militants travaillant à Logement-va-pu? Selon le Plan de travail de mars 1978¹²¹, les militants de la Ligue évaluaient que le groupe Logement-va-pu comprenait un effectif de quelque 15 membres dont la « vaste majorité sont des sympathisants dont quelques prolétaires¹²² ».

Les plans de travail successifs soutiennent aussi que les militants de la Ligue font un travail impressionnant sur le front du logement. Le Rapport politique de mars 1979¹²³ affirme en ce sens que le militant « Jacqu. », travaillant dans le groupe traitant de la

¹²⁰ Cf. supra, chapitre III.

¹²¹ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages.

¹²² *Ibid.*

¹²³ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, mars 1979, 9 pages.

question du logement venait de rallier la Ligue et le Rapport politique d'octobre 1979¹²⁴ soutient que le travail en quartier avançait bien.

La Forge donne aussi des indices de l'importance de la lutte du logement pour les communistes. Ainsi le 20 janvier 1977 un article de *La Forge* intitulé « Pas de logis pour le peuple travailleur¹²⁵ » affirmait que :

Le logement est un front de lutte important pour les communistes et ils y ont un rôle important à jouer. À travers ces luttes ils expliquent que le capitalisme est la vraie cause des évictions, des démolitions, de toute la crise du logement. Ils montrent que le logement ne sera véritablement un droit pour le peuple qu'au moment où la classe ouvrière au pouvoir sous le socialisme le garantira. Les communistes dénoncent aussi le cul-de-sac des solutions réformistes et mettent de l'avant la lutte classe contre classe pour en finir avec ces rapaces bourgeois qui s'engraissent sur notre dos alors qu'on n'a même pas de quoi se loger¹²⁶.

C'est dans cette optique que lorsqu'ils furent confrontés par les citoyens, les militants de la Ligue travaillant à Logement-va-pu rédigeaient une lettre¹²⁷ leur étant adressées et dans laquelle, ils tentaient de mettre en lumière le travail accompli. Nous nous permettons d'en citer ici un large extrait qui explique bien ce que les militants de la Ligue au sein de Logement-va-pu disaient apporter à la lutte.

¹²⁴ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Rapport politique, octobre 1979.

¹²⁵ « Pas de logis pour le peuple travailleur », *La Forge*, vol. 2, n° 2, 20 janvier 1977, page 11.

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Lettre adressée « à ceux que ça concerne », datée du 21 juin 1978 et signée par « Les militants de la Ligue travaillant à Logement-va-pu ». (cf. annexes)

Pour savoir si le travail des militants de la Ligue dans les groupes populaires est une bonne ou une mauvaise chose, il faut répondre aux questions suivantes.

1- Ces groupes défendent-ils concrètement les intérêts immédiats des travailleurs?

Pour le groupe Logement-va-pu il suffit de rappeler la lutte des lumières, celles de la rue Bilodeau, celle du Châteauneuf et Val-Boisé, celle de St-Rédempteur¹²⁸. [...]

Ces groupes rejoignent-ils vraiment les travailleurs et les rallie-t-il à leur groupe?

Pour Logement-va-pu, plusieurs centaines de locataires ont été visités sur la rue Bilodeau, St-Rédempteur, Val-Boisé, Châteauneuf-Boisé, St-Henri, St-Hyacinthe, Notre-Dame, Champlain, etc.

Plusieurs nouveaux membres actifs se sont ajoutés [sic] depuis un an. Les travailleurs sont largement majoritaires par rapport aux membres d'origine intellectuelle et petite-bourgeoise.

Et il en est de même pour SOS-Garderie (secteur Dussault, autour du Parc Fontaine, St-Bernadette [sic], secteur Wrightville, etc.)

Nul doute alors que ces groupes se sont renforcés pour le plus grand bénéfice des travailleurs.

Alors faut-il s'opposer aux militants de la Ligue parce qu'ils ont opté pour le socialisme par la révolution. On peut répondre à ça par deux questions :

.Est-ce si sûr que faire la révolution pour un Canada socialiste soit une mauvaise chose pour les travailleurs. Pensons à la Chine où il n'y a ni chômage, ni inflation, pas de crise de logement, des soins et des médicaments suffisants et à bon marché, des revenus suffisants et des occupations valorisantes pour les vieillards, etc.

On peut ne pas être d'accord. Ce n'est pas une raison pour faire la chasse aux sorcières. Laissons ça aux capitalistes.

.Les groupes populaires ne sont-ils pas ouverts à toutes les tendances politiques? Les gens ne sont-ils pas libres d'émettre leurs opinions et d'en convaincre les autres? C'est ça la vraie démocratie. Et les militants de la Ligue veulent la plus large démocratie pour tous les exploités.

Pourquoi alors craindre la Ligue ou même être anti-Ligue, puisque notre travail est dans le plus grand intérêt de tous les travailleurs?¹²⁹

¹²⁸ Ces exemples font références à autant de luttes que menèrent les militants de Logement-va-pu dans l'Île de Hull. Malheureusement, certaines de celles-ci nous sont inconnues. Toutefois, nous savons que la « lutte des lumières » était la demande de Logement-va-pu d'installer des feux de circulation pour faciliter la traverse des piétons (surtout des personnes âgées) sur le nouveau boulevard Sacré-Cœur; Châteauneuf et Val-Boisé sont des édifices à logements où Logement-va-pu intervint pour empêcher des hausses de loyers exagérées; et St-Rédempteur réfère au risque d'expropriation auquel faisaient face les résidents de la rue Saint-Rédempteur (les expropriations eurent lieu et l'on retrouve maintenant à cet endroit une école secondaire, une aréna et une caserne de pompiers).

¹²⁹ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Lettre adressée « à ceux que ça concerne », datée du 21 juin 1978 et signée par « Les militants de la Ligue travaillant à Logement-va-pu ». (cf. annexes)

Ce long extrait nous en apprend beaucoup sur la perception que les militants de la Ligue avaient du travail qu'ils faisaient. Nous verrons toutefois, dans la section suivante, que cette perception était loin de faire unanimité au sein des groupes populaires outaouais.

Pour mettre un terme à l'exploration des activités de la Ligue en Outaouais, citons un article de *La Forge* qui traite du travail que faisait le groupe Logement-va-pu en Outaouais.

C'est donc clair que les travailleurs-locataires de ces deux gros blocs [le Val-Boisé et le Châteauneuf-Boisé] ne doivent compter que sur leur unité et leur combativité pour ne pas payer l'augmentation. Retenir ensemble le loyer, poser des affiches, faire une manifestation contre la SCHL, comme en 1974, voilà ce que le groupe Logement-va-pu et certains locataires mettent de l'avant au Val-Boisé et Châteauneuf-Boisé¹³⁰.

Il existait, dans les années 1970 à Hull, un autre groupe qui regroupait une forte proportion de militants de la Ligue. SOS-Garderie, comme nous l'avons vu plus haut¹³¹, était une organisation d'échelle provinciale fortement influencée par les directives de la Ligue. Qu'en était-il cependant de son pendant régional outaouais?

¹³⁰ « À Hull, l'État augmente les loyers de plus de 40% en 3 ans », *La Forge*, vol. 3, n° 3, 3 février 1978, page 12.

¹³¹ Cf. supra, chapitre III.

Le Plan de travail de mars 1978 nous éclaire à ce niveau. Le chercheur peut en effet y lire que « En été 1976, les femmes du Centre des femmes (dont plusieurs rallient la L.) ont décidé de bâtir SOS après le Congrès 76. Une sympathisante travaille à la Garderie populaire et un lecteur travaille à une garderie post-scolaire¹³² ». Ledit Plan de travail mentionne aussi les luttes menées par SOS-Garderie dans les deux années précédant sa rédaction. Ainsi, il est mention de la lutte que SOS-Garderie mena avec la Garderie populaire pour avoir des locaux gratuits et de celle qu'elle mena avec les Ateliers jeunesse et la Garderie Saint-Rédempteur contre la Commission scolaire Outaouais-Hull (CSOH)¹³³.

Le Plan de travail de mars 1978 poursuit en soulignant que SOS-Garderie regroupait 7 sympathisants de la Ligue sur les quelque 35 membres de l'organisme. Toutefois, le Plan de travail note que les membres et sympathisants de la Ligue au sein de SOS-Garderie ne rallient ni parents, ni moniteurs, ni prolétaires¹³⁴. Le chercheur peut donc en conclure que les militants de la Ligue étaient pour l'essentiel, soit des administrateurs, soit des membres solidaires.

Le chercheur y découvre aussi que les militants percevaient beaucoup d'hostilité envers la Ligue dans les garderies populaires. Leur autocritique en ce sens¹³⁵

¹³² UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages.

¹³³ Nous reviendrons sur cette lutte dans la section suivante.

¹³⁴ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages.

¹³⁵ La grande majorité des bilans et rapports des militants de la Ligue contiennent une section dite « autocritique » à l'intérieur de laquelle ceux-ci devaient analyser leurs erreurs de parcours et tenter d'y trouver des solutions. Le concept d'autocritique est en soit un concept intéressant, mais fut poussé

affirmait qu'ils firent preuve de « dirigisme¹³⁶ » en imposant leurs idées au groupe. Toutefois, les militants de la Ligue ne furent pas en reste, comme en témoigne cet extrait de la lettre citée plus haut :

Pour SOS-Garderie, le soutien à la garderie populaire pour le local du Parc Fontaine, la tentative de partir une garderie dans le projet Dussault, le soutien aux ateliers pour un local et la tentative d'union de la garderie populaire, atelier et St-Rédempteur dans la lutte pour des locaux, saboté par la campagne de salissage du groupe anti-unité¹³⁷.

Les rédacteurs de *La Forge* mentionnèrent aussi les activités des militants de SOS-Garderie Outaouais. Par exemple, en janvier 1978, SOS-Garderie tint son deuxième Congrès. *La Forge* affirmait alors que : « Pour réaliser ce projet, des mesures concrètes ont été adoptées par les 41 délégués, élus par les membres de SOS à Hull, Victoriaville, la Rive-Sud de Montréal, Joliette et Sept-îles. [...] À Hull des garderies post-scolaires se sont regroupées pour mener ensemble la lutte pour des locaux dans les écoles¹³⁸. »

à l'extrême lors des odieux Procès de Moscou, dans les années 1930, alors que Staline exigea de milliers de militants qu'ils avouent des erreurs inventées et qui servaient à blanchir le gouvernement soviétique.

¹³⁶ UQAM. SAGD, fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-6d/2, Plan de travail, mars 1978, 43 pages.

¹³⁷ Transcription fidèle. En somme, les militants de la Ligue affirment que SOS-Garderie a soutenu les luttes des Ateliers jeunesse, de la Garderie St-Rédempteur, de la Garderie populaire, mais que ses efforts furent sabotés par un groupe « anti-unité ». Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Lettre adressée « à ce que ça concerne », datée du 21 juin 1978 et signée par « Les militants de la Ligue travaillant à Logement-va-pu ». (cf. annexes)

¹³⁸ « Le mouvement pour des garderies gratuites se renforce », *La Forge*, vol. 3, n° 3, 3 février 1978, page 12.

Un autre exemple des actions des militants de SOS-Garderie se retrouvant aussi dans *La Forge* fut l'occupation par les membres de SOS-Garderie des bureaux du Parti québécois.

Huit bureaux de députés et de ministres péquistes dans différents comtés du Québec ont été occupés simultanément le 14 mai par SOS Garderies.

À Montréal, Longueuil, Joliette et Hull, près d'une dizaine de garderies et de projets de garderies ont participé à cette action dans le but d'obtenir du PQ des locaux gratuits dans les édifices publics¹³⁹.

Il est donc aisé de constater que ces groupes et les militants qui y œuvraient étaient relativement occupés. Pour terminer, un dernier entrefilet de *La Forge* qui vient encore mettre en évidence le précieux travail des communistes de Hull.

À Hull, 80 personnes, la plupart d'origine ouvrière, se sont réunies pour participer à l'assemblée [assemblées organisées par la Ligue à travers la Province à l'occasion du 1^{er} mai] et visiter des kiosques sur le logement, sur la garderie populaire et voir un diaporama régional sur le 1^{er} Mai dans l'Outaouais¹⁴⁰.

Dans l'ensemble, la présente section démontre bien toute la portée du travail des militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein de différents

¹³⁹ « SOS Garderies occupe des bureaux du PQ dans plusieurs comtés », *La Forge*, vol 4, n° 19, 18 mai 1979, page 5.

¹⁴⁰ « Au Québec, participation enthousiaste aux assemblées communistes », *La Forge*, vol. 2, n° 10, 12 mai 1977, page 7.

groupes populaires québécois et outaouais. Nous avons en effet bien pris conscience de l'action de la Ligue au sein des groupes SOS-Garderie (à l'échelle provinciale), ADDS, Logement-va-pu et de la section régionale outaouaise de SOS-Garderie.

CHAPITRE IV

LES LUTTES INTERNES DANS RCCH (1975-1978)

Maintenant que nos recherches ont bien démontrées et définies ce qu'étaient les principaux objectifs de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, quelles étaient les méthodes et les grands concepts philosophiques qu'elle prônait et, surtout, dans quelle mesure elle voulait être et était impliquée dans le fonctionnement même de plusieurs groupes populaires comme le groupe SOS-Garderie à l'échelle provinciale, l'ADDS de Montréal, le groupe Logement-va-pu et le RCCH de Hull, la question demeure : quel a pu être son impact réel sur le fonctionnement de ces organismes?

Pour répondre à cette interrogation, nous nous proposons d'étudier en profondeur le fonctionnement du RCCH à une période critique de son évolution. D'abord, il importe de souligner que ce qui nous intéressa *a priori* dans l'expérience du RCCH fut justement les crises internes qu'il connut entre 1975 et 1978. Ces crises furent si virulentes qu'elles semblent avoir été la principale cause de sa perte, alors qu'entre

temps des accusations fusaient de toute part jusqu'à ce qu'elles culminent dans les médias, comme nous l'avons vu plus haut¹⁴¹.

Le RCCH, comme nous l'avons souligné plus haut, connut d'importantes luttes internes au cours de toute son histoire (1973 à 1978¹⁴²). Cependant ce n'est réellement qu'à partir de mars 1977 que ces luttes devinrent violentes au point d'apparaître, en quelques mois, irrémédiables. Comment expliquer la violence de ces crises? Est-ce qu'il est possible que les militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada qui, nous l'avons précédemment démontré, étaient présents dans les groupes populaires de l'Île de Hull, puissent avoir joué un rôle dans ces luttes fratricides?

L'ÉVOLUTION DES STATUTS DU RCCH

Tout semble avoir débuter avec le dépôt du Rapport Viau¹⁴³. Après la transformation de l'AGIH en RCCH, la question du fonctionnement et de l'organisation interne de l'organisme se posa violemment. Pour répondre à cet impératif, les comités de

¹⁴¹ « 8 familles quittent et dénoncent la Ligue marxiste-léniniste », *art. cit.* ; « Le groupe de parents et non la Ligue communiste tentait de contrôler la Garderie », *art. cit.* ; « La Ligue communiste ne contrôle pas le groupe Logement-va-pu », *art. cit.* (cf. annexes)

¹⁴² À noter que le RCCH existe toujours officiellement en 2004, mais n'a plus aucune activité.

¹⁴³ Pierre Viau et al., *Rapport Viau* (Hull, 1975) In Roger Poirier, *Qui a volé la rue Principale?*, Montréal, Départ, 1986, pages 306-309.

citoyens membres du RCCH demandèrent à un groupe de citoyens¹⁴⁴ de réaliser une étude de la situation et de réellement chercher à comprendre ce que les groupes populaires recherchaient et avaient besoin. Les conclusions de cette étude furent rendues publiques au début de l'année 1975 sous le nom de Rapport Viau.

Le Rapport Viau vint d'abord confirmer le fonctionnement à base de comités de quartier du RCCH. Selon ce fonctionnement, chaque section de la ville de Hull devait se constituer d'un comité de quartier qui siègerait à l'assemblée générale du RCCH et qui ferait valoir les intérêts et besoins des habitants de leur quartier.

Par ailleurs, le Rapport Viau vint aussi mettre en perspective l'importance de doter le RCCH d'un Comité de coordination. Ce Comité de coordination devait faire office d'instance décisionnelle pour les questions ne relevant pas de l'assemblée générale.

Les auteurs du Rapport Viau poursuivaient en recommandant au RCCH de se doter de différents comités qui auraient comme mandat d'explorer les diverses facettes de la vie dans la ville de Hull. Par exemple, il fut suggéré de créer des comités de loisir, d'école, de santé, de personnes âgées, de garderies, de lieux de travail, de logement, etc. Ainsi, le Rapport Viau voulait véritablement regrouper toutes les facettes des besoins des habitants de la ville de Hull au sein d'une organisation.

¹⁴⁴ Les membres de ce comité étaient des militants de longue date du milieu communautaire hullois, et leur crédibilité faisait, à l'époque, unanimité. Ces membres étaient Pierre Viau (Pierre Viau était le Provincial des Capucins en 2002, il est donc plus que probable qu'il était déjà alors un Capucin), Robert Guimond, Jacques Leroux (ACEF) et Monique Pellerin (comité de quartier Laurier).

Il est à noter que le Rapport Viau présente déjà un portrait fort différent des statuts qu'avait l'AGIH depuis 1967. En effet, au contraire des mandats de l'AGIH qui ne suggéraient que d'informer le gouvernement des revendications des citoyens, les auteurs de ce rapport affirmaient que l'objectif principal d'un regroupement comme celui du RCCH devait être de devenir « une force de rassemblement des travailleurs de Hull pour prendre le pouvoir¹⁴⁵. » Il est à noter toutefois que la question de donner au RCCH une stricte orientation politique y était complètement absente.

Malgré la teneur du Rapport Viau et quoiqu'il souligne l'urgence de réorganiser les groupes populaires de Hull (il suggérait qu'en date du 31 décembre 1975, tous les comités de quartiers soient mis en place, consolidés et ouvrent, dans les quartiers, d'autres fronts de lutte que celui du logement), il appert, qu'à la fin de l'été 1975, rien n'avait encore été fait. En effet, au mois d'août 1975, certains membres du RCCH rendirent public un document qui affirmait que les recommandations du Rapport Viau étaient restées lettres mortes¹⁴⁶.

Les membres signataires de ce document réitéraient l'importance de suivre les recommandations du Rapport Viau et l'échéancier qu'il dressait. Ce document semble confirmer qu'il y avait, dès cette date, des conflits internes au RCCH sur ce qui devait advenir de ses statuts malgré l'unanimité qu'avaient tenté de créer les auteurs du Rapport Viau. Les griefs des membres du RCCH devaient pourtant rester

¹⁴⁵ Pierre Viau et al., *loc. cit.*

¹⁴⁶ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Document (2), août 1975. (cf. annexes).

eux aussi sans réponse pour plus d'un an encore, date à laquelle le Comité de coordination — comité rassemblant l'essentiel des pouvoirs décisionnels — lance une toute autre proposition quant à l'organisation des groupes populaires de Hull.

C'est, en effet, en novembre 1976 que le Comité de coordination du RCCH rendait public un tout nouveau document¹⁴⁷. Ce document, intitulé *Projet de regroupement des organisations populaires de l'Outaouais*, venait mettre en lumière ce que devait être, aux yeux des membres du Comité de coordination, les changements à apporter dans l'organisation du RCCH. D'abord, le Comité de coordination annonçait un changement de cap majeur. En effet, le Comité de coordination soutenait que le RCCH devait dès lors se doter d'une orientation politique précise lui permettant de prendre position sur l'échiquier politique. Le Comité de coordination affirmait donc que la lutte devait maintenant passer par le volet politique des choses et non plus uniquement par l'organisation communautaire.

Il est aisé de comprendre toute l'ampleur de cette annonce. Le RCCH, comme l'AGIH avant lui, s'était toujours vanté d'accepter tous les citoyens ayant des griefs ou des besoins particuliers. Au départ, il y avait même eu création d'un comité de propriétaires. L'orientation politique des membres n'avait jamais été un facteur de préoccupations. Soudainement, la question se posait le plus crûment qui soit. L'élaboration d'une telle orientation politique sous-entendait en effet que tous les

¹⁴⁷ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Comité de coordination du RCCH, *Projet de regroupement des organisations populaires de l'Outaouais*, novembre 1976. (cf. annexes)

groupes membres du RCCH devaient maintenant se rallier sous un drapeau idéologique commun, celui choisit par le Comité de coordination. Dans la même veine, le Comité de coordination suggérait de travailler à « amener les groupes non populaires ou leurs membres à se démasquer¹⁴⁸. »

Qui plus est, le Comité de coordination soutenait aussi que le RCCH devait devenir non plus un regroupement de comités de citoyens de citoyens comme son nom l'indiquait encore, mais bien un regroupement de groupes populaires. Se posait maintenant cruellement la différence entre comités de citoyens et groupes populaires. Le Comité de coordination l'expliquait comme suit : « un groupe populaire est un groupe qui vise à regrouper sur une base large autonome une couche particulière du peuple travailleur et lutter pour la défense de son bien-être, le plus souvent pour un droit particulier¹⁴⁹. » Ainsi, pour la première fois au sein du mouvement communautaire de l'Outaouais, l'expression « groupes populaires » était strictement définie. *Le Projet de regroupement des organisations populaires de l'Outaouais* identifiait même ce qui ne devait pas être reconnu comme étant un groupe populaire.

Est le contraire de cette définition tout groupe qui est d'une quelconque façon (financièrement, idéologiquement) intégré aux institutions de la bourgeoisie (ses organisations économiques et son État) : cette intégration se traduit généralement par le fait que de tels groupes non populaires limitent leur activité à fournir des services individuels et/ou collectifs¹⁵⁰.

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

Ainsi, tout groupe qui n'avait pas de base politique et qui ne cherchait pas à organiser les travailleurs était dès lors considéré comme « non populaire » et ne pouvait plus être membre du RCCH. Les recommandations du Rapport Viau étaient par le fait même réduites à néant.

Ce document marque un tournant décisif dans l'histoire organisationnelle du RCCH. En effet, l'élaboration d'une orientation politique et la greffe d'une définition stricte à des termes qui avaient été utilisés sans autre pensée depuis les débuts de l'AGIH en 1968 viennent mettre en lumière une attitude complètement différente de ce qu'elle avait été jusqu'alors. Un durcissement de ton apparaissait au grand jour. Le Comité de coordination avait tout simplement passé outre les recommandations du Rapport Viau pour suggérer ses propres statuts et objectifs.

Au début de l'année 1977, le Comité de coordination rendait public un autre document, *Proposition de restructuration du RCCH*¹⁵¹, dans lequel il réitérait ce qu'il croyait devoir être les statuts du RCCH, c'est-à-dire un regroupement de groupes populaires. Ce document, reprenant l'essentiel des recommandations faites précédemment quant aux changements à apporter à la structure organisationnelle du

¹⁵¹ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Comité de coordination du RCCH, *Proposition de restructuration du RCCH*, 21 mars 1977. (cf. annexes)

RCCH, était pourtant plus élaboré que le précédent et tentait de mieux expliquer en quoi le Comité de coordination considérait cette restructuration nécessaire.

Le Comité de coordination y expliquait donc que les comités de quartier dont parlait le Rapport Viau ne pouvaient être perçus que comme « une conséquence d'une orientation politique réformiste¹⁵² » et ne pourraient jamais faire avancer la « lutte ». Dans cette optique, le Comité de coordination laissait le soin de critiquer plus exhaustivement les comités de quartier à Logement-va-pu¹⁵³, groupe populaire qui avait déjà fait une autocritique politique¹⁵⁴ en 1976¹⁵⁵. Par ailleurs, ce document venait définitivement asseoir, à l'aide de trois critères très stricts, ce qui devait être perçu comme étant un groupe populaire « authentique » et ce qui n'était qu'un groupe « non populaire ». Selon le Comité de coordination, pour être considéré comme groupe populaire il fallait :

1. que le groupe s'adresse aux travailleurs(es) et défende leurs droits et intérêts. Par exemple, la Chambre de Commerce ne répond pas à ce critère.
2. qu'il vise à les regrouper largement. Par exemple, l'ACEF répond au premier critère mais non à celui-ci.
3. qu'il soit, par sa structure ou son orientation, indépendant de tout contrôle direct de l'État ou de toute autre organisation économique ou sociale de la bourgeoisie. Par exemple le groupe d'assistés-sociaux que tente de mettre sur pied la Clinique juridique dite Populaire de Hull répond aux deux premiers critères mais non à celui-ci¹⁵⁶.

¹⁵² *Ibid.*

¹⁵³ groupe que nous connaissons maintenant un peu mieux (cf. supra, chapitres II et III)

¹⁵⁴ voir au sujet des autocritiques, la note 135.

¹⁵⁵ Les militants du groupe Logement-va-pu, *Autocritique*, in. Roger Poirier, *Qui a volé la rue Principale?*, Montréal, Départ, 1986, pages 310-312.

¹⁵⁶ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Comité de coordination du RCCH, *Proposition de restructuration du RCCH*, 21 mars 1977. (cf. annexes)

Ces critères peuvent peut-être sembler anodins et sans intérêt, cependant ils sont on ne peut plus représentatifs de la lente prise de contrôle par des militants ayant un strict agenda politique qui se tramait alors au sein du Comité de coordination du RCCH. En effet, ces critères excluaient nombre d'organismes qui furent créés et administrés par des citoyens de l'Île de Hull pour la simple raison qu'ils n'avaient pas d'objectifs politiques bien définis.

De surcroît, ces critères excluaient tout groupe qui ne cherchait pas à regrouper, mais tout simplement à aider les citoyens dans le besoin comme c'était le cas de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF), du Dispensaire du citoyen et des Centres d'animation familiale (CAF). Ainsi, en ajoutant ces critères à la volonté de donner une orientation politique bien définie, il apparaît évident que le RCCH n'était plus qu'une unité centralisée au sein de laquelle ne pouvaient évoluer que les représentants des groupes sélectionnés comme étant « authentiquement » populaires. Toutes ces recommandations seront, malgré tout, acceptées par l'assemblée générale du RCCH le premier juin 1977¹⁵⁷.

Sur la base des recommandations faites en début d'année 1977, de l'acceptation de ces recommandations par l'assemblée générale du RCCH en juin 1977 et de la

¹⁵⁷ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Comité de coordination du RCCH, *Invitation à un réunion pour les groupes populaires et leurs membres*, 3 octobre 1977. (cf. annexes)

rencontre informelle des membres du RCCH au mois d'octobre 1977, le Comité de coordination du RCCH décida, au début de l'année 1978, de convoquer une rencontre multilatérale des groupes populaires et autres comités de citoyens en date du 8 mars 1978 pour y réitérer la nouvelle orientation du RCCH et tenter de l'expliquer aux différents acteurs du milieu qui ne demeuraient pas complètement convaincus. Il est aisé de conclure, de par cette volonté de justifier à nouveau leurs propositions, qu'il y avait une opposition soutenue à ce que tentait de faire le Comité de coordination.

Le document préparatoire de cette rencontre, intitulé *Projet de statuts du Rassemblement des groupes populaires de l'Outaouais (RGPO)*¹⁵⁸, est pourtant beaucoup plus radical dans son orientation que tous les différents documents précédents. Le Comité de coordination semble vouloir y signer définitivement l'arrêt de mort des comités de quartier. Qui plus est, en plus des trois critères que devaient remplir un organisme pour être considéré comme groupe populaire par le RCCH, s'ajoutent, avec ce document, trois autres conditions préalables à leur acceptation au sein du RCCH, à savoir :

- en faire une demande écrite
- exister depuis au moins six mois
- accepter les présents statuts¹⁵⁹

¹⁵⁸ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Comité de coordination du RCCH, *Projet de statuts du Rassemblement des groupes populaires de l'Outaouais (RGPO)*, 8 mars 1978. (cf. annexes)

¹⁵⁹ *Ibid.*

Ces ajouts quant aux règles régissant l'admission des membres du RCCH vinrent encore une fois alourdir le processus d'acceptation. En effet, outre le fait que déjà avec la stricte définition mise de l'avant quant à ce qu'est un groupe populaire dit authentique, il fallait que les groupes populaires reconnus comme tel par le RCCH qui voulaient en devenir membre acceptent tous les statuts de celui-ci sans exception (y compris l'orientation politique) et qu'il existe depuis au moins six mois. Ainsi le Comité de coordination pouvait-il se permettre de ne pas inviter à participer aux rencontres du RCCH des groupes comme le Comité École qui, à la fin de 1977, n'existait que depuis 3 mois. De plus en plus de raisons officielles existaient pour exclure des comités du RCCH et de ses délibérations.

De surcroît, le Comité de coordination du RCCH expliquait dans ce document ce que devaient être les structures internes du RCCH, structures qui devenaient de plus en plus complexes. Les exemples les plus frappants d'une certaine forme de centralisation dans les structures que proposait le Comité de coordination du RCCH sont les procédures de convocation de l'assemblée générale et du comité de délégués. En effet, ces deux paliers décisionnels du RCCH ne pouvaient être convoqués respectivement que par le Comité de coordination et le coordonnateur. Ainsi, le pouvoir de convoquer une assemblée ou une rencontre n'était du ressort que de quelques personnes et non de tout groupe de membres qui pouvait en sentir le besoin. Nous verrons que cet état de fait posa de sérieux problèmes par la suite.

Par ailleurs, il est important de souligner que le document préparatoire de la rencontre du 8 mars 1978 décrit aussi relativement bien l'organisation interne des paliers décisionnels du RCCH. Ainsi, l'organisation du comité de délégués y est définie comme suit : « [le comité de délégués] se compose de deux délégués par groupe affilié; les délégués sont responsables devant leur groupe, et ils doivent leur rendre compte de ce qui se passe au comité¹⁶⁰ ». Aussi, est-il évident qu'à partir de cette date, tout membre individuel est complètement exclu et qu'uniquement les membres élus par leur groupe respectif ont le droit de siéger à ce comité. L'organisation suggérée est maintenant très loin de ce qu'elle était à ses débuts et encore plus loin de ce qu'elle était dans les années où l'AGIH comptait quelque 115 membres individuels.

Cette exploration de l'évolution structurelle du RCCH et des recommandations de son Comité de coordination permet de prendre conscience de toute l'ampleur de la radicalisation du RCCH lui-même. L'analyse des différents documents constitutionnels du RCCH entre les années 1975 et 1978 démontre sans équivoque possible un durcissement important dans ses objectifs et dans ses statuts. Le RCCH passait d'un regroupement de comités de citoyens à un regroupement de groupes populaires dit authentiques avec une stricte orientation politique. L'élaboration de cette « orientation politique définie » et la définition de ce qui devait être entendu comme étant un « groupe populaire authentique » sont autant d'exemples

¹⁶⁰ *Ibid.*

significatifs de ce durcissement du ton, ton qui s'apparentait de plus en plus à celui qui se retrouvait dans les écrits de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada¹⁶¹. La suite des événements démontra que cette radicalisation, loin de faire unanimité, créa une scission importante et définitive.

LA RADICALISATION ET LES LUTTES QU'ELLE FIT NAÎTRE

Durant cette période de transformation des statuts du RCCH, d'autres événements se tramaient qui eurent aussi leur rôle à jouer dans ce qui advint du RCCH. Un exemple significatif de ce que nous appellerons ici les « éléments catalyseurs » de la rupture interne du RCCH est le différend qui faisait rage entre la Garderie Saint-Rédempteur et l'Atelier des Jeunes au début de l'année 1978.

À cette époque, l'Atelier des Jeunes et différents autres groupes tels la Garderie Saint-Rédempteur et SOS-Garderie (groupe que nous connaissons relativement bien maintenant¹⁶²) étaient à organiser des négociations avec la Commission scolaire Outaouais-Hull (CSOH) pour avoir accès à des locaux gratuits¹⁶³. Ces négociations semblent avoir été relativement ardues et les groupes concernés formèrent ce qu'ils appelèrent un comité de lutte.

¹⁶¹ cf. les cas de l'ADDS-MM et de SOS-Garderie tels qu'expliqués dans le chapitre III.

¹⁶² cf. supra, chapitre III.

¹⁶³ cf. supra, chapitre III.

En date du 13 février 1978, le comité de lutte devait se rencontrer, mais la Garderie Saint-Rédempteur refusa de s'y présenter et fit une demande quant au report de la rencontre à une date ultérieure. Le 17 février, une lettre fut envoyée par l'Atelier des Jeunes aux parents de la Garderie Saint-Rédempteur critiquant leur décision de retarder la rencontre du comité de lutte et leur rappelant que la lutte devait se faire de façon solidaire¹⁶⁴.

En réponse à cette accusation à peine voilée de nuire à la lutte, la Garderie Saint-Rédempteur rédigea, en date du 21 février, une lettre explicative¹⁶⁵ dans laquelle ses membres justifiaient leur décision de retarder la rencontre du comité de lutte et surtout dénonçaient l'attitude d'une représentante de SOS-Garderie qui, passant outre le parent mandaté par la Garderie Saint-Rédempteur pour expliquer leur décision, visita trois parents de la Garderie le soir du 13 février en exigeant des explications.

Ainsi, cet événement qui semble banal *a priori* devint très représentatif de ce qui se passait à l'époque dans le milieu communautaire de Hull. En effet, SOS-Garderie et l'Atelier des Jeunes entretenaient des relations étroites avec le Comité de coordination du RCCH. Or, nous avons vu que celui-ci proposait une radicalisation de la lutte de plus en plus importante. Ce durcissement venait parfaitement s'inscrire

¹⁶⁴ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, *lettre aux parents et travailleurs de la Garderie St. Rédempteur*, rédigée par l'Atelier des Jeunes et datée du 17 février 1978. (cf. annexes)

¹⁶⁵ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, *lettre aux parents et travailleurs des Ateliers des Jeunes*, rédigée par la Garderie Saint-Rédempteur et datée du 21 février 1978. (cf. annexes).

dans la dynamique de cet événement. Un groupe — en l'occurrence la Garderie Saint-Rédempteur — doit rendre des comptes quant à sa décision de demander de retarder la réunion du comité de lutte. Que dire de l'autonomie théorique des groupes à prendre des décisions internes et à se retirer d'activités précises? Que dire du fonctionnement démocratique des comités en relations étroites avec le RCCH? À la lumière de cet événement, il apparaît que la relation entre des groupes qui devaient être égaux était teintée d'une hiérarchie implicite.

Par ailleurs, un document rendu public le 27 février 1978 par le « Groupe des 6¹⁶⁶ », montre que cet événement était perçu par certains organismes comme s'inscrivant dans une perspective plus large de perte d'autonomie des groupes indépendants¹⁶⁷. Cette missive, ou plutôt cet acte d'accusation du Groupe des 6 affirmait que, non seulement SOS-Garderie dépassait les limites du convenable dans les relations entre organismes communautaires¹⁶⁸ mais que, de surcroît, le RCCH ne répondait plus aux attentes de ses membres et des autres groupes communautaires de Hull et que partant, la tenue d'une rencontre traitant des objectifs des groupes populaires était impérative. Il y est écrit que « les groupes populaires subissent à l'heure actuelle des attaques, remettant leur existence en question, en provenance tant du

¹⁶⁶ Ce qui s'appelait à l'époque le Groupe des 6 était en fait le regroupement des six groupes suivants : ACEF, Comptoir alimentaire de Gatineau, Comité École, Garderie Saint-Rédempteur, Rassemblement populaire de l'Île (RPL) et le Dispensaire du citoyen.

¹⁶⁷ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, *Lettre aux membres de groupes populaires*, signée par le Groupe des 6 et datant du 27 février 1978. (cf. annexes)

¹⁶⁸ Ce qui n'est pas sans rappeler les déboires de SOS-Garderie à Montréal (cf. supra, chapitre III).

groupe SOS garderie que de groupes de droite comme Anti-Pauvreté et le CDC¹⁶⁹ ».

Cette lettre met en lumière toute l'importance de cet événement dans le milieu communautaire de l'Île de Hull en 1978, surtout lorsque le chercheur considère que certains membres du « Groupe des 6 » avaient été exclus du RCCH par la radicalisation des statuts de 1976-1977¹⁷⁰. Il y avait réellement une lutte ouverte entre différents comités qui se regroupent maintenant en « factions ». Il est maintenant évident qu'il ne s'agit pas là de banalités. Au début 1978, les groupes populaires de Hull n'étaient vraisemblablement plus en mesure de fonctionner de façon concertée et un manque flagrant de confiance régnait de part et d'autre.

C'est dans cette atmosphère pour le moins trouble qu'aura lieu, quelques mois plus tard, la scission définitive du RCCH. En effet, le Groupe des 6 n'ayant eu aucune réponse à leur demande d'organiser une rencontre où il serait question de la situation des groupes populaires de Hull, une demi-douzaine de membres de différents comités firent parvenir une lettre au coordonnateur du RCCH, appelant à la

¹⁶⁹ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, *lettre aux parents et travailleurs des Ateliers des Jeunes*, rédigée par la Garderie Saint-Rédempteur et datée du 21 février 1978. (cf. annexes).

¹⁷⁰ C'était le cas de l'ACEF qui ne répondait plus aux exigences des statuts du RCCH pour être reconnue comme un « groupe authentiquement populaire » (cf. Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Comité de coordination du RCCH, *Proposition de restructuration du RCCH*, 21 mars 1977, cf. annexes).

convocation d'une assemblée générale extraordinaire du RCCH en date du 15 juin 1978¹⁷¹.

Cependant, comme nous l'avons vu plus haut, la convocation d'une assemblée générale ne pouvant être faite que par un vote unanime du Comité de coordination, la demande fut refusée par un vote de deux contre deux. Ainsi, « étant donné le climat de haine et l'état de division en deux camps¹⁷² » au sein du RCCH, le Comité de coordination refusa de tenir une assemblée générale spéciale. La tension est plus que palpable. De l'aveu même de la coordination, un violent conflit était sur le point d'éclater. La solution à ce conflit, selon la coordination, était de tenter de l'ignorer jusqu'à ce que le climat se calme. Les membres du Groupe des 6 ne l'entendaient pas de cette façon.

Des suites de ce refus du Comité de coordination de convoquer une assemblée générale spéciale, ces groupes membres décidèrent de la convoquer eux-mêmes pour le 21 juin¹⁷³. En réponse à cet avis de convocation, le coordonnateur du RCCH déclara que « toute réunion non convoquée dûment par la décision majoritaire de la coordination actuelle est illégale¹⁷⁴ ».

¹⁷¹ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, *Lettre à Serge Bordeleau*, 6 juin 1978. (cf. annexes)

¹⁷² Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, *Compte rendu de la coordination*, signé par Serge Bordeleau et daté du 12 juin 1978. (cf. annexes)

¹⁷³ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, *Avis de Convocation*, 15 juin 1978. (cf. annexes)

¹⁷⁴ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Serge Bordeleau, *À qui de droit*, 19 juin 1978. (cf. annexes)

C'est à ce moment que les deux membres du Comité de coordination qui étaient en faveur de la tenue d'une assemblée générale firent savoir que, selon eux, la convocation des membres, ajoutée à leur approbation en tant de membres du Comité de coordination, ne pouvait qu'être des plus démocratiques et devait être prise comme la pure volonté des membres. « Nous le [l'avis de convocation] considérons comme parfaitement régulier et respectant les règles du fonctionnement démocratique d'une organisation qui appartient à ses membres¹⁷⁵ ». Ainsi est-il évident que les crises au sein du RCCH divisaient jusqu'à la coordination elle-même.

L'assemblée générale extraordinaire se tint finalement le 21 juin 1978¹⁷⁶ sans la participation des deux membres du Comité de coordination qui avaient refusé sa convocation. Cette assemblée devait marquer l'histoire du RCCH d'un tournant décisif, tournant qui allait avoir des répercussions importantes dans le paysage communautaire de Hull pour les années à venir.

Le Procès verbal de cette assemblée générale extraordinaire¹⁷⁷ jette un éclairage particulier sur la suite des événements. Lors de cette rencontre, il fut d'abord décidé d'élire un nouveau coordonnateur en la personne de Robert Guimond. Ensuite, les 20 membres présents à cette assemblée générale approuvèrent une proposition selon laquelle

¹⁷⁵ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Yolande Duval et Isidore Ostiguy, *lettre à M. Serge Bordeleau*, 20 juin 1978. (cf. annexes)

¹⁷⁶ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, *Rapport de l'assemblée générale et spéciale du RCCH du 21 juin 1978*, 21 juin 1978. (cf. annexes)

¹⁷⁷ *Ibid.*

Le groupe de militants du RCCH constate le non-fonctionnement du regroupement à former et que les règlements du RCCH, en vigueur et non abolis, s'appliquent de nouveau et que l'ancienne structure soit de nouveau en force, c'est-à-dire le conseil de direction composé des représentants des groupes suivants : Santé, 3^e âge, Chantiers-Éducatifs, RPL, le comité du Parc Fontaine étant disparu et la clinique juridique s'étant retiré [sic]¹⁷⁸.

Ainsi, non seulement la constitution du RCCH revenait à ce qu'elle était en 1973, mais de surcroît, l'effectif même du regroupement se trouvait radicalement changé. Tous les groupes exclus par les changements dans les statuts des trois dernières années étaient dès lors réintégrés. Toute la radicalisation des années 1975 à 1978 n'était plus de ce RCCH dit du 21 juin. Six jours plus tard, le 27 juin 1978, l'ancien coordonnateur du RCCH était remercié de ses fonctions¹⁷⁹.

Cependant, ce retour aux sources était lui-même loin de faire unanimité. En effet, des groupes tels Logement-va-pu, SOS-Garderie et la Garderie Populaire de Hull, qui avaient appuyé les modifications présentées par la coordination entre 1975 et 1978, allaient continuer de nier la légitimité des changements apportés lors de l'assemblée générale du 21 juin (à laquelle ils ne participèrent pas) et, par le fait le même, continuer d'agir comme si le RCCH n'avait jamais eu d'assemblée générale à cette date.

¹⁷⁸ *Ibid.*

¹⁷⁹ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Robert Guimond, *Lettre à M. Serge Bordeleau*, 27 juin 1978. (cf. annexes)

C'est dans ce climat qu'évoluaient les différents groupes populaires de Hull lorsque le diocèse de Hull décida de vendre un bâtiment lui appartenant, mais hébergeant les locaux d'un des comités du milieu, la Garderie Populaire de Hull (GPH)¹⁸⁰. Il faut comprendre qu'à l'époque, les locaux abordables étaient des plus difficiles à trouver¹⁸¹. C'était d'ailleurs un des principaux griefs de l'ensemble des groupes populaires de Hull depuis le début des expropriations et de la spéculation foncière dans l'Île de Hull. En réaction à l'annonce de la vente par le diocèse de Hull du 156 de la rue Notre-Dame, la coordonnatrice de la GPH¹⁸² pris donc la décision de faire, elle-même, une offre d'achat sur le bâtiment pour le montant de un dollar. C'était sans compter la réalité explosive du milieu populaire.

Le diocèse affirma, en réponse à cette offre de la part de la GPH, que bien qu'il serait des plus favorables à laisser le bâtiment en priorité à des groupes populaires, il fallait tout de même que ceux-ci fassent une offre couvrant au moins le prix coûtant de la maison, soit quelque 20 000\$¹⁸³. Justifiant ainsi sa décision de ne pas répondre à l'offre de la GPH, le vicaire épiscopal du diocèse expliqua que, de surcroît, la GPH avait depuis longtemps elle-même brisé son bail en plus d'avoir plus de quatre mois

¹⁸⁰ « La Garderie populaire menacée d'expulsion », *Le Droit*, le 5 juillet 1978.

¹⁸¹ cf., entre autres, Caroline Andrew; Serge Bordeleau et Alain Guimont, *L'Urbanisation : une affaire, l'appropriation du sol et l'État local dans l'Outaouais québécois*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1981, 248 pages.

¹⁸² Il faut se rappeler ce que nous avons découvert sur la Garderie populaire de Hull et sa porte-parole, Mme Nicole Gaboury-Bonhomme (cf. supra, chapitre III, page 55).

¹⁸³ « Le Diocèse garde la priorité aux groupes populaires », *Le Droit*, le 7 juillet 1978.

d'arréage dans le paiement de son loyer et n'était, par conséquent, aucunement équipée pour entreprendre l'achat d'un tel bâtiment¹⁸⁴.

C'est alors que les membres du RCCH, dit du 21 juin, passant outre l'offre faite par la GPH, firent eux-mêmes une offre d'achat au prix coûtant sur la maison¹⁸⁵. Il est aisé de comprendre la frustration que purent ressentir les responsables de la GPH de se faire ainsi couper l'herbe sous les pieds par un regroupement dont ils ne reconnaissaient même pas l'existence. Le 11 juillet, la GPH organisa une chétive manifestation devant les locaux du diocèse et réitéra son offre de un dollar¹⁸⁶. Le diocèse décida néanmoins d'agir sur l'offre faite par le RCCH du 21 juin et lui céda la maison le lendemain¹⁸⁷.

La réaction de la GPH face à cette situation fut des plus violentes. Le 15 juillet, la GPH fit paraître dans le quotidien régional un communiqué disant que les parents de la GPH étaient victimes d'un complot entre ce qu'elle appelle le « soi-disant RCCH » (soit le RCCH du 21 juin) et le diocèse¹⁸⁸. « Nous considérons le groupe qui se nomme le "RCCH" comme des saboteurs de notre lutte. Les dirigeants de ce groupe ont fait une offre qui concurrençait la nôtre sans nous consulter, ni même nous en informer¹⁸⁹ ». Il est évident que la GPH, si elle reconnut alors l'existence d'un nouveau RCCH, n'en reconnut pas pour autant la légitimité. Par ailleurs, pour la

¹⁸⁴ *Ibid.*

¹⁸⁵ « Garderie populaire de Hull : le RCCH fait une offre à l'évêché », *Le Droit*, le 11 juillet 1978.

¹⁸⁶ « Jeunes enfants aux premières lignes », *Le Droit*, le 12 juillet 1978.

¹⁸⁷ « L'évêché vend sa maison aux comités de citoyens », *Le Droit*, le 13 juillet 1978.

¹⁸⁸ « Il y aurait eu complot entre le RCCH et le diocèse de Hull », *Le Droit*, le 15 juillet 1978.

¹⁸⁹ *Ibid.*

première fois, les médias sentirent qu'il y avait anguille sous roche quant à cette histoire de « soi-disant RCCH ».

De leur côté, les membres du RCCH du 21 juin se réjouirent de la décision du diocèse de leur vendre la maison en question. De surcroît, le porte-parole de l'ACEF, voulant se faire rassurant, affirma le jour même que l'achat de la maison ne changeait en rien les dispositions prises avec la GPH quant à l'accès aux locaux et que, par conséquent, elle pourrait y rester aussi longtemps qu'elle le voudrait. Le porte-parole de l'ACEF ajouta toutefois une mise en garde sévère. La GPH pourrait rester dans ses locaux « pour autant que la Garderie sera contrôlée par les parents¹⁹⁰ ». La notion de dépossession des citoyens était, pour la première fois, clairement posée.

Il appert manifeste que la crise au sein des groupes populaires était tout sauf terminée. Les accusations de part et d'autre se succédèrent. Les uns accusèrent les autres de sabotage qui, en réponse, les accusèrent d'avoir un fonctionnement anti-démocratique.

Aussi le 15 juillet semble-t-il avoir été une date charnière dans toute cette histoire. Pour la première fois des accusations ouvertes entre différents groupes populaires de Hull sont portées sur la place publique. Le front uni que le milieu communautaire

¹⁹⁰ *Ibid.*

de Hull avait su maintenir pendant plus de 10 ans semblait sérieusement compromis. La GPH dénonça le sabotage de sa lutte par ce qu'elle qualifiait de « soi-disant RCCH » et, dans la même foulée, remit en question la légitimité même du RCCH du 21 juin. Pour sa part, le RCCH du 21 juin affirma, par l'intermédiaire du porte-parole de l'ACEF, que la GPH n'était plus sous contrôle des parents, mais bien aux mains d'un groupe non identifié pour l'instant, mais qui n'allait pourtant pas rester longtemps anonyme. En effet, le spectre de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada planait depuis un certain temps sur les activités des citoyens de Hull¹⁹¹.

Essentiellement, il apparaît que tous les groupes n'ayant jamais reconnu la légitimité des changements pris lors de l'assemblée générale du 21 juin 1978 s'opposèrent aux actions du RCCH dit du 21 juin. Ainsi Logement-va-pu, SOS-Garderie et la GPH firent-ils front commun contre les décisions du RCCH du 21 juin quelles qu'elles soient alors que tous les groupes membres qui prirent la décision de refondre les statuts du regroupement sur ceux de 1973 restèrent fermement convaincus de la légitimité de leurs actions.

¹⁹¹ Des militants savaient depuis un certain temps que des groupes d'action politique étaient présents dans les groupes populaires de Hull et avaient compris leur rôle dans l'évolution de l'unité organisationnelle du RCCH et de ses groupes membres. À ce sujet, le chercheur pourra lire en marge du document *Proposition de restructuration du RCCH* du 21 mars 1977 (cf. annexes) l'inscription manuscrite suivante : « L'unité organisationnelle des groupes contrôlés en partie ou entièrement par la Ligue. Cela permettrait de donner l'illusion d'une simple unité organisationnelle, alors qu'en réalité toutes les décisions importantes seraient prises par la Ligue ». De plus, comme nous le mentionnions plus haut (cf. supra, chapitre III), la présence de la Ligue dans des organismes comme SOS-Garderie ou l'ADDS-MM était alors de notoriété publique, et ce, depuis 1976.

De son côté, dans une lettre envoyée au diocèse le 12 juillet¹⁹², l'ancien coordonnateur du RCCH exprime sa surprise de voir que le RCCH dont il fut et reste, selon lui, le coordonnateur ait fait une offre d'achat pour le 156 Notre-Dame. Celui-ci soutenait alors que cette offre ne tenait à rien de plus qu'à un problème interne au RCCH et ne devait aucunement être considérée comme légitime. Il est évident que cette lettre ne produisit pas l'effet escompté. Pourtant, cette lettre démontre bien le capharnaüm ambiant (deux RCCH, deux coordonnateurs, deux politiques, etc.).

Le 17 juillet 1978 se produisit un événement qui reste extraordinaire dans le domaine des garderies populaires ou autres. Une famille fut expulsée de la GPH pour « trahison¹⁹³ ». En effet, le 17 juillet, les membres de la Garderie populaire de Hull décidèrent d'expulser deux parents et leurs enfants parce qu'ils n'avaient pas assisté à la manifestation du 11 juillet et parce qu'ils auraient fourni des informations au RCCH quant au fonctionnement de la GPH. Ces membres étaient des militants de longue date qui œuvraient au sein du RCCH. Par ailleurs, et plus significatif encore, ceux-ci évoluaient aussi au sein des Chantiers-Éducatifs et de la Garderie Saint-Rédempteur, groupes qui étaient associés au RCCH du 21 juin. Qui plus est, un de ces parents avait même contribué à la rédaction du Rapport Viau.

¹⁹² Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Serge Bordeleau, *Lettre envoyée au conseil d'administration du Diocèse de Hull*, 12 juillet 1978. (cf. annexes)

¹⁹³ « 8 familles quittent et dénoncent la Ligue marxiste-léniniste », *art. cit.* et « Le groupe de parents et non la Ligue communiste tentait de contrôler la Garderie », *art. cit.* (cf. annexes)

Tentant de justifier la décision prise par la GPH, son porte-parole affirma que « ce n'[était] pas à cause de leur opinion sur le soi-disant RCCH, mais bien à cause de leur trahison qu'ils [avaient] été expulsés¹⁹⁴ ».

Tableau 4 : Quelques groupes populaires de Hull en 1978

Groupes affiliés au RCCH du 21 juin à l'été 1978	Groupes affiliés à l'ancien RCCH à l'été 1978
<ul style="list-style-type: none"> • Garderie Saint-Rédempteur • Chantiers-Éducatifs • Coopérative alimentaire de Gatineau • Dispensaire du citoyen de Hull • RPL • ACEF • Comité 3^e âge 	<ul style="list-style-type: none"> • Logement-va-pu • Garderie populaire de Hull (GPH) • SOS Garderie • Atelier des jeunes

Source : Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull et articles du journal *Le Droit*, 1978.

Ces expulsions vinrent mettre en lumière un problème évident dans l'organisation des groupes populaires de Hull et pour la première fois des groupes d'action politique sont identifiés et dénoncés publiquement pour leurs actions en leur sein. Le 18 juillet 1978, des membres de la GPH dénoncèrent dans le quotidien de la région la présence de la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada dans différents groupes populaires de l'Outaouais.

¹⁹⁴ « Le groupe de parents et non la Ligue communiste tentait de contrôler la Garderie », *art. cit.* (cf. annexes)

Elle [la Ligue communiste] prend la direction, provoque des débats, cherche les conflits, puis s'empare du contrôle. C'est ce qui s'est produit à SOS Garderie et à Logement-va-pu, deux organismes qui sont maintenant dirigés par la Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada¹⁹⁵.

Tentant de justifier leurs actions, les militants de la Ligue travaillant au sein de la Garderie populaire de Hull soutinrent qu'ils avaient toujours fait un travail démocratique au sein de cet organisme et affirmèrent « Ce n'est pas la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada qui a essayé de contrôler la Garderie populaire de Hull, mais bien le groupe de parents qui s'en est retiré après avoir échoué¹⁹⁶ ».

À ce sujet, il est intéressant de noter que des militants des comptoirs alimentaires de Montréal reprirent cette formule presque mots pour mots lorsqu'ils furent accusés de vouloir contrôler le groupe : « Mais Marie Boulanger, un porte-parole des huit comptoirs, a déclaré aux journalistes : "Ce ne sont pas les communistes qui ont paralysé notre travail, ce sont ces douze-là [un groupe de douze personnes qui ont quitté les comptoirs alimentaires]."¹⁹⁷ »

¹⁹⁵ « 8 familles quittent et dénoncent la Ligue marxiste-léniniste », *art. cit.* (cf. annexes).

¹⁹⁶ « Le groupe de parents et non la Ligue communiste tentait de contrôler la Garderie », *art. cit.* (cf. annexes).

¹⁹⁷ « Les comptoirs alimentaires réfutent les attaques anticommunistes », *La Forge*, vol. 4, n° 33, 28 septembre 1979, page 3.

Des suites de ces événements, la confiance dans le RCCH, dans Logement-va-pu et dans les membres qui composaient les groupes affiliés à ceux-ci chuta rapidement. Le RCCH du 21 juin lui-même eut de grandes difficultés à se sortir du borbier politique et organisationnel dans lequel il s'était pris. En quelques années à peine, les deux RCCH disparurent presque complètement et Logement-va-pu se saborda. Isidore Ostiguy (membre « dissident » du Comité de coordination du RCCH qui avait appuyé la tenue de l'assemblée générale du 21 juin et qui fut le premier animateur du comité des assistés sociaux, le Regroupement populaire de libération), de son côté, travailla à fonder le groupe Logemen'occupe qui connut un impressionnant succès dans les années 1980 et 1990 et qui continue à être des plus actifs. En ce qui a trait à la Garderie populaire de Hull, elle existe toujours sous une forme complètement différente, toujours à la même adresse. Elle est maintenant une garderie haut de gamme où l'on ne retrouve que très peu de parents travailleurs au sens où on l'entendait dans les années 1960 et 1970.

Cette série d'événements semble être des plus significatives dans la mesure où elle est un point tournant important du développement des groupes populaires de l'Île de Hull et dans la mesure où elle éclaire violemment l'impact que pu avoir les militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada sur les groupes au sein desquels ils travaillaient. À travers l'étude de quelques documents qui sont parvenus jusqu'à nous, le chercheur en arrive à dresser un portrait des plus fascinants des

luttres qui animaient les groupes populaires du Québec des années 1970, et ce, autant sur le plan social, sociétal que purement interne à leurs organisations mêmes.

L'analyse des crises internes aux groupes populaires de Hull entre 1975 et 1978 et plus précisément des crises internes au RCCH lui-même nous fournit quelques indices quant à la portée de celles-ci . En effet, la crise du comité de lutte contre la CSOH au début 1978, la crise de l'Assemblée générale extraordinaire du 21 juin 1978 et ultimement la crise de la Garderie populaire de Hull en juillet 1978, permettent de brosser un tableau réaliste des forces en présence. La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada était présente au sein des groupes populaires de Hull et le climat de crises internes perpétuelles porte à croire que des membres de ce groupe d'action politique utilisaient les postes de pouvoir auxquels ils avaient su se hisser pour laminer leurs objectifs politiques sur les groupes populaires, et ce, jusqu'à ce que certains citoyens prennent conscience qu'ils ne contrôlaient plus leurs groupes et que ceux-ci s'embarquaient sur des routes qu'ils ne choisissaient pas.

Aussi est-ce à l'aide de ce que certains historiens et politologues appellent une bureaucratisation par le haut¹⁹⁸, que les groupes d'action politique réussirent à avoir quelque pouvoir au sein des groupes populaires.

¹⁹⁸ Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, Paris, 2001, © 1990, 586 pages.

CONCLUSIONS

À la lecture de la présente lecture, il apparaît que nous pouvons décliner ses conclusions sous quatre angles qui sont à la fois distincts et complémentaires. Ces quatre angles se présentent ainsi :

1. Quels furent les objectifs officiels de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada et quels moyens elle privilégiait pour leur atteinte?
2. Est-ce que la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada fut réellement présente dans les milieux populaires québécois?
3. Quelles furent les activités de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein des groupes qu'elle ciblait?
4. Existe-t-il un exemple concret des conséquences qu'eurent les activités de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein d'un groupe populaire quelconque?

Les principales conclusions de la présente étude peuvent donc se résumer comme suit. D'abord, l'objectif principal de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, selon ce qui qu'en dit *La Forge* et *Octobre*, organes officiels de la Ligue, était la création d'un parti authentiquement révolutionnaire. Les militants de la Ligue devaient en ce sens chercher à rallier les éléments les plus avancés du prolétariat. Pour ce faire, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils mirent en place une organisation qui paraît hautement structurée (direction, *La Forge*, *Octobre*, cellule

territoriale, cellule d'entreprise, groupe d'étude et comité de lecteurs) qui devait leur permettre de présenter leur ligne politique au plus de militants potentiels.

Ce que la présente étude démontre toutefois à cet effet, c'est que, quoiqu'il soit possible de voir dans les échelons inférieurs de cette structure une certaine forme de démocratie, plus un sympathisant gravit ces échelons, moins il a droit à la dissidence. Dès sa participation au groupe d'étude, il est appelé à apprendre à comprendre la ligne politique de la Ligue et à la défendre. La notion du « centralisme démocratique » vient, ce nous semble, sceller la possibilité d'appels des militants. *La Forge* soutient à ce titre que « Ses dirigeants et orientations [ceux et celles de la Ligue] sont choisis au moyen de discussions libres et démocratiques alors que le centralisme assure une orientation et une direction unifiées nécessaires pour diriger la lutte de classes¹⁹⁹ ». En fait, ce que cela signifie, c'est qu'une fois une décision prise par la direction, il n'est plus possible pour les « camarades » de la critiquer, ils doivent y souscrire.

Par ailleurs, l'analyse des articles, à la fois de *La Forge* et d'*Octobre*, nous permet de croire que ces techniques ne fonctionnaient pas outre mesure. Il y est mention en effet d'une usine de quelque 1 000 employés qui ne compte que 3 membres ouvriers au sein de la cellule d'entreprise²⁰⁰. Aussi semble-t-il plausible que les militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada ne se limitèrent pas à ces structures pour leurs actions.

¹⁹⁹ « Le parti fondé sur la démocratie et la discipline », *La Forge*, vol. 4, n° 19, 18 mai 1979, page 11.

²⁰⁰ « Rencontre avec les camarades de la cellule », *Octobre*, n° 9 (automne 1980), page 103.

C'est à ce niveau que la présente étude apporte la démonstration de la présence de la Ligue au sein des groupes populaires québécois. D'abord, l'étude des archives du fonds du Parti communiste ouvrier²⁰¹ nous permet de prendre conscience qu'il existait bel et bien une volonté — et ce, dès 1975 — d'infiltrer les groupes populaires existants. À ce titre, le chercheur peut lire, dans un document daté de décembre 1975 que

Nous devons cependant travailler résolument au sein des groupes existants. Nous devons de plus chercher à travailler là où c'est possible en front uni avec certains groupes afin d'étendre ainsi [sic] l'influence de la Ligue. [...]Les cellules devront y mener la lutte la plus énergique contre les réformistes et le réformisme qui y est [le] courant dominant²⁰².

Il est donc évident que les groupes populaires existants devaient être une cible privilégiée par les militants de la Ligue, en prenant bien garde toutefois de réorienter ceux-ci sur la voie révolutionnaire.

Les archives du fonds du Parti communiste ouvrier, ainsi que les publications officielles de la Ligue et des quotidiens régionaux, nous permettent de surcroît de juger de l'importance de la présence de la Ligue au sein de tels groupes. Les

²⁰¹ UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P.

²⁰² UQAM. SAGD, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P-9/1, « Travail de quartier et cellule de quartier », conseil central de la Ligue communiste (marxiste-Léniniste) du Canada, décembre 1975, 10 pages.

documents font mention de groupes tels SOS-Garderie, Logement-va-pu, l'ADDS-MM, les comptoirs alimentaires de Montréal, la Garderie populaire de Hull et bien d'autres. Il existe même des documents et des articles qui cherchent à justifier le travail de la Ligue dans ces groupes.

À ce titre, la présente étude nous donne aussi un éclairage révélateur des activités de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein des groupes populaires québécois. Elle démontre en effet que la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada cherchait souvent à prendre le contrôle de ces organismes en plaçant de ses membres ou sympathisants dans des postes d'autorité. Qui a déjà travaillé au sein de groupes populaires sait qu'il est relativement aisé — étant donné la charge de travail que cela demande — pour quelqu'un qui le veut vraiment d'atteindre des postes décisionnels. C'est ce que d'aucuns nomment le noyautage²⁰³.

Ainsi, au sein de SOS-Garderie ou de l'ADDS-MM, il y eut des débats houleux sur les objectifs qu'ils devaient privilégier. L'étude de documents d'archives, présente néanmoins le lourd travail que certains de ces organismes purent accomplir en très peu de temps. L'exemple de Logement-va-pu nous semble à cet effet patent. En

²⁰³ Nous avons eu récemment un exemple patent de noyautage au sein d'un groupe aussi important et reconnu que le Sierra Club. En effet, il y aurait, au sein de cet organisme, un groupe d'individus qui chercherait à y obtenir des postes de direction pour laminer leurs opinions anti-immigration sur les objectifs de l'organisme (cf. « Anti-migrants plan coup at 100-year-old green group », *The Guardian*, le vendredi 23 janvier 2004).

quelques années, et avec la participation active de militants de la Ligue, ce groupe réussit à mener de nombreuses luttes dont celle « des lumières, celles de la rue Bilodeau, celle du Châteauneuf et Val-Boisé, celle de St-Rédempteur²⁰⁴. » Qui plus est, il réussit à faire un travail de recrutement important.

[...] plusieurs centaines de locataires ont été visités sur la rue Bilodeau, St-Rédempteur, Val-Boisé, Châteauneuf-Boisé, St-Henri, St-Hyacinthe, Notre-Dame, Champlain, etc.

Plusieurs nouveaux membres actifs se sont ajouté [sic] depuis un an. Les travailleurs sont largement majoritaires par rapport aux membres d'origine intellectuelle et petite-bourgeoise²⁰⁵.

Le travail des militants de la Ligue semble donc avoir été passionné. Cependant, ce travail répondait-il toujours aux objectifs des citoyens militants qui avaient créé les groupes au sein desquels la Ligue travaillait? Quelles conséquences purent avoir le travail des militants de la Ligue dans ces groupes? La présente recherche propose de répondre à cette question à travers l'étude qu'elle fait de l'évolution d'un groupe qui fut des plus importants pour les citoyens de Hull, en raison de son histoire, de ses actions et du nombre de militants qu'il ralliait. Le RCCH vit le jour en 1973 sur les solides bases de son prédécesseur direct, l'AGIH. Toutefois, à peine 5 ans plus tard, il vécut une crise qui allait miner sa crédibilité et mettre un terme définitif à ses activités. À travers les crises que connut le RCCH entre 1975 et 1978, la présence

²⁰⁴ Archives personnelles d'un militant des groupes populaires de Hull, Lettre adressée « à ceux que ça concerne », datée du 21 juin 1978 et signée par « Les militants de la Ligue travaillant à Logement-va-pu ». (cf. annexes)

²⁰⁵ *Ibid.*

des militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada se faisait vivement sentir à presque tous les niveaux de son organisation. Plus les militants politiques modifiaient le RCCH, moins les citoyens s’y reconnaissaient jusqu’au jour où, le 21 juin 1978, les citoyens décidèrent de mettre un terme aux activités des sympathisants de la Ligue en les excluant.

L’exemple du RCCH nous permet de mieux comprendre les conséquences de l’action d’un groupe d’action politique telle la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada au sein des groupes populaires québécois. Il permet de voir sous un autre œil les crises que connurent d’autres organismes tels les comptoirs alimentaires de Montréal et l’ADDS-MM dans les années 1970 et le début des années 1980. L’exemple du travail de la Ligue au sein du RCCH permet aussi de juger de l’importance du travail des groupes d’action politique dans les milieux communautaires québécois. Il est partant plausible de croire que si la Ligue fonctionnait de la sorte, les autres groupes d’action politique — qu’il s’agisse du groupe En Lutte!, du PCC(ml), du PCQ, etc. — ne fonctionnaient pas autrement. C’est là une des grandes forces de la présente étude, mais aussi certainement une de ces grandes limites. En effet, comment être convaincu que de telles activités n’étaient pas propres uniquement aux militants de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada sinon en faisant un travail semblable à ce qui fut fait ici, mais ciblant d’autres groupes d’action politique des années 1960, 1970 et 1980?

Comme nous le mentionnons en introduction, la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada était loin d'être le seul groupe d'action politique d'extrême-gauche actif dans les milieux communautaires québécois. Nous avons toutefois décidé de concentrer notre étude sur la présence de ce groupe parce que, malgré sa durée de vie relativement éphémère (1975-1983), il est aisé de déceler le haut niveau d'organisation de ce groupe et le large éventail de ses actions. Les militants de la Ligue ont réussi en quelques années à se doter d'une direction solide, de mandats clairs et de cellules territoriales à l'échelle canadienne. Qui plus est, ils surent rapidement créer un organe hebdomadaire, *La Forge*, et une revue théorique, *Octobre*, qui leur servait à la fois de carte de visite, d'outils d'information — sur des sujets aussi variés que la situation internationale, l'histoire du mouvement révolutionnaire et la culture — et d'outils de formation.

Cependant, si nous espérons réellement avoir une image précise de l'action des groupes d'action politique, il faudrait étudier d'autres de ces groupes, tels justement En Lutte! et le PCC(ml). De telles études permettraient réellement d'avoir une image complète des groupes d'action politique québécois et canadiens. Il serait autrement intéressant de faire un tel travail, qu'il permettrait de véritablement juger de toutes les forces en présence dans les milieux communautaires et de leur impact sur celui-ci.

Charles-Antoine Bachand,
le 16 mars 2004.

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources

1.1 Fonds d'archives :

Groupes populaires

- Centre d'archives de l'Outaouais, Archives nationales du Québec, fonds Caroline-Andrew, P166.
- Centre d'archives de l'Outaouais, Archives nationales du Québec, fonds Roger-Poirier, P134.
- Centre d'archives de l'Outaouais, Archives nationales du Québec, fonds Logemen'ocupe, P189.
- Archives personnelles d'un membre des groupes populaires de l'Île de Hull dans les années 1960 et 1970. Ces archives contiennent procès-verbaux, constitutions, communiqués de presse et coupures de presses se référant spécifiquement à la situation du RCCH entre 1975 et 1978. Ces archives sont en en attente d'un dépôt au Centre d'archives de l'Outaouais, Archives nationales du Québec.

Groupes d'action politique

- Université du Québec à Montréal. Service des archives et de gestion des documents, Fonds du Parti communiste ouvrier, 47P.

1.2 Publications :

La Forge [microforme] : organe central de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Microforme des textes du journal *La Forge* de 1975 à 1983. Ces microformes se retrouvent à la Bibliothèque nationale du Québec.

L'Aube rouge : journal de la jeunesse, Montréal, Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, 1975-1979.

Octobre : revue théorique du marxisme-léninisme et de la pensée Maotsétoung, Montréal, Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, 1977-

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, *Against feminism, link the struggle for our rights to the struggle for socialism! : criticism of the Committee to Struggle for Free Abortion and Contraception*, Montréal, La Ligue, 1978, 32 pages.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, *Le Groupe En lutte : dernier-né des révisionnistes au Canada*, Montréal, Publications La Forge, 1979, 123 pages.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, *Luttons classe contre classe pour nos revendications et pour le socialisme!*, Montréal, La Ligue, 1977, 33 pages.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, *Luttons pour des comptoirs de lutte de classes*, Montréal, La Ligue, 1976, 23 pages.

Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, *Luttons pour le droit aux garderies, pour l'émancipation des femmes! : autocritique, analyse et propositions*, Montréal, La Ligue, 1977, 20 pages.

- Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, *Pour l'unité des marxistes-léninistes*, Montréal, La Ligue, 1977, 123 pages.
- Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec, Cellule ouvrière révolutionnaire et Cellule militante ouvrière, *La Lutte pour la création de la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada : un grand pas en avant vers l'unité des marxistes-léninistes et la création du parti*, Montréal, 1975, 68 pages.
- GRÉBER, Jacques, *Projet d'aménagement de la capitale nationale*, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1950.
- HOLT, Sir Herbert, *Report of The Federal Plan Commissions For The Cities Of Ottawa And Hull*, Ottawa, 1915.
- Service d'urbanisme de Hull, *L'Habitation à Hull, Rapport préliminaire*, Hull, 1974, 35 pages.
- Service d'urbanisme de Hull, *L'Habitation à Hull, Plan quinquennal*, Hull, 1975.

1.3 Quotidien :

Journal *Le Droit* [microforme] entre 1973 et 1978.

2. Études

2.1 Ouvrages généraux

- GAFFIELD, Chad et al., *Histoire de l'Outaouais*, Montréal, IQRC, 1994, 876 pages.
- LINTEAU, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain (2 tomes)*, Montréal, Boréal compact, 1989.
- Institut d'histoire et de recherche sur l'Outaouais, *Le Hull disparu* (Hull, 1988), 89 pages.
- Institut d'histoire et de recherche sur l'Outaouais, *Le Hull industriel, 1900-1960* (Hull, 1986), 104 pages.

2.2 Historiographie

- GUÉRARD, François, « L'Histoire urbaine au Québec : La recherche récente à la maîtrise et au doctorat », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54 n° 2 (2001), pages 247-268.
- POITRAS, Claire, « L'Histoire urbaine au Québec durant les années 1990 : de nouvelles tendances ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54 n° 2 (2001), pages 219-245.

2.3 Groupes d'action politique

- AVAKUMOVIC, Ivan, *The Communist Party in Canada : a history*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, 309 pages.
- BEAUCAGE, Pierre, « Le Vent du Sud : les idées du tiers-monde et les marxistes québécois dans les années 1970 » *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 27 n° 1 (1990), pages 95-114.
- BENOÎT, Jacques, *L'Extrême gauche*, Montréal, La Presse, 1977, 137 pages.

- BOUCHARD, Pierrette, *Féminisme et marxisme : de Marx à la Ligue communiste canadienne : une certaine continuité*, Québec, Groupe de recherche et d'échange multidisciplinaires féministes, Université Laval, 1985, 66 pages.
- BOUCHARD, Pierrette, *Le journal [microforme] : instrument idéologique d'incitation à la militance chez la Ligue communiste marxiste-léniniste canadienne*, Québec, 1984, 370 pages.
- COMEAU, Robert, *Le Droit de se taire : histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*, Outremont, VLB, 1989, 542 pages.
- COMEAU, Robert, *Les communistes au Québec, 1936-1956 : sur le Parti communiste du Canada, Parti ouvrier-progressiste*, Montréal, Presses de l'Unité, 1981, 104 pages.
- FORTIN, Denis, *Sur les intellectuels de gauche impliqués au sein d'organisations populaires : un bilan sommaire de la situation actuelle ou Condition et perspectives du métier d'intellectuel militant*, Québec, Éditions Autogestionnaires, 1980, 18 pages.
- FOURNIER, Marcel, *Communisme et anticommunisme au Québec, 1920-1950*, Laval, Québec, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1979, 165 pages.
- FOURNIER, Marcel, *Histoire et idéologie du groupe Canadien-français du Parti Communiste 1925-1945*, Montréal, Thèse de maîtrise en sociologie de l'Université de Montréal, 1969, 325 pages.
- GAGNON, Henri, *Les Militants socialistes du Québec : d'une époque à l'autre*, Saint-Lambert, Éditions Héritage, 1985, 343 pages.
- GENDRON, Louise, « Vive le Québec rouge », *L'Actualité*, vol. 3, n° 20 (15 décembre 1998), pages 62-65.
- LALONDE, Yves, *Analyse idéologique du mouvement marxiste-léniniste canadien*, thèse de maîtrise en science politique, Université de Montréal, 1982, 131 pages.
- LÉVESQUE, Andrée, *Virage à gauche interdit : les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec, 1929-1939*, Montréal, Boréal Express, 1984, 186 pages.
- MILOT, David, *Conceptions et pratiques culturelles communistes au Québec : (1973-1982)*, Montréal, Mémoire de maîtrise en histoire, Université du Québec à Montréal, 2000, 147 pages.
- MILOT, Pierre, *Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982)*, thèse de maîtrise, Université du Québec, 1984, 102 pages.
- Télémag, L'Extrême-gauche au Québec*, Enregistrement vidéo. Société Radio-Canada, 1979. 1 cassette : 30 min., son, coul., vidéo 19 mm.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, Paris, 2001, © 1990, 586 pages.

2.4 Groupes populaires à Hull

- ANDREW, Caroline, *Les élites politiques, les bas-salariés et la politique du logement à Hull*. Ottawa, thèse de maîtrise en sociologie, 1976.
- BACHAND, Marc, « Comités de citoyens et enjeux urbains à Hull », *Revue Internationale D'Action Communautaire / International Review of Community Development*, vol. 4 n° 44 (automne 1980), pages 134-140.
- BORDELEAU, S.; GUIMONT, A., *Luttés urbaines à Hull*, Montréal, thèse de maîtrise en sciences politiques, 1976, 308 pages.

- CÔTÉ, Denyse, *La participation des citoyens aux organismes communautaires de Hull : une étude de l'Assemblée générale de l'Île de Hull*, Thèse de maîtrise : Université d'Ottawa, 1975.
- FAVREAU, Louis, « Entrevue avec Roger Poirier », *Nouvelles Pratiques sociales*, vol. 10 n° 2.
- NADEAU, Alphonse, *Roger Poirier*, Richelieu, 1999, 92 pages.
- OSTIGUY, Isidore, « L'implication d'un comité logement à Hull », *Communauté chrétienne*, n° 154 (juill.-août 1987), pages 298-303.
- POIRIER, Roger, *Qui a volé la rue principale?*, Montréal, Éditions Départ, 1986, 331 pages.

2.5 Rénovation urbaine et ses impacts

- ANDREW, Caroline; Serge Bordeleau et Alain Guimont, *L'Urbanisation : une affaire : l'appropriation du sol et l'État local dans l'Outaouais québécois*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1981, 248 pages.
- ANDREW, Caroline, « Le Pouvoir local et les stratégies de réaligement dans les centres urbains du Québec », *Anthropologie et Société Québec*, vol. 9 n° 2 (1985), pages 117-149.
- ANDREW, Caroline; André Blais; Rachel Desrosiers, « Le Logement public à Hull » *Canadian Journal of Political Science*, vol. 8 n° 3 (1975), pages 403-430.
- BOBIER, Richard, « Africville : the test of urban renewal and race in Halifax » *Past Imperfect*, vol. 4 (1995), pages 163-180.
- BOND, C. C. J., « The Canadian Government Comes to Ottawa, 1865-66 », *Ontario History*, vol. 55 n° 1 (1963), pages 23-34.
- BONETTI, M., « Crise urbaines aux États-Unis : la toute puissance des associations de quartier », *Diagonal*, n° 66 (1987), pages 35-37.
- CASTELLS, Manuel, *La Question urbaine*, éd. Maspero, Paris, 1973, 451 pages.
- CHOKO, Marc H.; Jean-Pierre Collin; Annick Germain, « Le logement et les enjeux de la transformation de l'espace urbain : Montréal, 1940-1960 » *Urban History Review*, vol. 15 n° 3 (1987), pages 243-253.
- COURBIÈRE, Jean-Louis, *Analyse conjoncturelle du plan de circulation et de transport de la zone métropolitaine de Québec (1968). Un document technique révélateur du cadre contextuel et idéologique des pratiques aménagistes de l'époque*, Thèse de maîtrise en géographie, Université Laval, 1998, 164 pages.
- DAKIN, John, « Inhumanities of urban planning », *University of Toronto Quarterly*, vol. 35 n° 4 (1966), pages 321-356.
- FILION, Pierre, « The Neighbourhood Improvement Plan. Montreal And Toronto : Contrasts Between a Participatory Approach to Urban Policy Making », *Urban History Review*, vol. 17 n° 1 (1988), pages 16-28.
- GORDON, David, « A city beautiful plan for Canada's capital : Edward Bennett and the 1915 plan for Ottawa and Hull » *Planning Perspectives*, vol. 13 n° 3 (1998), pages 275-300.
- GORDON, David, « From noblesse oblige to nationalism : elite involvement in planning Canada's capital » *Journal of Urban History*, vol. 28 n° 1 (2001), pages 3-34.
- GORDON, David, « Weaving a Modern Plan for Canada's Capital : Jacques Greber and the 1950 Plan for the National Capital Region », *Urban History Review*, vol. 29 n° 2 (2001), pages 43-61.

- HILLIS, Ken, « A History of commissions : threads of an Ottawa planning history » *Urban History Review*, vol. 21 n° 1 (1992), pages 46-60.
- KING, Leslie J, « Discriminatory analysis of urban growth patterns in Ontario and Quebec, 1951-1961 » *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 57 n° 3 (1967), pages 566-578.
- LE DANTEC-LOWRY, H., « Rénovation urbaine et organisation communautaires : le cas de Saint-Louis » *Villes et politiques urbaines au Canada et aux États-Unis*, Paris, 1997, pages 165-180.
- LORIMER, James, « Citizens and the corporate development of the contemporary canadian city » *Urban History Review*, vol. 12 n° 1 (1983), pages 3-9.
- MADGWICK, P. J., « The Politics of Urban Renewal », *Journal of American Studies*, vol. 5 n° 3 (1971), pages 265-280.
- MCGRAW, Donald, *Le Développement des Groupes Populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Éditions coopératives A. Saint-Martin, 1978, 184 pages.
- SCOTT, Richard et Mark Seasons, « Planning Canada's Capital : the Roles of Landscape », *Urban History Review*, vol. 21 n° 1 (1992), pages 46-60.
- SÉGUIN, Anne-Marie, « La Construction sociale d'un compromis (1945-1970 : prélude à la rénovation urbaine dans le quartier Saint-Jean-Baptiste de Québec », *Urban History Review*, vol. 24 n° 2 (1996), pages 12-24.
- SÉGUIN, Anne-Marie, « Le Quartier Saint-Jean-Baptiste comme lieu de changement spatial et social » *Genres de vies urbaines : essais exploratoires*, Québec, Université Laval, Département de Géographie, 1986, pages 93-113.
- SELF, Robert, « Writing landscapes of class, power, and racial division : the problem of (sub)urban space and place in post-war America » *Journal of Urban History*, vol. 27 n° 2 (2001), pages 237-250.
- STEVENS, Donald L., Jr., « Government, Interest Groups and the People : Urban Renewal in Omaha, 1954-1970. », *Nebraska History*, vol. 67 n° 2 (1986), pages 134-158.
- TAYLOR, John H., « City Form and Capital Culture Remaking Ottawa », *Planning Perspectives*, vol. 4 n° 1 (1989), pages 79-105.
- TAYLOR, John, « A Conflict of Cultures : Planning and Gouvernance in Canada's Capital in the 1970s » *Zeitschrift für Kanada-Studien*, vol. 18 n° 1 (1998), pages 66-76.
- TAYLOR, John, « Ottawa : Canada's Evolving Capital », *Historian*, vol. 66 (2000), pages 17-21.
- TAYLOR, John, « Ottawa : the City as Conglomerate », *Urban History Review*, vol. 75 n° 1 (1975), pages 36-37.

2.6 Études diverses

- DÉSY, FERLAND, LÉVESQUE et VAILLANCOURT, *La conjoncture du Québec au début des années '80, les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Éditions La librairie socialiste de l'est du Québec, 1980, p. 102.
- FREIRE, Paolo, *L'Éducation : pratique de la liberté*, Paris, éd. du Cerf, 1967, 160 pages.
- ILLITCH, Ivan, *Deschooling Society*, New York, Harper and Row, 1970.
- MARX, Karl, *Critique de l'éducation et de l'enseignement*.

ANNEXES

Le lecteur trouvera, dans cette section, copie de plusieurs documents issus des archives personnelles d'un militant du milieu communautaire hullois qui n'ont toujours pas fait l'objet d'un dépôt aux Archives nationales du Québec et copie d'articles importants parus dans le journal *Le Droit* en 1978.